



VOILÀ POURQUOI LA CHUTE DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN POURRAIT AVOIR UNE RÉSONANCE AUSSI IMPORTANTE QUE CELLE DE L'URSS

ET AUSSI

MORT D'ALI KHAMENEI

Frappes sur l'Iran : le début de la fin pour les Mollahs

ATTENTION CHUTE DE RÉGIME

Décapitation du régime des mollahs oui, instaurer la démocratie peut-être... : ce qu'il faut savoir pour comprendre la stratégie de Donald Trump en Iran

LA TENTATION DU FACE-À-FACE RADICAL

Ce piège machiavélique que Jean-Luc Mélenchon tend au reste de la gauche

TABLE DES MATIÈRES

Samedi



LA TENTATION DU FACE-À-FACE

RADICAL

Ce piège machiavélique que Jean-Luc Mélenchon tend au reste de la gauche

SÉQUENCE DE FIN DE CYCLE

L'étude qui montre que les élus LFI ne ressemblent pas au peuple qu'ils prétendent représenter

PRÉVENTION OU GLISSEMENT ?

Et pendant ce temps-là au Royaume-Uni, le gouvernement assimile le nationalisme culturel à... du terrorisme

Dimanche

MORT D'ALI KHAMENEI

Frappes sur l'Iran : le début de la fin pour les Mollahs

WOKISME

Quand une majorité d'étudiants se sentent contraints de s'afficher plus progressistes qu'ils ne le sont pour survivre à l'université



ATLANTICO GREEN

L'Italie part à l'assaut du cœur de la politique climatique européenne : son marché carbone

Lundi

ONDE DE CHOC

Voilà pourquoi la chute de la République islamique d'Iran pourrait avoir une résonance aussi importante que celle de l'URSS



ZÉRO ANTICIPATION

Frappes sur l'Iran : l'étrange crash de la diplomatie française

DISCOURS ATTENDU

Dissuasion nucléaire : quelles options réalistes pour la France ?

Mardi

EPIC FURY

Frappes en Iran : six leçons géopolitiques majeures que sont incapables de voir ceux que leurs allergies à Trump et Israël aveuglent



PARAPLUIE EUROPÉEN

Dissuasion nucléaire : Emmanuel Macron met à jour la doctrine française... ou pas ?

MODÈLE SOCIAL, CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE

Rupture conventionnelle : il faudra bien un jour réformer vraiment l'assurance chômage

Mercredi



ERREMENTS STRATÉGIQUES

Guerre au Moyen-Orient : cette flambée des prix de l'énergie que la France va subir alors qu'elle aurait parfaitement pu être maîtrisée

ATTENTION CHUTE DE RÉGIME

Décapitation du régime des mollahs oui, instaurer la démocratie peut-être... : ce qu'il faut savoir pour comprendre la stratégie de Donald Trump en Iran

INTELLIGENCE SUPERFICIELLE

Quand les chercheurs d'Anthropic prouvent que l'utilisation de l'IA réduit l'acquisition de compétences

Jeudi

GRAND ÉCART

Guerre en Iran : ce que le rapprochement de l'Allemagne avec Trump nous dit de l'état réel de l'Europe

DÉBUNK

Iran : une guerre sans justification ni objectif, vraiment ? Voilà les éléments factuels que beaucoup oublient



TOUCHE PAS MON DOGME

Sectarisme et intimidations par le diplôme : ces universitaires qui décrédibilisent l'Université

Vendredi



CONFLIT EN IRAN

L'Europe face à une nouvelle crise migratoire en provenance du Moyen-Orient ?

PRÉSIDENTIELLES 2027

Primaires de la droite et du centre : les illusions dangereuses

DÉSINFORMATION

Wikilaunders : une enquête révèle l'ampleur du détournement de Wikipédia pour des opérations d'influence

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

LA TENTATION DU FACE-À-FACE RADICAL

CE PIÈGE MACHIAVÉLIQUE QUE JEAN-LUC MÉLENCHON TEND AU RESTE DE LA GAUCHE

Après le meeting lyonnais de Jean-Luc Mélenchon, marqué par des propos polémiques et un cadrage « fascistes contre antifas », la gauche non mélenchonienne apparaît prise dans un dilemme stratégique. Entre rupture assumée et alliances électorales, elle peine à clarifier sa ligne. En toile de fond, une recomposition politique qui pourrait redessiner durablement l'équilibre interne du camp progressiste.



Christophe Boutin et Gaël Brustier



Atlantico : Ce jeudi 26 février, Jean-Luc Mélenchon tenait un meeting à Lyon pour soutenir les candidats LFI en vue des prochaines municipales. A l'occasion de ce meeting, organisé deux semaines après la mort de Quentin D., Jean-Luc Mélenchon a multiplié les propos anti-sémites ou anti-républicains, décrivant la mort de Quentin D. comme un "traquenard" tendu par l'extrême droite et réaffirmé son soutien aux mouvements antifas. Dans quelle mesure faut-il penser que le leader insoumis coince aujourd'hui la gauche non mélenchonienne dans une grille de lecture "fasciste vs antifas" qui menace le débat politique ? Gaël Brustier : Les déclarations récentes de Jean-Luc Mélenchon illustrent bien que certaines limites ont été dépassées, que le rubicon a été franchi et que se faisant il sera difficile de revenir en

arrière. Pour comprendre ce qui se passe, il faut d'abord étudier la sociologie des électeurs insoumis. Le cœur de la sociologie insoumise, contrairement à ce que d'aucuns pourraient penser, ne se trouve pas dans les banlieues. Il s'agit essentiellement d'une génération de jeunes diplômés un peu déclassés et précarisés. Ils ont trouvé dans ce qu'on appelle « le socialisme des imbéciles » — l'antisémitisme — une explication du monde qui leur convient très bien. La deuxième chose, ce sont les obsessions stratégiques de Jean-Luc Mélenchon : son but est de conquérir les banlieues. Il faut donc activer l'idée que tout le monde est raciste, que la France est raciste, que la « vraie France » est à venir, tout en jouant l'effet de balancier avec les thématiques de la droite la plus extrême si besoin. Enfin, il y a ses obsessions personnelles récurrentes, le fruit d'un esprit — pour dire les choses de façon complexe — très sinueux. Du reste, ce que vous soulignez concernant la gauche est parfaitement vrai. J'observe, à gauche, deux types de leaders différents. L'une, qui a fait preuve de courage face à l'extrême droite (et qui a d'ailleurs participé avec moi à des groupes de travail sur cette famille politique), passe par les urnes. Il s'agit de Marine Tondelier. L'autre incarne à mon sens un vide idéologique, stratégique et conceptuel. Il utilise la tactique ainsi que la communication comme méthodes de survie personnelle et électorale. Vous l'aurez compris, il s'agit du patron du Parti Socialiste, [Olivier Faure](#). Ces deux-là savent très bien qui est Jean-Luc Mélenchon, qui a d'ailleurs l'indécence d'aller parler de l'affaire Epstein dans son meeting de Lyon alors qu'il était lui même ministre délégué à l'Enseignement professionnel dans le gouvernement de cohabitation de Lionel Jospin, sous tutelle du ministre de l'Education nationale – Jack Lang – entre 2000 et 2002. Jack Lang fait figure de principal suspect Français dans l'affaire Epstein. Jean-Luc Mélenchon a donc étroitement collaboré avec les “monstres” deux ans durant. Sa pratique de la reductio ad hitlerum ou « einsteinium » devient une sinistre farce dans laquelle il se complaît, parce qu'il n'a plus aucun surmoi, plus aucun frein à ses lubies ni à sa logorrhée, ce qui devient assez pénible à entendre. Il me semble désormais essentiel de s'interroger sur ce qu'est la mouvance “antifa” est à quoi elle sert à Jean-Luc Mélenchon. Sur le plan intellectuel, c'est un peu ridicule : le fascisme est mort en 1945, il y a 80 ans. En revanche, cela sert à réactiver des groupuscules qui n'ont que trois idées en tête et pratiquent la « politique du manche de pioche ». À quoi sert son alliance avec ces groupuscules violents ? Chacun en fera ce qu'il souhaite. J'ai pratiqué le Parti socialiste, j'ai travaillé avec Jean-Yves Camus. Je constate que le vide idéologique s'est organisé. Il leur faut un viatique de substitution pour avoir l'air de dire quelque chose. Ils jouent des rôles : tantôt Matteotti, tantôt un autre. C'est un vaste jeu de rôle car il n'y a plus rien. S'ils n'étaient pas tombés sur Jean-Luc Mélenchon, ils auraient pu tomber sur n'importe qui. **Christophe Boutin** : Ce n'est pas Jean-Luc Mélenchon ou la France insoumise qui « coince » aujourd'hui la gauche dans la grille de lecture « fasciste contre antifasciste ». Cette gauche que vous évoquez, du PS jusqu'à LFI, comprenant donc le Parti communiste et les écologistes – mais l'on pourrait y ajouter une partie du bloc central, a toujours su utiliser cette radicalisation du discours. Elle a toujours su dénoncer comme fascisme et fasciste tout ceux qui avait le malheur de s'opposer à ses thèses, légitimant ainsi son sectarisme, baptisé antifascisme. Ce sectarisme avait, à la différence de ce que l'on rencontre avec les mouvements radicaux actuel, écarté la violence physique. Il ne tuait pas, il excluait du débat, politique, il interdisait de faire carrière, il condamnait à une mort sociale. Pour autant, quand des agressions physiques avaient lieu venant de groupuscules « révolutionnaires », on avait bien peu de condamnations de ces violences. La gauche non-mélenchoniste devrait donc se poser la question de la validité de cette séparation « fasciste /antifasciste » en 2026, sortir de son mythe des « années trente » qui seraient un nouveau « jour sans fin » - moins amusant que le film. Cela concerne les politiques bien sûr, mais au-delà les représentant des médias ou du monde universitaire, tous ces « intellectuels » auto-

proclamés « résistants » et fonctionnant en réseau pour se partager le pouvoir et ses prébendes. Faut-il rappeler que De Gaulle a été qualifié de fasciste par le parti communiste ? Ou Jacques Chirac à l'époque de la conquête de la mairie de Paris ? Quelle crédibilité ? **La gauche non mélenchonienne semble coincée dans un piège au sein duquel elle est contrainte de critiquer les sorties antisémites de Jean-Luc Mélenchon sans pour autant s'arracher à la matrice précédemment décrite. Peut-elle seulement garder en crédibilité en restant ainsi coincée entre deux positions intenables ? Dans quelle mesure faut-il penser que la gauche doit en revenir à l'opposition "totalitaires vs anti-totalitaires" si elle espère retrouver ses lettres de noblesse ?**

Gaël Brustier : Si la gauche espère retrouver une quelconque forme de crédibilité, il lui faudra s'arracher aux alliances conclues avec la France Insoumise dans 60 villes du pays pour les prochaines municipales, mettre un terme aux alliances nationales, cesser de cautionner la vulgarité de ses troupes à l'Assemblée. Certains leaders de gauche, j'en sais quelque chose, expliquent en privé avoir physiquement peur de Jean-Luc Mélenchon. Il a aujourd'hui 74 ans. Ce genre d'angoisse irrationnelle n'a rien à faire en politique : si l'on a peur de ce type de personnage, il faut sans doute songer à s'arrêter. D'une façon générale, si les acteurs dont nous parlons ne parviennent pas à créer un centre-gauche laïque et patriote, ils ne seront plus jamais crédibles. Et, soyons clairs, changer d'idéologie ne se fait pas du jour au lendemain. Cela implique de changer les acteurs, précisément, ce qui apparaît aujourd'hui très complexe. Le fait est que la gauche dénonce certaines des dérives de Jean-Luc Mélenchon, son antisémitisme par exemple, mais qu'elle demeure à ses côtés. Ce n'est pas étonnant : on parle ici d'intérêts matériels liés à l'élection et à l'heure actuelle l'élection passe par Jean-Luc Mélenchon. C'est pour cela qu'ils sont prêts à passer par-dessus l'éthique et la morale — celle de Jaurès par exemple — pour s'allier avec lui. La question de la vérité, notamment dans le cadre de l'affaire Quentin D., ne les intéresse pas. Son caractère antisémite – notons d'ailleurs que si la sortie de jeudi, concernant le nom d'Epstein, avait été attribuée à [Le Pen](#), on partait au tribunal – ne les intéresse pas beaucoup plus.

Christophe Boutin : Je ne pense pas que l'opposition entre totalitaire et anti totalitaire soit plus pertinente que celle entre fasciste et anti fasciste de nos jours. A priori, je ne sache pas que le programme du Rassemblement national - ou celui de la France insoumise d'ailleurs - conduise nécessairement à un système totalitaire au sens de Hannah Arendt – un peu plus sérieuses que les clowneries d'Umberto Eco sur le fascisme ou les thèses de certains universitaires qui voient des nazis et du nazisme partout. Évoquer le dérapage antisémite de Jean-Luc Mélenchon à propos de la prononciation du nom Epstein, prononciation qui a effectivement évoluée dans les médias français depuis le début de l'affaire, semble aussi un peu facile. La même gauche, pendant des mois et des mois, n'a quasiment rien dit des véritables dérives antisémites qui existaient au sein de LFI et de ses proches, important en France le combat du Proche-Orient. Elle se réveille maintenant que LFI est dans une situation de faiblesse, et, surtout, que le [Parti socialiste](#) veut se rallier au bloc central et qu'il a besoin, pour justifier cette rupture devant ses électeurs, de diaboliser LFI. C'est là qu'il faut voir la cause de cette évolution, et non pas dans une quelconque morale de la part d'une gauche qui n'en a guère.

Comment la gauche peut-elle briser le carcan dans lequel Jean-Luc Mélenchon semble l'avoir piégée ? Que risque-t-elle si elle n'y parvient pas ?

Gaël Brustier : J'ai l'impression d'avoir déjà répondu à cette question. Il s'agit d'un problème de personnes et de la ligne portée par ces personnes. Faut-il s'attendre à ce que la ligne change si les personnes demeurent ? Je ne crois pas. Est-ce seulement plausible ? Pourquoi le serait-ce ? Sans tomber dans la politique fiction, ce que je souhaite éviter, on peut dire de la gauche actuelle qu'elle est effectivement coincée dans un carcan : celui d'acteurs dont nous avons déjà parlé. L'un des problèmes de fond aujourd'hui, c'est que la gauche fait état d'une base militante qui leur ressemble : elle est très unitaire, faute d'avoir beaucoup de repères. Moins on a de

repères, plus on pousse à l'alliance à tout prix. Hormis dans quelques villes comme Strasbourg autour de Roland Ries ou Catherine Trautmann, ou là où le PS est encore un centre-gauche un peu solide, la base pousse à l'alliance avec LFI. Il y a une porosité : beaucoup de candidats LFI viennent du PS ou des Verts, ils se connaissent et boivent des bières ensemble. Cela n'aidera pas à s'arracher à cette situation. **Christophe Boutin** : La gauche a déjà brisé le carcan, puisqu'une part d'entre elle a clairement choisi le ralliement au bloc central dans la perspective de 2027 - de l'élection présidentielle, sans doute, mais aussi des élections législatives -, rompant pour cela définitivement avec le [Nouveau Front Populaire](#). Cela concerne le PS mais aussi le PC et sans doute les écologistes. Grâce à Jean-Luc Mélenchon – ou à sa stigmatisation - le grand bloc central va en fait pouvoir s'aggrandir sur une nouvelle légitimité, celle du « ni... ni... » contre les « extrêmes ». **A quel point faut-il penser que Jean-Luc Mélenchon et La France Insoumise pourraient bénéficier de la vacuité idéologique du reste de la gauche, si celle-ci échouait à déjouer les mécanismes précédemment évoqués ?** **Christophe Boutin** : Avec le ralliement d'une partie de la gauche, le bloc central va pouvoir continuer à mener une politique sociale-démocrate par le maintien des aides diverses et variées, mais « libérale » sur le plan de la place accordée à la finance – nationale et internationale – dans l'économie. C'est la politique menée en France depuis cinquante ans, au travers des pseudo alternances d'abord, puis avec la conquête par Emmanuel Macron du pouvoir au centre. Face à cela, la France insoumise, n'aura pas de mal à proposer un programme de rupture qui soit un véritable projet de gauche. Il y aura alors une partie des électeurs de la gauche « ralliée » qui le rejoindront, si, du moins, l'anathème lancé sur LFI ne les en dissuade pas. Une situation symétrique en quelque sorte de celle des électeurs de la droite « républicaine » ralliant le programme de rupture du RN.

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

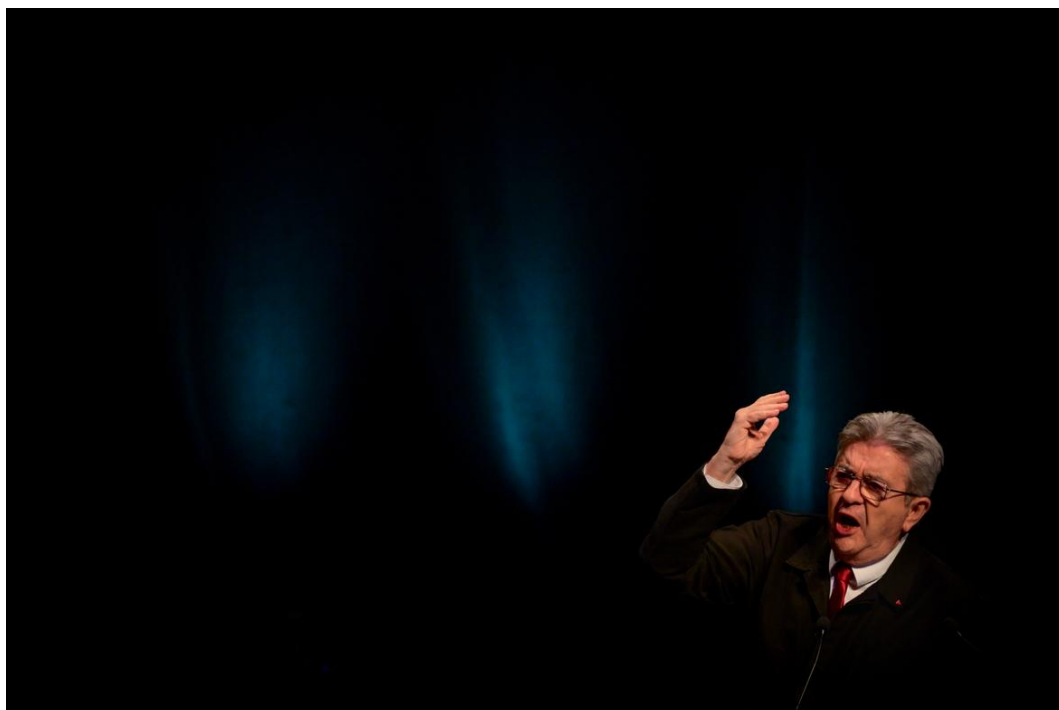
SÉQUENCE DE FIN DE CYCLE

L'ÉTUDE QUI MONTRE QUE LES ÉLUS LFI NE RESSEMBLENT PAS AU PEUPLE QU'ILS PRÉTENDENT REPRÉSENTER

Majoritairement diplômés, issus du secteur public et peu représentatifs des classes populaires : le profil sociologique des députés LFI interroge. Derrière le discours de défense des “oubliés”, le mouvement révèle une structuration classique et une sélection militante qui pourraient fragiliser sa crédibilité électorale.



Paul Cébille



L'étude montre que les députés LFI sont majoritairement diplômés, issus du secteur [public](#) et peu représentatifs des classes populaires. Qu'est-ce que cela révèle sur la nature réelle du mouvement ? Paul Cébille : LFI, qui fonctionne et qui se considère comme un mouvement et non un parti, en a pourtant toutes les caractéristiques, avec sa masse, les habitants des banlieues populaires, et son élire, ses cadres [militants](#) fortement diplômés ou issus de la fonction publique. Pour résumer, LFI est un parti comme les autres. Malgré quelques exceptions issus des catégories très populaires, comme Rachel Keke entre 2022 et 2024, ce parti ne représente que très partiellement l'électorat qu'il entend représenter. Le faible nombre d'ouvriers et d'employés parmi les députés LFI est-il une faiblesse pour le parti ou plutôt une

conséquence logique de sa structuration interne et de sa politique ?Paul Cébille :

C'est de manière générale une tendance dans la vie politique qui s'explique par toutes les compétences nécessaires à la réussite dans ce monde politique, et les employés et les ouvriers ont tendance à se concentrer sur leurs compétences professionnelles plutôt que sur la politique. Mais LFI qui entend représenter les classes populaires, les ouvriers, en manquer autant, réussir à en faire élire si peu, est un échec, et une faille dans le discours.**L'étude souligne une sélection des candidats basée sur les liens militants et la fidélité au parti. Selon vous, est-ce une stratégie efficace pour un mouvement populiste ?**Paul Cébille : C'est effectivement très efficace car le militantisme suppose un loyalisme fort vis-à-vis de la tête du parti, et en ça LFI est un cas quasiment parfait. Le mouvement a ses réseaux de militants, parfois guidés par ses députés, créant une force de frappe puissante. Les idées sont bien diffusées et les actions suivies. Le culte du chef prend corps dans des [manifestations](#) et des meetings.**Comment ce profil de députés, peu représentatif des classes populaires, peut-il influencer les [choix](#) politiques et la crédibilité du parti auprès de ses électeurs notamment pour les municipales et les présidentielles ?**Paul Cébille : Autant les Insoumis réussissent à toucher les classes populaires de banlieues facilement par leur implantation locale et un discours qui mêle injustice sociale et religieuse, voire ethnique. Ces minorités sont discriminées, il faut un État fort pour les protéger. Pour les autres classes populaires, LFI ne représente qu'une élite intellectuelle éloignée de leurs préoccupations, or ces classes populaires là, les "natifs" pour caricaturer, votent RN très largement. Tout ceci risque de compliquer les chances de victoire de LFI.

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

PRÉVENTION OU GLISSEMENT ?

ET PENDANT CE TEMPS-LÀ AU ROYAUME-UNI, LE GOUVERNEMENT ASSIMILE LE NATIONALISME CULTUREL À... DU TERRORISME

Au Royaume-Uni, l'assimilation de certaines formes de nationalisme culturel à des signaux de radicalisation dans le cadre du programme Prevent soulève de vives inquiétudes. Derrière la lutte contre l'extrémisme, c'est la frontière entre prévention sécuritaire et restriction du débat public qui se trouve questionnée. Cette évolution s'inscrit dans un contexte britannique marqué par de fortes tensions identitaires, un révisionnisme culturel controversé et un climat politique dégradé depuis plusieurs années, où les catégories idéologiques tendent à se transformer en outils de disqualification.



Jean Szlamowicz



Atlantico : Au Royaume-Uni, certaines formes de nationalisme culturel seraient désormais assimilées à du terrorisme et surveillées dans le cadre du programme Prevent. En quoi cette approche est-elle particulièrement inquiétante sur la liberté d'expression et les [valeurs](#) démocratiques ? Cela s'inscrit-il dans un climat dégradé au Royaume-Uni depuis de nombreux mois ou années ? Jean Szlamowicz : Comme

la plupart des étiquettes idéologiques, le mot « nationalisme » est susceptible de nombreuses manipulations politiques. Soulignons que « nationalisme » peut aussi bien décrire un « excès » confinant au suprématisme qu'une norme commune, qui est le fondement de toute nation, à savoir la sauvegarde des intérêts nationaux. On conçoit mal comment on pourrait punir la manifestation d'une [idéologie](#) dont on peine à donner une définition qui ne serait pas partisane ou arbitraire. Normalement, un principe du droit veut qu'on se donne des définitions positives susceptibles de permettre la caractérisation de faits. Avec un tel flou, on peut appliquer la notion de nationalisme à n'importe quoi. De fait, il existe au Royaume-Uni une tendance idéologique forte consistant à détruire la légitimité de la culture autochtone. Le révisionnisme culturel à l'œuvre depuis vingt ans a patiemment déconstruit le substrat historique, littéraire, artistique occidental pour le réduire à une forme d'oppression coloniale. On en est à vouloir « décoloniser » Shakespeare, à supprimer les statues de « vieux hommes blancs » dans les universités et à pratiquer la « justice épistémique » dans les programmes en supprimant des auteurs blancs... Tout ce qui est britannique relève alors de la « suprématie blanche ». De fait, dans la doctrine décoloniale, toute la culture occidentale doit être mise au pas car on la définit de manière manichéenne comme fondée sur la discrimination envers les « minorités ». Ainsi, un programme de recherche de l'université de Leicester — en réalité une commande financée par une organisation privée, habillée de jargon universitaire — a conclu que la campagne anglaise était raciste et devait se montrer plus inclusive (« The Rural Racism Project: Towards an Inclusive Countryside »). C'est le mode d'existence anglais lui-même, ses commerces, ses pubs, ses églises qui serait alors, en soi, « raciste ». Cette accusation ne repose que sur la mise en scène d'un victimisme imaginaire. On comprend que dans le multiculturalisme radicalisé, la seule culture nationale qui soit illégitime est celle qui est occidentale. Une telle univocité ne se fonde que sur le décret : c'est un coup de force idéologique qui contrevient violemment aux principes mêmes qui fondent une nation. Si la nation n'est plus l'émanation d'un peuple et de sa culture, elle ne repose plus que sur des normes administratives dénuées de fondements auquel les citoyens puissent adhérer. C'est une rupture du contrat social, à sens unique, à contre-courant de la volonté populaire. On peut parler de subversion de la démocratie. **Assimiler certaines inquiétudes liées à l'immigration ou à l'identité culturelle à une logique terroriste peut-il produire un effet contre-productif, en renforçant un sentiment de persécution ou de censure ? Où se situe la limite entre la prévention de la [radicalisation](#) et la restriction du débat public ?**

Jean Szlamowicz : Par l'emphase radicale d'un tel décret idéologique, on atteint un niveau de censure grotesque : ce flicage de l'opinion est d'une partialité si évidente qu'il ne peut constituer qu'un détournement de l'esprit du mandat confié au pouvoir politique. Dans un tourbillon d'absurdité, considérer comme « radicales » des opinions banales et légitimes — comme l'inquiétude envers la submersion migratoire — et décider de les punir est une décision elle-même « radicale », extrémiste et intellectuellement bancal... puisque l'opinion deviendrait une sorte d'acte terroriste. La manipulation lexicale atteint des sommets, puisqu'il suffit alors de qualifier un discours de « radical » ou « terroriste » pour qu'il tombe sous le coup de la loi. Le contraste est incroyable avec le laxisme concernant les grooming gangs, l'exploitation sexuelle de mineures par des réseaux de pédophiles pakistanais et la peur panique d'incriminer des minorités ethniques ou religieuses. Cette criminalisation de la normalité signale que la culture occidentale semble devenue l'objet d'une véritable haine institutionnelle. Assurément, il n'était pas prévu que le multiculturalisme et le « vivre-ensemble » se transforment en normes juridiques coercitives, imposant une bienveillance obligatoire versant dans le suicide culturel. Le seul nationalisme autorisé semble être le chauvinisme crasse des stades de foot : dans le sport, l'amour du drapeau est de rigueur mais il sera considéré comme terroriste à l'extérieur du

stade...Observe-t-on en France une évolution comparable dans le traitement institutionnel de certaines opinions politiques ou culturelles ? Le débat français sur la liberté d'expression et la lutte contre la radicalisation, au regard du climat de violence politique avec la mort de Quentin, suit-il une trajectoire similaire ou différente de celle du Royaume-Uni ? Jean Szlamowicz : Aujourd'hui, les Maîtres-Mots servent à dominer. Il suffit de traiter quelqu'un de « fasciste » pour se donner le [droit](#) de le tuer. La violence politique s'appuie sur des étiquettes polémiques moralisatrices qu'on plaque sur le dos de ses adversaires pour les transformer en cibles. Ce travail dénominateur simpliste et accusatoire permet de légitimer la violence. Les élites gouvernantes, avec l'aide des « intellectuels organiques », construisent des normes idéologiques qui échappent au contrôle des peuples : « diversité-équité-inclusion » ou « multiculturalisme » deviennent ainsi des valeurs qui s'insinuent dans le droit positif sans que les populations les aient approuvées. J'ai parlé de subversion de la démocratie : c'est l'Union Européenne dans son entier qui est coupable d'un détournement normatif touchant aux fondements anthropologiques des sociétés. Par exemple, Le Parlement européen a adopté une résolution, le 12 février 2026, reconnaissant les « femmes trans » comme des femmes — autrement dit, des hommes qu'on appelait naguère des travestis peuvent dire qu'ils sont des femmes et être considérés comme tel(le)s, juste parce qu'ils le disent. À construire des réalités alternatives, le réel n'existe plus. Ces dérives prescriptives marquent des dérives anti-démocratiques puisqu'elles constituent la confiscation du pouvoir afin d'imposer aux peuples des lois, des valeurs et des normes dont ils ne veulent pas. Certes, on sollicite des principes bienveillants — l'antiracisme, l'égalité, la lutte contre « la haine » — mais ils servent à maquiller une surveillance mortifère de la pensée. C'est un dévoiement des valeurs communes, retournées contre les peuples. Comme le sociologue Shmuel Trigano l'a depuis longtemps démontré, par exemple dans *Petit Manuel de Post-modernisme Illustré* (2022, Intervalles), les droits de l'homme se sont retournés contre les droits du citoyen...

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

MORT D'ALI KHAMENEI

FRAPPES SUR L'IRAN : LE DÉBUT DE LA FIN POUR LES MOLLAHS

Les frappes américano-israéliennes qui ont décapité le sommet du pouvoir iranien, jusqu'au guide suprême Ali Khamenei, ouvrent une séquence d'incertitude majeure. Entre succès tactique spectaculaire et fragilité structurelle du régime, la question dépasse désormais le seul dossier nucléaire : assistons-nous au début de la fin pour les mollahs, ou à une recomposition brutale d'un système capable de survivre à ses propres pertes ?



François Chauvancy et Jean-Marie Montali



Atlantico : Que réservent les éliminations du ministre de la Défense, du commandant des Gardiens de la Révolution et du Guide suprême Ali Khamenei pour le régime iranien ? **Jean-Marie Montali :** Ces éliminations confirment et signifient que l'opération a été extrêmement bien préparée, avec des cibles identifiées de manière très précise. Décapiter un régime et ses forces de sécurité peut créer une désorganisation majeure. Est-ce une fracture durable ? C'est trop tôt pour le dire. La République islamique repose sur un appareil sécuritaire dense et structuré. Mais une telle atteinte au sommet est forcément un choc politique et psychologique majeur. **François Chauvancy :** La mort du Guide suprême, confirmée par plusieurs sources occidentales et revendiquée par les autorités américaines et israéliennes, représente un choc majeur au sommet de l'État iranien : c'est la première fois dans

l'histoire récente qu'un dirigeant aussi central est éliminé dans une frappe extérieure et cela s'est produit en même temps que d'autres responsables très hauts placés ont été tués. Sur le plan purement tactique, cette opération reflète l'efficacité du ciblage et le degré de préparation des forces impliquées. Une frappe coordonnée visant le chef de l'État, le ministre de la Défense et des responsables clés des Gardiens de la Révolution remplit objectivement un objectif militaire : porter un coup direct à la tête politique et sécuritaire du pays. Pour autant, ne surtout pas confondre cet impact tactique avec une fracture durable de l'appareil de sécurité iranien. Dans ce type de régime, la mort de cadres, même très hauts, ne garantit pas à elle seule un effondrement structurel. Historiquement, les postes au sommet de la République islamique ont été remplacés rapidement, les institutions se resserrent autour de nouvelles figures et des mécanismes de succession sont activés, y compris lorsque la Constitution exige l'intervention d'un conseil d'experts ou d'organismes internes pour choisir un successeur. Le fait que les institutions elles-mêmes puissent continuer à fonctionner — même sous pression et pour l'instant — indique que l'appareil n'est pas encore ébranlé de façon irréversible. Oui, la mort de Khamenei et de certains responsables militaires est un tournant fort ; mais le « système » n'est pas seulement une somme de personnes, c'est une architecture (idéologique, religieuse, sécuritaire) qui a été construite pour survivre aux pertes individuelles. Le véritable test ne sera pas tant la mort de tel ou tel chef, mais la capacité du régime à reconstituer une chaîne de commandement cohérente, à maintenir l'ordre, et à empêcher l'éclatement de l'appareil de sécurité. Tant que cette reconstitution institutionnelle reste possible, on est davantage dans un coup tactique majeur qu'une fracture structurelle définitive. En résumé, la frappe a été un succès tactique spectaculaire, en ce qu'elle a atteint des noms et des fonctions clefs. Mais non, ce n'était pas automatiquement une fracture durable de l'appareil d'État ou de l'appareil sécuritaire, parce que ces institutions ont des capacités de remplacement, de résilience et de réorganisation qui dépassent les individus qu'elles perdent. Le vrai enjeu reste désormais l'après-coup institutionnel : qui va reprendre les rênes, comment les factions internes s'équilibreront, et si le système pourra éviter une crise d'autorité interne ou une dérive vers un fonctionnement plus fragmenté. **Existe-t-il aujourd'hui des fractures visibles au sein de l'appareil militaire et sécuritaire iranien, ou la menace extérieure renforce-t-elle au contraire la cohésion du système ?** Jean-Marie Montali : Oui, le régime est traversé de dissensions à tous les niveaux. Il y a toujours eu des tensions entre conservateurs et réformateurs, entre courants plus pragmatiques et lignes plus radicales. Au sein même de l'appareil sécuritaire, certains adoptent une lecture quasi apocalyptique des événements, considérant qu'il s'agit d'une guerre existentielle. D'autres pourraient estimer qu'une escalade incontrôlée met en péril la survie même du système. Ces fractures ne sont pas nouvelles. On les a déjà vues lors d'épisodes précédents, notamment lors des frappes antérieures, où des arrestations internes ont touché des membres du régime. La menace extérieure peut temporairement renforcer la cohésion. Mais elle peut aussi exacerber les divergences sur la conduite à tenir : confrontation totale ou stratégie de survie plus prudente. Les prochains jours seront déterminants. François Chauvancy : La cohésion du système ne repose pas uniquement sur l'idéologie. Elle repose aussi sur l'intérêt personnel. Une partie de l'élite sécuritaire est impliquée dans des mécanismes de prédation économique. Des sommes considérables ont été captées au fil des années. Ce qui tient le régime aujourd'hui, ce sont précisément ceux qui bénéficient de cette situation et qui détiennent les armes : les Gardiens de la Révolution (190 000 hommes) , les Basijis (40 000 à 60 000 hommes), les forces de sécurité diverses en mesure de contrôler et de réprimer. La preuve en est que, malgré les bombardements, des points de contrôle ont été installés dans de nombreuses villes pour empêcher toute tentative de soulèvement. Donc la cohésion actuelle tient davantage à l'intérêt et à la peur qu'à un

sursaut patriotique. Tant que cet appareil sécuritaire reste intact, le régime tient. **L'armée régulière – distincte des Gardiens de la Révolution – pourrait-elle jouer un rôle d'arbitre silencieux, voire influencer une évolution du régime si celui-ci venait à vaciller ?** Jean-Marie Montali : C'est une grande question. Les Gardiens de la Révolution constituent l'armée idéologique du régime. Ils sont mieux armés, plus intégrés au pouvoir politique. L'armée régulière est d'une autre [nature](#), plus institutionnelle. Si le régime vacille, que feront les Gardiens ? Iront-ils jusqu'au bout ? Certains éléments pourraient-ils se désolidariser ? L'armée régulière restera-t-elle neutre ou pourrait-elle basculer ? Personne ne peut répondre avec certitude. Mais l'histoire iranienne montre qu'en 1979, après avoir réprimé certaines manifestations, l'armée avait finalement choisi de ne pas intervenir au moment décisif. Ce précédent reste dans toutes les mémoires. **En cas d'affaiblissement majeur du pouvoir, existe-t-il une alternative politique structurée capable de gouverner, ou le risque dominant est-il celui d'un chaos comparable à l'Irak post-2003 ?** Jean-Marie Montali : Le scénario d'un chaos comparable à l'Irak ou à la Syrie n'est pas impossible, mais je ne pense pas qu'il soit automatiquement transposable à l'Iran. La structure sociale, l'identité nationale et le niveau d'éducation sont très différents. Le régime brandit souvent la menace du chaos comme argument dissuasif. Mais l'Iran possède une cohésion historique et culturelle plus forte que les pays cités en comparaison. Il existe une opposition, même si elle est peu visible à l'extérieur. Elle est plurielle : monarchistes, républicains, centre-gauche, mouvements issus de minorités ethniques. Aujourd'hui, ces forces se parlent davantage qu'avant, autour d'un socle commun : démocratie, laïcité, respect des minorités. La figure de Reza Pahlavi cristallise des débats. On lui reproche son héritage dynastique, mais il ne parle pas explicitement de restaurer la monarchie. Il se présente plutôt comme un possible rassembleur pour accompagner une transition démocratique. L'alternative n'est donc pas inexistante, même si elle reste en construction et dépendra de la capacité des oppositions à s'unir dans un moment [critique](#). François Chauvancy : Aujourd'hui, il n'y a pas de mouvement structuré interne capable de prendre le pouvoir immédiatement. Toute opposition organisée a été soit emprisonnée, soit éliminée. L'idée d'un retour d'exilés, comme le fils du Shah, pose un problème de légitimité. On voit mal des figures ayant vécu plusieurs décennies à l'étranger revenir et incarner d'un coup la solution nationale. Personne ne souhaite le chaos. Et c'est peut-être ce qui freine certaines dynamiques : faire tomber les ayatollahs sans plan structuré pour l'après pourrait ouvrir la voie à une instabilité majeure. Il est donc possible que la déstructuration du régime n'aille pas jusqu'à son effondrement total si le risque d'anarchie devient trop élevé. À ce stade, il faut constater une chose : il n'existe pas d'alternative organisée immédiatement prête à gouverner hormis peut-être l'armée iranienne bien qu'avec ses 450 000 hommes en partie constitués de conscrits, elle soit restée bien discrète depuis juin 2025. **L'appel d'Emmanuel Macron à une négociation "de bonne foi" était-il encore crédible dans ce contexte d'escalade militaire, ou la dynamique actuelle rendait-elle toute désescalade politiquement impossible pour Téhéran ?** Jean-Marie Montali : À ce moment-là, très franchement, la fenêtre diplomatique était déjà extrêmement étroite. L'escalade était engagée, les frappes visaient le cœur du dispositif sécuritaire, et la rhétorique des deux côtés était devenue existentielle. Les événements récents ont complètement changé la donne. Avant cela, une négociation aurait déjà été difficile, car la République islamique a toujours entretenu une ambiguïté stratégique dans ses engagements extérieurs. La défiance était profonde, notamment sur les dossiers nucléaire et militaire. Mais une fois le sommet du régime atteint (et en particulier le Guide suprême) on ne parle plus d'un simple différend stratégique. On entre dans une logique de survie du système. Dans ces conditions, accepter une négociation aurait pu apparaître comme un aveu de faiblesse, voire comme une capitulation

politique. Autrement dit, au moment où l'appel à une négociation "de bonne foi" a été formulé, la dynamique était déjà largement défavorable à toute désescalade réelle. Après la décapitation du sommet, cette perspective est devenue encore plus improbable. Dans ce type de configuration, un régime frappé à ce niveau cherche d'abord à se reconstituer, à resserrer ses rangs et à montrer qu'il tient encore. La diplomatie devient secondaire par rapport à l'affichage de fermeté et à la gestion interne du choc. **François Chauvancy** : À ce stade, l'idée même de négociation relevait davantage du principe que d'une possibilité réelle. Quand une opération militaire vise non seulement des infrastructures mais la direction même du régime, on change d'échelle. On ne cherche plus à corriger un comportement, on cherche à modifier un rapport de force fondamental. L'appel à la discussion pouvait correspondre à une posture diplomatique européenne classique. Mais sur le terrain stratégique, la situation a déjà basculé dans autre chose : une confrontation structurante, où chacun teste la capacité de l'autre à tenir. La disparition du Guide suprême a rendu la perspective d'une négociation encore plus théorique. Un pouvoir qui vient de perdre sa figure centrale n'est pas en position d'ouvrir un dialogue sauf à accepter une défaite sans condition, situation bien peu crédible aujourd'hui. Il est d'abord dans une logique de consolidation interne : sécuriser la chaîne de commandement, prévenir toute tentative de déstabilisation supplémentaire, éviter un effet domino. Dans ces circonstances, engager une discussion aurait envoyé un signal de vulnérabilité. Or un régime confronté à un choc de cette ampleur cherche d'abord à restaurer une apparence de contrôle. Donc oui, à ce moment précis, la désescalade n'est plus réellement compatible avec la dynamique en cours. Le centre de gravité n'est plus diplomatique, il est stratégique et interne. **Si la frappe visait une réunion stratégique de haut niveau, faut-il envisager l'existence d'une faille interne majeure ? Une crise de confiance au sommet pourrait-elle être plus déstabilisante que les frappes elles-mêmes ?** **Jean-Marie Montali** : Si une frappe a effectivement visé une réunion stratégique de haut niveau avec précision, cela pose inévitablement la question de complicités ou de fuites internes. Mais au-delà de cette hypothèse, ce qui me paraît certain, c'est que le régime vacillait déjà à la base. Lorsqu'un pouvoir doit recourir à une répression massive pour se maintenir, c'est qu'il est fragilisé. Une [crise](#) de confiance au sommet pourrait, à terme, être plus déstabilisante que les frappes elles-mêmes. Un système où la suspicion s'installe entre responsables, où chacun doute de la loyauté de l'autre, devient structurellement instable. Et c'est parfois ce type de fissure interne qui précipite les basculements historiques. **François Chauvancy** : Si la frappe a réellement ciblé une réunion stratégique de haut niveau avec une telle exactitude, cela soulève forcément la question d'une vulnérabilité interne. Une opération de cette précision suppose soit une capacité de renseignement exceptionnelle, soit l'existence de relais au sein même du système. Mais le point essentiel est ailleurs. Le régime ne semblait déjà plus solide en profondeur. Lorsqu'un pouvoir en arrive à exercer une répression massive pour préserver son autorité, cela traduisait une fragilité structurelle bien antérieure aux frappes. Dans un tel contexte, l'effet le plus déstabilisant ne résidait pas uniquement dans l'élimination de certains responsables, mais dans l'ébranlement de la confiance interne. Si les dirigeants commençaient à soupçonner des trahisons, des infiltrations ou des défections, la cohésion du sommet pouvait se fissurer rapidement. Or l'histoire montre que les systèmes autoritaires ne s'effondrent pas toujours sous les coups extérieurs, mais souvent lorsque la solidarité interne se délite. C'est cette érosion de la confiance qui, à terme, pouvait peser davantage que l'impact immédiat des frappes.

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

WOKISME

QUAND UNE MAJORITÉ D'ÉTUDIANTS SE SENTENT CONTRAINTS DE S'AFFICHER PLUS PROGRESSISTES QU'ILS NE LE SONT POUR SURVIVRE À L'UNIVERSITÉ

Aux États-Unis, une étude révèle que neuf étudiants sur dix affirment afficher des positions plus progressistes qu'ils ne le sont réellement. Entre pression sociale, peur de la "cancel culture" et spirale du silence, l'université serait devenue le théâtre d'une autocensure diffuse. Cette dissonance entre convictions privées et discours publics interroge la liberté académique, la rigueur scientifique et la capacité du campus à rester un lieu de débat plutôt qu'un espace de conformisme idéologique.



Olivier Vial



Atlantico : Une [étude montre](#) que 9 étudiants sur 10 aux Etats-Unis affirment [défendre des idées plus wokes](#) qu'ils ne pensent véritablement. Quelles sont les conséquences de cette [wokisation de l'université](#) sur la rigueur scientifique des recherches et que faudrait-il faire pour éviter ce climat d'autocensure ? Olivier Vial : C'est quelque chose qu'on a presque toujours vécu et qui s'est simplement

accélééré et aggravé sans doute en vue justement des résultats de cette enquête. On a toujours connu, quand on écrivait une dissertation sur un thème, l'idée de faire attention à ne pas aller de façon trop forte contre l'opinion qu'on imaginait du professeur qui suivait le cours. Par exemple en économie, cela a obligé beaucoup d'étudiants libéraux à prêcher le socialisme ou notamment le keynesianisme pendant des années parce qu'on savait que c'était un peu le courant dominant chez les professeurs de sciences économiques et sociales, au lycée notamment. C'est quelque chose qui a toujours existé, sauf qu'effectivement, on voit qu'aujourd'hui, c'est beaucoup plus fort parce que le coût social pour exprimer une idée divergente est beaucoup plus important. Quand on a des idées qui ne sont pas celles de la doxa woke, on risque effectivement d'être mis à l'index, d'être annulé. On risque tout simplement de devoir se justifier, ce qui pour la majorité des gens est déjà un souci. Et par tranquillité, certains parlent de mensonges moraux. C'est une forme de politesse de ne pas paraître trop irritant vis-à-vis du reste du groupe en ayant des prises de position qui apparaissent différentes. Pour le coup, c'est assez vieux. En sciences politiques, une théorie est très connue depuis maintenant à plusieurs décennies, c'est la spirale du silence d'Elizabeth Noelle-Neumann. Elle montre que dans tout groupe, la volonté d'appartenir au groupe est plus forte que celle de se différencier. Ainsi, les gens qui ont une opinion divergente vont essayer de la gommer petit à petit ou de se rapprocher de l'opinion du groupe par confort intellectuel. C'est quelque chose qu'on connaît depuis longtemps. C'était ce qu'elle appelait la fabrique du consensus. Avec le temps, les opinions divergentes se rapprochent de la moyenne du groupe. Ce qui a changé, c'est que ces positions-là aujourd'hui, les positions woke, sont devenues beaucoup plus radicales. De plus, celles-ci apparaissent beaucoup plus décalées par rapport à ce que les gens vivent réellement dans la vie. C'est un peu ce qu'on voit dans cette étude. C'est une vraie dissonance entre les positions affichées et les idées, les ressentis que les gens ont dans le privé, notamment sur la question du genre. Là, on parle du [phénomène aux États-Unis](#). Vous dites que ça a toujours existé mais est-ce qu'il y a une radicalisation du phénomène woke ? Oui, mais ça va plus loin que le wokisme. En fait, l'étude parle plutôt de progressisme. Le wokisme n'en est qu'une partie, puisqu'on a à peu près la même chose sur les politiques. Je pense qu'aujourd'hui, dans les grandes universités américaines, c'est difficile d'afficher des messages pro-Trump. C'est la même chose sur les questions environnementales. C'est très difficile d'être en faveur de la science aujourd'hui, contre la décroissance. Ceux sont des thèmes qu'on retrouve partout. Au CERU (Comité consultatif auprès du Haut Conseil de l'Éducation), nous avons fait une étude, qui a été publiée en décembre dernier, sur la manière dont les écoles de commerce, justement par le biais de la pression sociale et de la pression des classements internationaux, s'étaient converties petit à petit à cette idée de décroissance. On voit qu'il y a des thématiques qui sont imposées par une pression sociale et très souvent qui n'est pas partagée. Dans les écoles de commerce, on a vu dans cette étude publiée par le CERU qu'une grande partie des étudiants jouaient le jeu à ces enseignements-là en sachant que dès lors qu'ils sortiraient de l'école, ils n'en auraient plus besoin et sans y attacher une importance très importante. Mais il faut faire semblant, à la fois par confort, pour ne pas avoir à se justifier mais aussi pour tenir aussi une sorte de culture du campus. On va essayer de se fondre dans cette culture-là, à la fois pour ne pas avoir d'ennuis, mais aussi pour être bien vu. Et être bien vu, en tant qu'étudiants, peut amener à des avantages, notamment des bonnes notes, si on va dans le sens qui est attendu de nous. Ceux sont des choses qui existent déjà depuis longtemps et qu'on voit dans les universités. Ça s'est renforcé avec la [radicalisation](#) de tout ce qu'on a appelé les social justice warriors, les combattants de la justice sociale. Des militants woke qui traquent, qui vont regarder si vous n'avez pas des opinions qui apparaissent comme dissidentes. Tout ça n'a fait que le renforcer. Vous dites qu'il y a des pressions idéologiques aux

États-Unis. Est-ce que la France connaît ces mêmes types de pressions autres que dans les écoles de commerce ? Dans certaines disciplines aujourd'hui, dans les sciences sociales, c'est extrêmement dur de critiquer certains concepts. Le concept de post-colonialisme, le concept de racisme systémique, tous ces concepts qui, en réalité, sont apparus assez récemment, sont devenus quasiment des tables de la loi d'un nouveau catéchisme qu'il est difficile de contester. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas d'argument, mais parce que ça vous met tout de suite du mauvais côté de la barrière. Effectivement, ce positionnement-là est quelque chose d'extrêmement problématique. Par contre, c'est aussi peut-être extrêmement fragile ce que montre cette étude. Il y a une telle dissonance entre ce que déclarent les étudiants et ce qu'ils ressentent réellement qu'on est peut-être à un moment proche d'un effondrement brutal de cette pensée-là. Timur Kuran, anciennement professeur à Yale et désormais à Duke, a théorisé ce phénomène. Il a étudié dans plusieurs secteurs différents. Notamment au moment de la chute du communisme, il montrait qu'il y avait des préférences affichées et qu'elles étaient radicalement différentes de ce que les gens pensent. C'est ce qu'il appelle la falsification des préférences. Ça fonctionne parce que dans un premier temps, on a une fabrique d'idéologie qui se met en place. Par exemple, sur le wokisme, c'est le premier temps du wokisme avec la création conceptuelle de toutes ces choses-là. Puis, il y a un deuxième temps où ce qu'il appelle le coup de la dissidence est trop fort. C'est-à-dire qu'effectivement, exprimer une expression contraire à cette doctrine-là peut trop vous coûter socialement. La théorie du coup social, c'est aussi une théorie utilisée par certains mouvements antifas. C'est-à-dire rendre trop coûteuse le fait d'exprimer une opinion qui ne leur convient pas. Chez les militants wakes, ceux sont plutôt des attaques réputationnelles comme du harcèlement en ligne, etc. Sauf que quand le coût de la dissidence d'un coup diminue, les gens s'aperçoivent que cette surenchère woke, progressiste est factice parce que tout le monde fait semblant d'y croire. Mais quand on s'aperçoit que plus personne n'y croit réellement, ça peut s'effondrer d'un coup dans ce qu'il appelle des révolutions brutales. Les gens s'aperçoivent que tout ça ne tient pas vraiment la route puisque tout le monde fait semblant. On a l'impression quelquefois d'une surenchère. C'est quelque chose qu'on voit beaucoup notamment dans les mouvements d'extrême-gauche. Cette surenchère montre la pureté : plus on est en capacité de défendre des positions extrêmement radicales, plus on montre qu'on est pur, qu'on est progressiste. Certains disent même que le degré de pureté le plus important, c'est quand on est prêt à défendre quelque chose qui est indéfendable parce que c'est trop loin de la réalité. C'est la preuve presque qu'on s'est déconnecté de la réalité pour arriver à la défense totale de positions idéologiques. Et ça, c'est quelque chose qui ne dure pas tout le temps. Ça dure jusqu'au moment où les gens s'aperçoivent que cette surenchère repose sur rien du tout. Et cette logique-là, dans le wokisme, pendant très longtemps, on se distinguait en étant plus woke que les autres, plus éveillé que les autres, jusqu'au moment où tout le monde s'aperçoit que plus personne n'y croit. **Vous trouvez qu'il y a une brèche qui commence à s'ouvrir et que petit à petit plus personne ne croira au wokisme ? Y aura-t-il un retour conservateur à l'université ?** Oui, bien sûr. Ça ne veut pas dire que le courant ne prendra pas une autre forme mais on voit bien déjà quelques signes. Ce qui s'est passé depuis trois ans aux États-Unis, dans les entreprises, sur notamment les programmes de DEI (Diversité, Équité et Inclusion), avait commencé avant même l'arrivée de Trump au pouvoir en 2024. Le président américain n'a fait qu'accélérer le processus parce le coup de la dissidence avait disparu. Avec le soutien de la politique de Trump, ceux qui se disaient contre ces politiques-là ne craignaient alors plus rien. On a montré que finalement, ça ne reposait sur rien, qu'y compris leurs salariés n'étaient pas plus attachés que ça et que finalement, c'était totalement une spirale qui reposait sur du vent. Et ça, ça a été sans doute vrai dans un premier temps dans les entreprises. Ça ne serait pas étonnant que dans certains milieux, ça évolue de la même

façon. Il y a quelque chose qu'il va falloir regarder en détail : il y a des indicateurs qui sont à la fois intéressants de ce point de vue-là. C'est l'évolution comparée entre jeunes garçons et jeunes filles. On voit que les jeunes garçons, parce qu'ils ont maintenant des moyens de s'informer et des références et des imaginaires qui sont différents de ceux des jeunes filles, qui restent un peu plus portés vers ces concepts woke, ces concepts sociologiques, etc. On voit que les jeunes garçons sont en train de se radicaliser et de plus en plus de sortir de ce wokisme. Alors que paradoxalement, les jeunes filles sont plutôt en train de s'enfoncer et d'être de plus en plus militantes. C'est ce gender gap qu'on retrouve aujourd'hui dans presque tous les pays occidentaux. Les jeunes garçons vivent beaucoup et de plus en plus entre eux comme les jeunes filles. Entre 14-18 ans, le phénomène chez les garçons d'entre-soi a accéléré cette mise à distance d'une partie des concepts woke. Et de l'autre côté, chez les jeunes filles où c'est encore très prégnant, c'est plutôt le contraire. C'est qu'effectivement, ça a renforcé l'emprise de ces concepts. Et du coup, on a aujourd'hui deux jeunesses qui sont extrêmement marquées par des différences, notamment sur ces questions de progressisme. Et l'alignement entre les jeunes garçons et les jeunes filles est vraiment en train de s'élargir avec un fossé qui s'élargit. Et ça, c'est assez inédit dans ce qu'on voit dans la science politique depuis plusieurs décennies. **Vous parliez de mort sociale tout à l'heure, Je voulais revenir sur le décès de Quentin Durand. Est-ce que nous n'avons pas franchi un cap ? Désormais on ne parle plus de mort sociale mais de mort physique ?** Ca reste heureusement extrêmement marginal d'arriver jusqu'à ce degré de violence. Ça ne touche pas tout le monde. Pour l'instant, les antifas sont plutôt orientés sur des gens qui sont engagés et militants. Mais ça relève de la même logique poussée à son comble. D'ailleurs, Marc Bray théorise ce qu'il appelle la théorie du coût social. Pour lui, il n'est pas possible de faire changer ses adversaires d'opinion. Mais on peut rendre trop coûteux socialement, économiquement, familialement et même physiquement le fait de les exprimer ou de les défendre. Et donc c'est cette volonté-là qui est la même qu'effectivement les militants progressistes woke. Mais sauf que les militants progressistes woke se contentent, entre guillemet, d'attaques réputationnelles, de pressions, de cancel culture, d'interdictions qui peut aller jusqu'à essayer de faire licencier quelqu'un. Alors que les antifas peuvent, eux, aller à l'étape d'après c'est à dire imposer une pression et des menaces physiques. Ça fait partie d'un continuum qui va de la simple remarque désobligeante jusqu'à la violence physique pour les plus radicaux. Ce qui est sûr, c'est que ça augmente le clivage et les potentielles conflictualisations. Et cela continue jusqu'au moment où il y a cet effondrement qui peut naître parce que la majorité des gens qui faisaient semblant de croire par exemple aux thèses post-coloniales de LFI, à l'antisionisme, n'y croient plus. Sur les campus, il y a une minorité certaine, peut-être 10-15% des gens, qui sont réellement engagés et convaincus. Il y a une grande partie de ceux qui suivent, qui votent pour ces listes-là, qui applaudissent à ces discours, qui ne sont pas acquis à la cause. Mais qui finalement veulent simplement suivre dans une forme de conformisme confortable. Cela explique en grande partie une forme de lâcheté intellectuelle qui consiste effectivement à faire semblant de penser autre chose que ce qu'on pense. Il y a un cas qui est pour moi très emblématique. C'est le députée écologiste qui, après avoir participé à la minute de séance à l'Assemblée nationale en faveur de Quentin, aujourd'hui dit partout qu'il regrette son geste. Pourquoi ? Parce qu'il a beaucoup été critiqué par ses proches, dans les mouvements dans lesquels il existe etc ... De la même façon, on voit Hugo Clément, parce qu'il a émis une position qui est en dehors justement de cette thèse progressive, puisqu'il a simplement dit qu'il valait mieux le dialogue que la violence, et qu'il a regretté la mort et présenté ses condoléances à la famille de Quentin. Ça lui a quand même valu justement cette excommunication qui montre que la dissidence est encore forte. Alors lui a suffisamment d'aura médiatique, de puissance, d'influence pour passer outre. Mais pour d'autres, cela peut être très compliqué. Dans une commission

parlementaire, il s'est fait attaquer par la député LFI Ersilia Soudais qui l'a accusé d'être responsable de la montée du RN. C'est un renversement de valeurs qui montre bien qu'il y a une volonté de radicaliser et de rendre encore plus coûteuse le fait de s'éloigner de la doxa. Mais ça n'empêche pas certaines personnes de s'en affranchir. Dès lors qu'ils auront compris que la dissidence vis-à-vis de cette ligne-là est rentable, peut-être qu'une grande partie de cette crainte de se marginaliser du groupe parce qu'on prend des positions différentes disparaîtra. Cela pourra remettre un petit peu d'air dans le débat politique actuel ! **Justement, pour vous, qu'est-ce qu'il faudrait faire pour éviter ce climat d'autocensure dans l'université ?** Dans l'université, il faut justement préserver absolument la liberté d'expression et la liberté de recherche. La position aujourd'hui du ministre de l'Enseignement supérieur disant qu'il va interdire les conférences en fonction si elles rentrent en conflit avec l'ordre public n'est pas tenable. Parce qu'en réalité, aujourd'hui, qui est-ce qui menace ? A chaque fois que les conférences sont annulées, c'est parce que ce sont des conférences qui ne plaisent pas à l'extrême-gauche qui est capable de manifester pour justement les perturber. Dès lors qu'il y a une menace de manifestation, les présidents de l'université, très souvent effectivement, là aussi par confort et pour éviter les problèmes, décident d'annuler. Ce qui veut dire qu'en faisant ça, on nuit à la liberté d'expression. On ne censure qu'un camp, celui qui respecte les règles de droit et qui ne va pas perturber les conférences des autres. Ce n'est pas tenable. Il faut que les universités mettent en place des politiques de sécurité, de sécurisation, de façon à ce que même en cas de menace proférée par des militants d'extrême-gauche, les conférences puissent se tenir. Il faut qu'un enseignant qui a une position dissidente par rapport à l'ordre, puisse continuer à la dire. L'exemple type, qui peut être effectivement dramatique, c'est l'exemple qu'on a eu avec Florence Bergeaud-Blacker, avec le professeur Rougier, avec le professeur Balanche. Eux, effectivement, ceux sont de très mauvais exemples qu'on donne à leurs confrères. On leur montre que dès lors que vous prenez des positions, que vous traitez de radicalisation islamique, que vous critiquez la montée du frérisme, etc vous n'avez plus le droit d'enseigner ou de faire des conférences dans votre université. Ça veut dire qu'on vous prive de vos moyens d'études. Donc là, le coup de la dissidence est très fort. Le meilleur moyen, c'est de faire en sorte que jamais des gens comme ça ne puissent être exclus des universités. Il faut qu'ils puissent continuer à venir faire des conférences dans les universités, qu'ils puissent venir enseigner dans des masters, etc., ce qui est de moins en moins le cas. Donc la première chose, c'est garantir cette liberté, quelles que soient les positions. Et puis, au titre individuel, c'est condamner très fortement la violence politique. Le CERU vient de déposer une proposition que nous essayons de faire signer par un maximum de parlementaires afin qu'on prenne en compte la question de l'appartenance politique au même titre que la question de la race, du genre ou de l'orientation sexuelle. Et que ça devienne une circonstance aggravante en cas de violence. Parce que là aussi, il faut qu'on arrive à faire comprendre que s'attaquer à quelqu'un juste parce qu'il a des idées différentes, ça n'est pas acceptable. Et donc ça veut dire une circonstance aggravante au même titre que s'attaquer à quelqu'un en raison de sa race, en raison de son orientation sexuelle ou de sa religion. C'est une forme de racisme politique et il faut qu'on le combatte. Et je pense que si on a ces moyens-là déjà, ça permettra de structurer quand même un changement d'attitude. Il faut qu'on puisse à nouveau débattre, argumenter sans penser que c'est un combat et que ce combat-là doit aller jusqu'à l'exclusion de toute opposition, voire à la disparition des adversaires dans le pire des cas.

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

ATLANTICO GREEN

L'ITALIE PART À L'ASSAUT DU CŒUR DE LA POLITIQUE CLIMATIQUE EUROPÉENNE : SON MARCHÉ CARBONE

En demandant la suspension du marché carbone européen, le ministre italien Adolfo Urso défie frontalement l'un des piliers du Ursula von der Leyen et du Green Deal. Simple signal politique destiné à défendre l'industrie transalpine ou début d'une fronde plus large contre le système d'échange de quotas d'émission (ETS) ? Alors que plusieurs États membres réclament une réforme pour préserver la compétitivité face aux États-Unis et à la Chine, l'Italie pourrait bien ouvrir une séquence décisive pour l'avenir de la stratégie climatique européenne.



Samuel Furfari



Atlantico : Adolfo Urso, le ministre italien de l'Industrie et des entreprises, a demandé la suspension du marché du carbone de l'UE à la Commission européenne jusqu'à ce qu'il soit revu et remanié. Est-ce, selon vous, un simple positionnement politique interne ou le signe d'un basculement plus profond de la stratégie industrielle européenne ? Les prix ont-ils chuté ces derniers mois grâce à la pression des États membres de l'UE visant à protéger l'industrie et la démarche italienne permettra-t-elle d'avoir un mécanisme plus équitable après la révision ?

Samuel Furfari : L'Italie, à l'instar d'autres pays, s'inquiète depuis longtemps de la

situation de l'industrie européenne. Les articles publiés par Atlantico au fil des années soulignent clairement que la situation n'est pas viable et qu'elle ne peut perdurer. Il a fallu du courage et qu'un premier responsable ose l'affirmer ouvertement pour commencer à changer la donne. Les autres pays de l'UE suivront, car il est évident que l'industrie européenne subit un coup d'arrêt qui peut s'avérer fatal pour l'ensemble des pays de l'[Union européenne](#). Cette situation était à la fois connue et perceptible. Un ministre italien, membre d'un gouvernement courageux, a osé exprimer des critiques vis-à-vis du système du marché du carbone européen. Il faut rappeler que Giorgia Meloni a adopté une position plus conciliante lorsqu'il a fallu réélire Ursula von der Leyen comme présidente de la Commission. L'Italie dépendait fortement des financements européens, un peu comme la Hongrie avec Victor Orbán. Finalement, Ursula von der Leyen a indiqué qu'en adoptant une attitude plus modérée, un soutien financier pourrait être apporté. L'Italie en avait besoin et a donc infléchi sa position. Cependant, au-delà du souhait des pays européens de réformer le système d'échange de quotas d'émission de carbone (ETS) pour renforcer la compétitivité industrielle européenne, il n'y a rien de nouveau dans la ligne du gouvernement italien, qui demeure opposé [au Green Deal](#). **Le ministre italien de l'Industrie, Adolfo Urso, estime que le système d'échange de quotas d'émission de carbone (ETS) constitue « une charge fiscale supplémentaire » qui nuit à la compétitivité. Le mécanisme actuel pénalise-t-il réellement l'industrie européenne face aux États-Unis et à la Chine ?** Adolfo Urso est, depuis longtemps, une figure engagée dans la politique italienne et un défenseur de l'industrie. Le titre exact de son ministère est d'ailleurs « ministre des entreprises et du Made in Italy », ce qui souligne la fierté attachée à la production nationale. En Italie, il n'y a pas seulement Ferrari. Il existe également un vaste tissu d'industries mécaniques et manufacturières. L'Italie souffre considérablement de la situation actuelle sur le plan industriel. Cela est particulièrement visible à travers des exemples récents dans la presse, notamment avec Stellantis, issu de la fusion de Fiat / Chrysler et Peugeot, ce qui illustre l'ampleur des difficultés du pays. Adolfo Urso se fait le porte-parole du gouvernement en affirmant qu'il est nécessaire de mettre un terme à cette situation et au système ETS. Ce qui est présenté sous des termes techniques, peut-être peu lisibles pour le grand public, n'est rien d'autre qu'une taxe carbone. Elle est dissimulée sous la forme d'un marché du carbone, c'est-à-dire un système dans lequel les entreprises doivent acheter ou vendre des quotas d'émissions de CO₂, mais il s'agit bien d'une taxe carbone. De plus, ce dispositif a engendré une bureaucratie chargée de gérer ces émissions, dont les acteurs sont rémunérés pour cette gestion. Ainsi, au-delà de la taxe carbone, une structure administrative supplémentaire a été créée, donnant lieu à l'intervention d'entreprises privées. Il aurait été difficile, au moment de son lancement, de présenter directement ce mécanisme comme une taxe carbone. Il a donc été introduit sous l'appellation d'« Emission Trading Scheme », un système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne. Il s'agit d'une nouvelle taxe sur l'énergie ou sur les émissions carbone, dont l'efficacité en matière de réduction des émissions est contestée. La diminution des émissions ne peut résulter que d'une fermeture d'industries, ce qui conduit à des délocalisations. **Depuis cette critique italienne, dix pays de l'Union européenne, dont l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne et la Pologne, ont à leur tour réclamé cette semaine une réforme du système d'échange de quotas d'émission de carbone (ETS) pour renforcer la compétitivité industrielle européenne. Si plusieurs États membres rejoignaient l'Italie, cela pourrait-il modifier l'équilibre concernant le Pacte vert européen, le Green Deal ? Une telle évolution permettrait-elle d'orienter l'Union européenne vers des positions davantage favorables à l'industrie ?** L'Italie a été le pays le plus courageux et a commencé à critiquer le système. Puis les autres membres de l'UE ont suivi. Adolfo Urso avait commencé à évoquer cette question au début du mois de février. Les

discussions avaient débuté timidement, puis progressivement, d'autres responsables ont suivi. Le 11 février dernier, le Premier ministre belge Bart De Wever a réuni des industriels à Anvers afin d'évoquer la situation de l'industrie. C'était la troisième fois qu'une conférence similaire était organisée et rien n'a changé. L'industrie exprime ses inquiétudes, se plaint, une nouvelle conférence est organisée, Ursula von der Leyen intervient à chaque fois, et pourtant aucune évolution concrète n'est constatée. Friedrich Merz a également déclaré qu'il fallait abandonner le système d'échange de quotas. Cette prise de position a constitué une surprise, d'autant plus qu'il appartient au même parti que Ursula von der Leyen. Toutefois, cette dernière a réaffirmé, lors du Conseil européen informel tenu en Belgique le 12 février, qu'il n'était pas question de revenir sur ce mécanisme. A l'échelle de l'UE par le passé, la doctrine écologique a progressivement envahi tous les espaces décisionnels au sein de la Commission, rendant toute divergence d'opinion quasiment impossible. Cette infiltration s'est opérée de manière systématique, notamment par un processus de cooptation, consolidant un consensus idéologique autour des politiques vertes. Un exemple frappant de cette dynamique a été la nomination de Diederik Samsom, ancien militant actif de Greenpeace, au poste de chef de cabinet du vice-président de la Commission à l'époque, Frans Timmermans. Ce dernier était chargé du climat et a joué un rôle clé dans la mise en œuvre du Pacte vert européen. Face à l'ETS et au marché carbone, plusieurs pays de l'UE ont donc décidé de s'organiser. La ministre allemande de l'[Économie](#) et de l'Industrie, Katherina Reiche, a réuni, à l'occasion du Conseil européen du 28 février, un groupe qu'elle a nommé « les Amis de l'industrie ». Elle a rassemblé treize États membres, dont la France, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, la Tchéquie et l'Autriche, entre autres. Il y a une volonté affirmée de dire qu'il est désormais nécessaire d'agir. Les discussions sont engagées, mais aucune conclusion n'a encore été arrêtée, car il s'agit d'un véritable choc politique. Il convient de rappeler que, quelques jours auparavant, le Parlement européen a approuvé la proposition de la Commission européenne visant à réduire les émissions de CO₂ de 90 % d'ici 2040. Parallèlement, les ministres de l'Industrie estiment qu'il faut cesser de poursuivre dans cette direction sans tenir compte des conséquences économiques. La situation est critique. Ceux qui sont chargés de la gestion concrète considèrent qu'il est impossible de continuer à affaiblir l'économie, tandis que d'autres responsables politiques, notamment au Parlement européen, souhaitent encore renforcer les objectifs de réduction des émissions sans mesurer pleinement les contraintes engendrées. Même la ministre autrichienne Elisabeth Zehetner estime qu'il est indispensable de revoir ce mécanisme et a soutenu la position italienne. Il existe donc un changement d'attitude significatif au cœur des pays de l'UE. La réalité économique s'impose progressivement. **Une suspension du système ETS vous paraît-elle justifiée ? Quelles réformes seraient, selon vous, prioritaires pour éviter les effets pervers tout en conservant un prix efficace ?** Toute la question est là. Les ministres demeurent prudents. Ils ne souhaitent pas être perçus comme des pollueurs ou des climato-sceptiques. Certains affirment qu'il faut revoir le système ; d'autres estiment qu'il conviendrait de l'abandonner. Les positions évoluent et une solution finira par émerger. Le contexte a changé et [l'élan initial du Green Deal](#) s'est atténué. Entre 2019 et 2025, le Green Deal dominait l'ensemble du débat public. Il était présenté comme une nouvelle vision pour l'Europe avec la promesse d'un monde plus propre, d'un modèle de société transformé, que le reste du monde suivrait. Peu osaient s'y opposer. Aujourd'hui, certains considèrent que les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes et parlent de l'échec du Green Deal. Il est également rappelé que des organisations comme Greenpeace ont exercé une influence importante dans l'élaboration de ces orientations, notamment à travers la présence d'anciens responsables de l'organisation auprès du commissaire chargé du Green Deal, Frans Timmermans. À l'époque, beaucoup pensaient que cette stratégie fonctionnerait et

toute contestation était fortement critiquée. Je félicite Atlantico d'avoir osé affirmer que la situation n'était pas aussi claire qu'on le prétendait. Avec prudence, il a été possible d'exprimer les réserves nécessaires et de contester, dans une certaine mesure, les positions de Greenpeace. Aux États-Unis, un juge fédéral a confirmé, le 27 février, la condamnation de Greenpeace à verser 345 millions de dollars pour les actions menées autour du Dakota Access Pipeline, l'oléoduc destiné à transporter du pétrole du Dakota jusqu'en Louisiane. L'organisation avait fait appel, mais la condamnation a été confirmée. Cela montre que le contexte évolue également à l'égard de Greenpeace, certains estimant que ses actions nuisent à l'économie. Tout ce que nous avons évoqué concerne l'industrie. Toutefois, ce mécanisme entrera en vigueur l'année prochaine pour les citoyens. Nous paierons plus cher l'ensemble de notre consommation d'énergie, qu'il s'agisse de l'automobile ou du chauffage. Une taxe s'appliquera. Or, personne ne défend véritablement les citoyens sur ce point. Il faut espérer que les responsables politiques comprendront qu'il ne s'agit pas seulement de préserver l'industrie, mais également de protéger les citoyens européens.

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

ONDE DE CHOC

VOILÀ POURQUOI LA CHUTE DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN POURRAIT AVOIR UNE RÉSONANCE AUSSI IMPORTANTE QUE CELLE DE L'URSS

Ali Khamenei, 86 ans, a été tué samedi, au premier jour des bombardements israéliens et américains sur l'Iran. Pour l'Iran, c'est un saut dans l'inconnu. Mais si la République islamique venait à tomber, l'onde de choc serait globale.



Viatcheslav Avioutskii et Firouzeh Nahavandi



Atlantico : Une chute du régime iranien mettrait-elle fin au modèle d'influence lié à la Révolution islamique et provoquerait-elle un choc géopolitique au Moyen-Orient ? Peut-on envisager des bouleversements, de nouvelles alliances et stratégies, comme ce fut le cas après la chute du régime soviétique ? Viatcheslav Avioutskii : Si la République islamique venait à tomber, tout changerait au Moyen-Orient. Le premier effet serait le renforcement des positions américaines et israéliennes. Les accords d'Abraham pourraient s'étendre à l'ensemble du monde arabe, alors qu'actuellement seuls quatre pays en sont signataires, l'Arabie saoudite

ayant bloqué sa participation à cause de la guerre à Gaza. Le deuxième changement concernerait l'émergence géopolitique de l'Arabie saoudite, jusque-là sous le parapluie américain. Les experts indiquent que Riyad, opposé à la Turquie dans certaines régions, pourrait entamer un rapprochement stratégique. L'Arabie saoudite et le Pakistan sont étroitement liés : Riyad a financé le programme nucléaire pakistanais, tandis que le Pakistan a partagé son expertise militaire. Cette coopération a permis à l'armée saoudienne de se développer et d'intervenir au Yémen. Les Émirats arabes unis ont également émergé comme puissance militaire, ce qui représente une nouveauté dans la région. Aujourd'hui, une alliance semble se dessiner entre la Turquie, l'Arabie saoudite et le Pakistan. Les Saoudiens joueront le rôle de financeurs et investisseurs, les Turcs apporteront leur expertise industrielle et militaire, tandis que le Pakistan fournira son savoir-faire nucléaire et son expérience de guerre réelle, acquise notamment lors de conflits avec l'Inde. Cette alliance sunnite pourrait devenir dominante dans la région, et d'autres pays pourraient s'y joindre, y compris certaines monarchies du Golfe comme les Émirats, le Qatar, le Bahreïn, ainsi que potentiellement la Syrie et la Jordanie. **La chute des mollahs aura-t-elle un effet comparable à la fin du communisme soviétique ? La disparition de l'Union soviétique avait entraîné la fin du Pacte de Varsovie, l'indépendance de quinze États, l'extension de l'OTAN et une recomposition géopolitique globale. L'influence iranienne repose-t-elle davantage sur des réseaux hybrides que sur des États satellites formels, et la chute du régime pourrait-elle provoquer un impact similaire ?** Viatcheslav Avioutskii : La différence entre l'Union soviétique et l'Iran réside dans sa taille, son poids géopolitique et militaire. L'Iran n'a jamais eu la même puissance que l'URSS et n'a pas développé rapidement son programme nucléaire. Au niveau conventionnel, l'Iran reste une puissance régionale relativement faible, n'ayant pas réussi à s'imposer face à l'Irak dans les années 1980. Le pays présente également des faiblesses structurelles, ne disposant pas d'expertises avancées dans certaines disciplines scientifiques ou techniques. L'industrie militaire iranienne se limite à la reproduction de matériels acquis à l'étranger. Par exemple, les drones utilisés actuellement par l'Iran sont des copies d'un drone américain tombé sur son territoire il y a une quinzaine d'années. Ses armes conventionnelles, y compris sa marine et ses forces terrestres, restent limitées. Seuls les missiles balistiques représentent un progrès, mais ils ont été acquis via des transferts internationaux partiels et restent imparfaitement fiables. La chute de l'Iran ne provoquerait pas un choc de même nature que l'effondrement de l'Union soviétique. L'URSS était la deuxième puissance mondiale, disposait d'un vaste réseau d'alliances internationales (via Cuba, le Vietnam, le Nicaragua, etc.) et se situait au cœur d'une région stratégique majeure : l'Europe de l'Est. L'Iran, en revanche, conserverait son intégrité territoriale malgré la présence de minorités importantes. Les États-Unis et certains pays rempliraient le vide géopolitique laissé par l'Iran. **La chute des mollahs aura-t-elle le même effet d'onde de choc géopolitique que la fin d'un système idéologique comme le communisme soviétique ? Ces événements illustrent-ils l'aveuglement de certains courants anti-impérialistes en Occident, comme cela a été le cas en France lors des critiques de l'attaque américaine contre l'Iran ?** Viatcheslav Avioutskii : Il y a effectivement eu des alliances parfois illogiques entre l'Iran et certains mouvements de gauche, notamment au Venezuela. L'Iran a développé de nombreuses relations avec ce pays en raison de sa rhétorique anti-impérialiste. Le régime iranien a été perçu comme un héros anti-américain, combattant un empire que certains considéraient comme le successeur du colonialisme européen. Dans le sillage de ce chavisme, plusieurs mouvements de gauche radicale et révolutionnaire ont trouvé en l'Iran un exemple à suivre. Ainsi, indépendamment de la [nature](#) du régime, le simple fait qu'il s'oppose aux États-Unis a suscité la solidarité de certains mouvements, sans considération pour la situation des femmes, la corruption, le caractère dictatorial du

régime ou le non-respect des minorités. On peut donc s'attendre à un effet de ricochet sur ces mouvements qui recherchent des modèles à suivre. Les mouvements radicaux en France, en Espagne et dans d'autres pays européens trouveront d'autres figures anti-américaines. D'autres régimes cultivent ce type d'anti-américanisme primaire. Le véritable coup de tonnerre pour ces mouvements fut la fin de l'Union soviétique, qui entraîna la perte d'une puissance communiste réelle. La disparition d'États comme Cuba, l'un des derniers régimes communistes, et le recul de l'Iran, appartenant à cette galaxie marginale, constituent une perte notable pour ces mouvements marxistes radicaux en Europe. **Depuis 1979, la révolution iranienne incarnée par Ruhollah Khomeini représentait, pour de nombreux mouvements anti-impérialistes, la preuve qu'une puissance pouvait tenir tête aux États-Unis sans être alignée sur Moscou. Si ce régime tombe avec la mort de Ali Khamenei, est-ce seulement la fin d'un pouvoir régional ou l'effondrement d'un mythe et d'un modèle structurant pour une partie de la gauche anti-impérialiste à l'échelle internationale comme lors de l'effondrement de l'URSS ? En quoi cela révélerait-il un aveuglement idéologique comparable à celui de certains compagnons de route du communisme au XXe siècle ?**

Firouzeh Nahavandi : La chute du régime va marquer toute cette gauche anti-impérialiste et anti-américaine. Dans certains pays, notamment en France et en Belgique, il existe de nombreuses résistances à se positionner par rapport à la situation en Iran. Il y a beaucoup de critiques à gauche à l'égard de l'intervention des États-Unis et d'Israël en Iran, ainsi qu'une dénonciation fondée sur le droit international, à peu près unanime dans toutes les tendances de gauche. En revanche, certains militants et représentants politiques de gauche ne tiennent absolument pas compte de ce que veulent réellement les Iraniens. Beaucoup d'Iraniens attendaient avec impatience les interventions américaines et israéliennes, car ils ne voyaient pas comment résister autrement à ce régime. Toutes ces positions révèlent des valeurs, une vision générale et, d'une certaine manière, l'échec d'une partie de la gauche, ou en tout cas de nombreux mouvements de gauche. **Quelles vont être les conséquences et l'onde de choc de la chute du régime iranien sur les relations régionales de l'Iran avec la Chine et la Russie ?**

Viatcheslav Avioutskii : L'Iran est actuellement la puissance la plus faible au sein de ce triangle stratégique. L'armée conventionnelle iranienne est en déclin. Une élimination ciblée du groupe de dirigeants iraniens par une frappe aérienne a mis en évidence cette faiblesse. Certes, l'Iran dispose toujours de missiles, mais ni la Chine ni la Russie ne pourraient intervenir directement pour protéger les dirigeants iraniens. La contribution de l'Iran à la guerre en Ukraine a été modeste, limitée au transfert technologique de drones. Aujourd'hui, la Russie produit ses propres drones et dispose d'importants stocks d'obus, ce qui réduit la dépendance vis-à-vis de l'Iran. Les demandes iraniennes de systèmes de défense antiaérienne n'ont pas reçu de réponse de la part des Russes, ce qui a contribué aux incidents récents en Iran. Les relations avec la Chine sont également limitées. L'Iran est dépendant de la Chine pour le pétrole et certains échanges économiques, mais ce développement reste fragile. Malgré sa population d'environ 80 à 90 millions d'habitants, l'Iran n'a pas réussi à exercer un poids géopolitique suffisant pour influencer les équilibres régionaux. Même dans ce triangle stratégique, son influence reste très limitée. **La révolution islamique avait été saluée par certains intellectuels français, notamment Jean-Paul Sartre et Michel Foucault. Si ce régime iranien s'effondrait, cela invaliderait-il rétrospectivement les lectures enthousiastes qu'en avaient proposées certains intellectuels ? Peut-on parler d'un aveuglement idéologique durable de certains penseurs de la gauche face à la nature théocratique et autoritaire du régime iranien ?**

Firouzeh Nahavandi : Il y avait certainement une méconnaissance totale de ce que pouvait être une théocratie à l'iranienne chez de nombreux intellectuels de gauche, en particulier français. Foucault et Sartre avaient une vision assez biaisée de la révolution. Le caractère anti-américain de ce qui se

passait en Iran les enthousiasmait beaucoup. Il s'agissait surtout d'antiaméricanisme et d'anti-occidentalisme. Ces personnalités ont ainsi exprimé leur enthousiasme envers ce régime perçu comme une troisième voie : ni les États-Unis ni l'Union soviétique, ni l'Ouest, pour reprendre le slogan de l'époque. En réalité, une partie de ces intellectuels de gauche ne savaient presque rien de la réalité en Iran. Ils n'avaient pas lu les écrits de Khomeini et ne savaient rien de lui. D'ailleurs, Michel Foucault ne pensait sans doute pas que Khomeini prendrait le pouvoir ni qu'il procéderait aux massacres qui ont commencé dès 1979. De nombreux membres de l'ancien régime ont été fusillés, certains dans des conditions absolument abominables, comme l'ancien Premier ministre Hoveida, qui a été abattu. C'est ce qu'explique Guillaume Perrault dans un article du Figaro consacré aux intellectuels français. Il souligne que, lorsque quelqu'un évoquait les exécutions devant Michel Foucault, celui-ci les niait ou tentait de les minimiser, car elles entraient en dissonance cognitive avec sa vision des événements. Aujourd'hui encore, si une partie de la gauche a du mal à accepter ce qui se passe, cela tient à ce mécanisme de dissonance cognitive : un processus psychologique à travers lequel tous les repères et toutes les convictions s'effondrent. De la même manière, une partie de la gauche éprouve des difficultés à accepter la réalité des 30 000 à 40 000 morts en deux jours lors de la répression lancée par le régime iranien les 8 et 9 janvier dernier. Cela s'explique par une impossibilité de remettre en cause leur vision et leur idéologie.

La chute éventuelle de la République islamique d'Iran pourrait-elle constituer un choc géopolitique comparable à la chute de l'URSS ? Viatcheslav Avioukii : La chute de l'URSS s'est déroulée en 1991 et il s'agissait d'un événement assez similaire. La fin de l'URSS a coïncidé avec un coup d'État des conservateurs communistes en août 1991, affaiblissant considérablement la direction soviétique de l'époque, assurée par le secrétaire général et président de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev. La fin de l'URSS intervient le 25 décembre 1991, quelques mois plus tard, après une réaction en chaîne au cours de laquelle toutes les Républiques soviétiques, l'une après l'autre, déclarent leur indépendance. Concernant la situation actuelle au Moyen-Orient, une quarantaine de dirigeants de la République islamique sont morts à la suite d'une série de frappes israéliennes et américaines. Il y aura donc un changement de direction dans ce régime. De nombreux experts expliquent que la mort annoncée depuis plusieurs années du guide, en raison de son âge avancé et, selon certaines sources, de son état de santé, pourrait déclencher une lutte de pouvoir entre plusieurs tendances, comme ce fut le cas lors de la chute de l'URSS. Au sein de l'Union soviétique, au moment de la vacance du pouvoir, qui n'a duré que trois jours, les élites régionales ont commencé à se disputer le pouvoir. Il convient de distinguer deux grandes élites : l'élite russe dirigée par Eltsine et l'élite ukrainienne dirigée par Kravtchouk avec ses propres élites. Ces groupes existaient déjà depuis longtemps au sein du Parti communiste soviétique et, vers la fin des années 1980, leurs trajectoires ont commencé à diverger de manière significative. En Iran, lorsqu'il a pris le pouvoir lors de la Révolution islamique, Khomeini avait besoin de créer une force militaire parallèle, avec les Gardiens de la révolution car il se méfiait de l'armée régulière, laquelle avait finalement lâché le Shah mais n'avait pas démontré une loyauté totale envers le nouveau régime. Il a donc créé ce corps de révolutionnaires qui émergeait à la fois comme une structure de force publique parallèle et comme un clan important. Ce clan contrôle aujourd'hui une partie significative de l'économie iranienne, notamment une partie de la branche pétrolière au niveau des exportations. Les terminaux portuaires sont contrôlés par les pasdarans. Selon les Américains, au sein du régime, les Gardiens de la révolution et l'armée ont des intérêts nationaux divergents. Il existe une troisième force qui a soutenu, dès le début, la révolution islamique : le bazar, c'est-à-dire les commerçants. Dans la société iranienne, ils étaient relativement atomisés. Ce groupe contrôlait une grande partie du commerce sans former nécessairement de conglomérats ou de

grandes sociétés commerciales. Il s'agissait d'une forme de classe moyenne vivant du commerce, qui s'est rangée du côté des révolutionnaires à l'époque. Ce groupe n'était pas satisfait et aurait été à l'origine de la dernière série d'émeutes. Dans un contexte de vacance du pouvoir, la question est de savoir comment se déroulera la transition. Assistera-t-on au même scénario en Iran que lors de la chute de l'URSS ? Il convient de prendre en compte le niveau d'opposition ou de résistance au sein de la société. Après les violences de la dernière vague de représailles, qui auraient fait environ 32 000 morts en Iran, des scènes de liesse ont suivi la mort du guide suprême Ali Khamenei. **Comment expliquez-vous le contraste entre les scènes de liesse que l'on observe chez une partie des populations iraniennes ou régionales et la prudence, voire la gêne, d'une partie de la gauche occidentale ? Est-ce le signe d'un décalage durable entre l'imaginaire militant de cette gauche anti-impérialiste et la réalité historique d'un régime totalitaire en train de tomber ?** Firouzeh Nahavandi : Il existe une incompréhension totale, chez les anti-impérialistes à gauche, sur la réalité expérimentée par les Iraniens depuis 1979. Cette obsession anti-impérialiste conduit certains intellectuels ou responsables politiques à ne pas vouloir comprendre ce que les Iraniens subissent ni à entendre leurs doléances et leurs appels à l'aide. Les Iraniens ne veulent plus vivre sous un régime qui a anéanti l'économie, placé le peuple sous une chape de plomb et provoqué une instabilité régionale. Il ne faut pas oublier non plus que ce régime a dilapidé les ressources financières du pays en finançant des forces supplétives. En cas de changement de régime vers un système laïque, cela bouleverserait la vision qu'une partie de la gauche, et d'autres courants, ont de la réalité de l'islamisme et des implications qu'a eues la révolution islamique d'Iran dans l'expansion de l'islamisme. **Comment la Révolution islamique et le régime iranien ont-ils structuré les rapports de force géopolitiques depuis 1979 à la manière du système soviétique de l'URSS ? N'y a-t-il pas eu une exportation idéologique de la révolution islamique, la promotion de la guerre asymétrique avec le Hezbollah au Liban, les milices chiites en Irak, ainsi qu'une confrontation indirecte avec les États-Unis et Israël ?** Viatcheslav Avioutskiï : La trajectoire de l'Union soviétique correspond à une montée en puissance qui s'est étalée sur une longue période. L'Union soviétique a eu besoin de plusieurs décennies pour créer un réseau d'influence extérieur ainsi qu'un système de pays alliés ou satellites. Avant même la révolution bolchevique de 1917, des mouvements communistes existaient déjà en Europe occidentale et aux États-Unis. Toutefois, il a fallu de nombreux événements - notamment la Seconde Guerre mondiale - pour que l'URSS devienne une grande puissance internationale, élargissant sa zone d'influence en Europe de l'Est, puis plus tard en Afrique, et de manière plus limitée en Amérique latine et en Asie du Sud-Est. Si l'on compare cette évolution à celle de la République islamique, il s'agit d'une idéologie différente. Le chiisme révolutionnaire s'est développé au sein de la société iranienne pendant des décennies avant que la situation ne dégénère rapidement en 1978-1979. Comme dans le cas de la révolution bolchevique, l'idée principale était l'exportation idéologique et la création d'un système d'alliances. Cela s'est déroulé beaucoup plus rapidement que pour l'Union soviétique, qui a eu besoin d'environ un demi-siècle pour construire son réseau d'alliances. Parmi les alliés de Téhéran figurent le Hezbollah au Liban, des mouvements politiques chiites en Irak, les Houthis au Yémen, ainsi que l'implication iranienne en Afghanistan, où se trouve également un groupe chiite appelé les Hazara. L'Iran tente également d'agir sur un autre registre, non plus religieux mais ethnique, notamment avec le Tadjikistan, pays qui partage avec lui une langue et une culture communes, bien qu'il s'agisse d'une population majoritairement sunnite. Au-delà de ces alliés, il existe aussi des communautés chiites importantes, parfois majoritaires, comme au Bahreïn, ou minoritaires mais visibles dans les pays du Golfe. Ces communautés se situent principalement le long de la rive sud du golfe Persique. Historiquement, les chiites couvraient une grande partie de cette zone : au

nord se trouvait l'Iran, et la partie riveraine était majoritairement chiite. Avec la création des États modernes, ces populations se sont retrouvées minoritaires dans plusieurs pays actuels, comme l'Arabie saoudite ou les Émirats arabes unis. Le message iranien s'adresse également à ces communautés chiites. Il mêle discours religieux et discours révolutionnaire fondé sur une logique de classe, dans la mesure où les chiites ont souvent été marginalisés ou réprimés dans les pays où ils vivent. C'est le cas en Irak ou au Bahreïn. L'objectif est d'exporter cette idéologie afin de déstabiliser les pays voisins, en provoquant des révolutions ou des révoltes pour que ces communautés se politisent et accèdent au pouvoir. Récemment, à Karachi, des Pakistanais ont attaqué le consulat américain. Même au Pakistan, pays majoritairement sunnite, il existe des partisans de l'Iran, en raison de la présence d'une communauté chiite active et influencée par Téhéran. [Israël](#), en s'appuyant notamment sur la présence américaine, a joué un rôle majeur dans le démantèlement de cette influence iranienne. Il y a eu une dislocation progressive de ce réseau d'alliances. Il convient de rappeler également la défaite du Hamas dans la bande de Gaza. Le Hamas était également soutenu par l'Iran, bien qu'il ne s'agisse pas d'un mouvement chiite. Il existait néanmoins un lien militaire, social et politique très fort entre Téhéran et le Hamas. Le deuxième mouvement affaibli, après l'élimination de son leader Nasrallah, concerne le Hezbollah au Liban, qui ne représente plus une base solide pour Téhéran. Il faut également mentionner la chute du régime à Damas. Enfin, le dernier foyer soutenant fortement l'Iran était celui des Houthis, qui se retrouvent aujourd'hui relativement isolés. À la suite d'une pression accrue sur le régime iranien et de la perte de sa zone d'influence, l'Iran a fortement réduit son soutien à ce mouvement. L'Iran se retrouve plutôt isolé, ayant perdu une grande partie de ses relais d'influence. Cette perte d'influence géopolitique se traduit par l'affaiblissement de l'Iran lui-même. Un phénomène comparable s'est produit avec l'Union soviétique, mais sur une période beaucoup plus longue. Aujourd'hui, on observe une intervention très active d'Israël et des États-Unis, combinant pression géopolitique et pression militaire directe. À l'époque soviétique, l'existence de l'arsenal nucléaire empêchait toute pression militaire directe ; il s'agissait donc d'un jeu d'influence plus subtil, exploitant surtout l'affaiblissement interne du régime. Observera-t-on le même scénario en Iran ? Si la République islamique renonçait à son socle idéologique - le chiisme révolutionnaire - le régime risquerait de s'effondrer, comme ce fut le cas pour l'Union soviétique. Il existe toutefois des différences majeures entre l'idéologie communiste et le chiisme révolutionnaire. Le communisme s'est affaibli à la suite de transformations structurelles profondes dans le monde occidental et en Union soviétique. Après la guerre et la modernisation des outils de production, la proportion de prolétaires et d'ouvriers a diminué au profit des classes moyennes et aisées. En France, par exemple, la part des ouvriers manuels s'est considérablement réduite, ce qui a affaibli la base sociale du Parti communiste, phénomène aujourd'hui visible dans ses résultats électoraux. Le Parti communiste est devenu marginal, mais ce processus avait commencé bien avant, dès les années 1970 et 1980. Le nombre d'ouvriers a diminué, et partout dans le monde, les mouvements communistes déclinaient également. Ce déclin d'influence géopolitique s'est traduit par la perte de pouvoir du Parti communiste et de l'Union soviétique. La situation en Iran est différente, car il s'agit d'un mouvement religieux. Les religions évoluent plus lentement, étant basées sur des croyances profondes. En Iran, il existe encore un socle conservateur solide, même si les jeunes perdent progressivement la pratique religieuse traditionnelle, ce qui affaiblit le régime. Il convient d'observer l'évolution entre cette jeunesse dont la pratique religieuse diminue et le socle conservateur, qui représenterait aujourd'hui environ 20 à 30 % de la population. **La chute éventuelle de la République islamique fracasse-t-elle l'imaginaire anti-impérialiste contemporain, y compris dans certains milieux politiques français actuels, notamment au coeur de la galaxie de**

la gauche anti-impérialiste, qui refusent de voir que la Révolution islamique était en réalité un leurre et synonyme d'oppression ?**Firouzeh Nahavandi :** Ils ont du mal à accepter ce fait. Mais cela dépasse l'anti-impérialisme. Pour certains militants, il est inconcevable que des Iraniens puissent vouloir la laïcité ou la sécularisation. Or, les Iraniens ne veulent plus d'un régime islamique. Ils revendiquent la sécularisation et la fin de ce régime, précisément parce qu'ils ont expérimenté ce qu'est l'islamisme institutionnalisé tel qu'il existe en Iran. **L'axe que l'Iran avait construit avant le 7 octobre constituait un ensemble autoritaire exerçant une influence sur une grande partie du Moyen-Orient sur le plan géopolitique. La situation récente a profondément bouleversé cet équilibre. Dans quelle mesure ce changement majeur pourrait-il redessiner la carte régionale si le régime tombe ?****Firouzeh Nahavandi :** Les pays arabes entretenaient déjà des relations très compliquées avec la République islamique ; il n'y a jamais eu d'entente véritable. Les divergences idéologiques avec l'Arabie saoudite, par exemple, en témoignent, tout comme les relations tendues avec le [Maroc](#). Ces pays ont tenté de freiner l'action de Donald Trump, craignant une déstabilisation régionale. Toutefois, ils constatent que le régime islamique est prêt à tout pour assurer sa survie. Leur perception de la République islamique pourrait donc évoluer davantage encore, confirmant les doutes qu'ils nourrissaient déjà. La situation actuelle, notamment du point de vue de l'insécurité dans le golfe Persique, ne peut perdurer. Si le régime venait à tomber et qu'une démocratie laïque s'instaurait, cela poserait également la question, pour les populations des pays voisins, de la possibilité d'une démocratie dans un pays à majorité musulmane. Un changement de régime favorable pourrait ainsi redessiner en profondeur la configuration régionale. L'Iran cesserait de soutenir les forces supplétives, déjà affaiblies mais toujours actives. Ce serait un bouleversement majeur, susceptible de faire disparaître plusieurs foyers d'insécurité.

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

ZÉRO ANTICIPATION

FRAPPES SUR L'IRAN : L'ÉTRANGE CRASH DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE

La majorité des diplomates français semblait persuadée que Donald Trump n'irait pas jusqu'à frapper décisivement le régime iranien ni viser le guide suprême Ali Khamenei.



Michel Fayad



Atlantico : Comment expliquer une telle erreur d'appréciation ? S'agit-il d'un biais idéologique, d'une mauvaise lecture de la stratégie américaine, ou d'un réflexe structurel du Quai d'Orsay face aux Etats-Unis et à la situation au Moyen-Orient ?

Michel Fayad : Beaucoup de diplomates français ont pensé que Donald Trump n'irait pas jusqu'à frapper au cœur du régime iranien ni viser Ali Khamenei. Cette erreur tient d'abord à une mauvaise lecture du personnage et de sa logique stratégique. On a longtemps analysé Trump comme un dirigeant avant tout transactionnel, soucieux d'affichage et de négociation, pas comme quelqu'un prêt à prendre un risque militaire majeur. Or, son précédent de 2020 avec l'élimination de Qassem Soleimani aurait dû rappeler qu'il peut, lorsqu'il estime que le rapport coût-bénéfice est favorable, opter pour une action brutale et assumée. D'autre part, au Quai d'Orsay, une partie des élites a développé depuis des années une grille de lecture très critique vis-à-vis de Trump. Cela a pu conduire à sous-estimer la cohérence stratégique de son entourage et la continuité de certains objectifs américains, notamment la volonté d'empêcher l'Iran d'accéder au seuil nucléaire et de briser son réseau régional. Enfin, la diplomatie

française reste marquée par un attachement fort au cadre multilatéral et à l'accord sur le nucléaire iranien de 2015. Cet accord visait à encadrer strictement le programme nucléaire iranien en échange d'une levée progressive des sanctions internationales, avec des mécanismes de contrôle confiés à l'AIEA. Il prévoyait une limitation du stock d'uranium enrichi, un plafonnement du niveau d'enrichissement et la réduction du nombre de centrifugeuses, mais sans traiter le programme balistique ni l'activisme régional de Téhéran. Cet attachement a pu créer un biais de confirmation : on pensait que personne ne prendrait le risque de torpiller définitivement ce qui restait du cadre négocié. En réalité, pour l'administration américaine, ce cadre était déjà politiquement et stratégiquement dépassé. Plus largement, cette erreur d'appréciation révèle un choix plus profond : la politique étrangère française tend aujourd'hui à s'aligner sur les équilibres et les priorités des monarchies arabes du Golfe, plutôt que sur sa mission historique de protection des minorités et des peuples persécutés au Moyen-Orient, notamment les chrétiens du Liban et le Liban lui-même. Cette inflexion stratégique brouille notre lecture des rapports de force et dilue notre singularité diplomatique. Cette inflexion stratégique brouille notre lecture des rapports de force et dilue notre singularité diplomatique, alors que la véritable source d'instabilité au Moyen-Orient demeure l'islamisme politique, qu'il soit sunnite ou chiite, dont la République islamique d'Iran constitue l'un des principaux pôles structurants. **Ce moment pour la diplomatie française est-il similaire à l'attitude de François Mitterrand vis-à-vis de l'Allemagne de l'Est et de la chute du mur de Berlin. Voyez-vous une continuité dans la culture diplomatique française, marquée par une prudence excessive face aux bouleversements historiques, voire par une difficulté à anticiper les ruptures stratégiques majeures ?** Le parallèle avec l'attitude de François Mitterrand en 1989 n'est pas absurde. Face à la chute du mur de Berlin et à l'effondrement de la RDA, la France avait manifesté une réelle prudence, voire une inquiétude face à une réunification allemande rapide. Cette réaction ne relevait pas d'une hostilité idéologique, mais d'une culture stratégique marquée par la méfiance envers les ruptures brutales. On retrouve aujourd'hui un réflexe comparable : une préférence pour la gestion graduelle des crises plutôt que pour les basculements rapides. La diplomatie française valorise la stabilité, la prévisibilité, les équilibres négociés. Elle est moins à l'aise avec les moments de rupture où un [acteur](#) décide de forcer le cours des choses. Cette prudence s'est illustrée dans la défense constante du JCPOA, perçu comme un garde-fou indispensable. Or, dès l'origine, cet accord avait été conçu comme un compromis technique centré sur le nucléaire, sans inclure de garde-fous politiques et stratégiques sur les missiles ou les réseaux de proxys de la République islamique et d'organisations soutenues par l'Iran. Cela peut être une qualité dans certains contextes, mais cela devient un handicap lorsque l'histoire s'accélère et que d'autres puissances considèrent que le compromis initial ne suffit plus. S'y ajoute un déplacement progressif de notre boussole diplomatique : la France semble davantage soucieuse de préserver ses partenariats stratégiques et économiques avec les puissances du Golfe que d'assumer pleinement son rôle traditionnel de défense des équilibres libanais et des minorités orientales, qui faisait pourtant partie de son [identité](#) diplomatique. **La France a-t-elle, par réflexe critique vis-à-vis de Washington, sous-estimé la recomposition stratégique en cours au Moyen-Orient ? Notre diplomatie a-t-elle tendance à analyser l'action américaine davantage à travers un prisme politique interne qu'à partir des réalités régionales et des rapports de force ?** Il est clair que la France a, ces dernières années, maintenu une posture critique vis-à-vis de Washington, en particulier sous la présidence Trump. Ce réflexe critique fait partie de notre tradition diplomatique d'autonomie. Mais il peut aussi devenir un filtre déformant. Depuis les accords d'Abraham, une recomposition profonde est à l'œuvre au Moyen-Orient, avec un rapprochement stratégique entre Israël et plusieurs monarchies du Golfe face à la menace iranienne. Cette dynamique a

réduit l'espace pour une diplomatie d'équilibre classique. Or, Paris a parfois continué à raisonner comme si l'on pouvait encore sauver à tout prix le cadre de 2015. En se concentrant sur la préservation d'un accord strictement nucléaire, qui ne couvrirait ni le programme balistique militaire ni l'activisme déstabilisateur en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen, la France a pu sous-estimer l'ampleur de la recomposition stratégique en cours. Il y a aussi une tendance à interpréter les décisions américaines à travers la politique intérieure des États-Unis. Ces facteurs existent, mais ils ne suffisent pas à expliquer une décision militaire majeure. En se focalisant sur la dimension interne, on peut passer à côté des logiques régionales et des attentes sécuritaires des alliés des États-Unis dans la région. Dans ce contexte, notre diplomatie paraît parfois plus attentive aux sensibilités et aux agendas des capitales arabes du Golfe qu'à la défense concrète de la [souveraineté](#) libanaise et des communautés menacées par l'islamisme sunnite et chiite, ce qui alimente le sentiment d'un glissement stratégique. En réalité, la recomposition régionale ne peut être comprise sans reconnaître que l'islamisme, sous ses différentes formes, est le moteur profond des déséquilibres actuels, et que l'Iran en est aujourd'hui l'un des vecteurs majeurs à travers son idéologie et ses réseaux armés (proxys et autres). **Le fait que Paris n'ait été « ni prévenue ni impliquée » dans ces frappes révèle-t-il un déclassement stratégique et diplomatique de la France dans la région ? Comment notre pays peut-il retrouver une capacité d'anticipation et d'influence dans la nouvelle donne moyen-orientale et le Conseil de défense d'Emmanuel Macron de dimanche soir montre-t-il une nouvelle fois l'impuissance de la diplomatie française ?** Le fait que Paris n'ait été ni prévenue ni associée aux frappes est un signal préoccupant. Cela ne signifie pas que la France est devenue insignifiante, mais cela montre qu'elle n'était pas perçue comme un acteur central dans cette séquence précise. Les États-Unis ont visiblement privilégié un cercle restreint de partenaires jugés directement concernés ou totalement alignés. L'attaque d'une base française à Abou Dhabi, malgré les efforts de désescalade d'Emmanuel Macron, souligne un point plus dur encore : aux yeux de Téhéran ou de ses relais, la France reste un allié occidental et une cible potentielle, quelle que soit sa posture de dialogue. La bonne volonté affichée ne suffit pas à garantir l'immunité stratégique. Pour retrouver de l'influence, la France devra clarifier sa doctrine au Moyen-Orient. Continuer à défendre un cadre multilatéral dépourvu de moyens de coercition crédibles, alors même que les États-Unis ont choisi une stratégie de pression maximale visant à frapper l'économie iranienne dans ses secteurs clés — énergie, finance, commerce extérieur —, expose Paris au risque d'être marginalisée. Être une puissance d'équilibre ne peut plus signifier rester à mi-chemin entre toutes les lignes de fracture. Il faut définir des priorités claires et mieux anticiper les scénarios de rupture. Cela suppose aussi de réaffirmer une ligne indépendante, fidèle à la vocation historique de la France au Levant : soutien clair à la souveraineté du Liban, protection des minorités et refus de voir notre politique régionale dictée, même indirectement, par les priorités sécuritaires ou économiques des monarchies arabes du Golfe. Sans cette clarification, le déclassement perçu risque de devenir structurel. Tant que la France refusera de nommer clairement l'islamisme — sunnite comme chiite — comme la matrice idéologique de l'instabilité régionale, et tant qu'elle n'assumera pas que la République islamique d'Iran en est l'un des centres névralgiques, sa parole restera affaiblie et son action perçue comme ambiguë.

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

DISCOURS ATTENDU

DISSUASION NUCLÉAIRE : QUELLES OPTIONS RÉALISTES POUR LA FRANCE ?

Le président est attendu ce lundi sur la base opérationnelle de l'Île Longue, port d'attache des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins français, où il doit prononcer un discours sur la dissuasion nucléaire de la France.



François Chauvancy et Stéphane Audrand



Atlantico : Depuis la base de L'île Longue, Emmanuel Macron prononcera un discours, ce lundi, au cours duquel il rappellera les grandes caractéristiques qui singularisent la dissuasion nucléaire française. À quoi devrait ressembler un discours militaire réaliste sur le nucléaire français tenu par le président de la République ? Quelles sont les options réalistes pour la France ?
Stéphane Audrand : Le discours que va prononcer Emmanuel Macron est un exercice parfaitement routinier pour les présidents de la République en France. Les chefs de l'Etat français prononcent un discours par mandat qui est entièrement consacré à la dissuasion. Emmanuel Macron a prononcé son premier discours sur ce thème en 2020. Traditionnellement, le discours du chef de l'État revêt toujours une forme similaire avec une analyse de l'état du monde et des menaces, un point sur la maîtrise des armements, les traités, les négociations internationales et le désarmement. À partir de cette situation internationale, des menaces et des mécanismes de maîtrise des armements, est déduite une posture nucléaire française qui s'inscrit généralement

dans la continuité de la stratégie globale. Jacques Chirac avait prononcé deux discours sur la dissuasion nucléaire, tout comme François Mitterrand. Emmanuel Macron s'inscrit donc dans une continuité institutionnelle. Toutefois, la caractéristique de ce discours, par rapport à 2020, réside dans l'évolution significative de la situation internationale. Les traités de maîtrise des armements s'éteignent les uns après les autres et, bien entendu, les menaces pesant sur la France et sur l'espace européen ne sont plus les mêmes. Il y aura donc certainement des ajustements doctrinaux. Le plus probable reste cependant un rappel de la stabilité de la doctrine nucléaire française, assorti de quelques inflexions.

François Chauvancy : Emmanuel Macron, lors de son discours, ne devrait pas modifier les grandes lignes de la pensée militaire française sur le nucléaire. Il n'y aura pas de changement majeur ni de remise en cause, que ce soit en termes de moyens ou, éventuellement, de doctrine. En revanche, le chef de l'Etat doit réexpliquer aux Français à quoi la dissuasion nucléaire sert, même si certains ne comprennent pas très bien son utilité. Les Français ont été habitués à la dissuasion nucléaire, à laquelle ils adhèrent dans leur grande majorité. En revanche, ils pensaient qu'elle empêchait la guerre. Or, depuis 2022, on constate que le nucléaire n'empêche pas la guerre. Le nucléaire peut également contribuer à une agression, comme on l'observe avec les Russes. Le débat sur le nucléaire est aussi au cœur de la crise en Iran. L'arme nucléaire reste une menace prise en compte. Dans les démocraties, elle peut être contrôlée et ne sera pas utilisée de manière irresponsable. En revanche, dès lors qu'elle se trouve entre des mains autocratiques, même s'il existe des exceptions, l'objectif est de chercher à retirer cette arme nucléaire. Pour la France, selon le général de Gaulle, la dissuasion nucléaire ne se partage pas. La décision appartient au président de la République. Cela a d'ailleurs justifié, en 1962, la réforme de la Constitution instaurant l'élection du président de la République au suffrage universel, ce qui n'était pas le cas auparavant. L'objectif était de lui conférer la légitimité nécessaire pour être le seul à autoriser l'emploi de l'arme nucléaire. Cela faisait partie de la réflexion, et pas uniquement d'autres considérations. Depuis 1962, la réforme de la Constitution prévoit donc un décideur unique, sans discussion avec le Parlement. Le chef de l'exécutif, chef des armées, a la possibilité de décider de l'emploi ou non de l'arme nucléaire si les intérêts vitaux, qui ne sont jamais précisément définis, sont menacés. Ce qui évolue aujourd'hui, même si cela a toujours figuré dans les discours, concerne les intérêts vitaux qui incluent la défense de l'espace européen. Cela ne signifie toutefois pas un partage de la décision. Il sera nécessaire d'apporter des précisions sur cet enjeu précis lors du discours du président Macron. Ses propos ont parfois suscité des incompréhensions. Certains ont cru qu'il envisageait un partage de la dissuasion nucléaire pour l'Europe. Il précisera sans doute qu'il n'y a pas de partage de la dissuasion. La dissuasion nucléaire fait partie de la loi de programmation militaire. Elle implique d'importants moyens financiers et une modernisation permanente. L'ensemble de notre arsenal nucléaire répond à l'exigence d'une arme qui ne doit pas être utilisée comme une arme ordinaire. Une arme de dissuasion doit empêcher son propre emploi. Si une atteinte à nos intérêts vitaux est constatée, une riposte nucléaire peut être envisagée. La notion d'ultime avertissement pourrait réapparaître dans la doctrine militaire afin d'éviter une escalade extrême, compte tenu du nombre de têtes nucléaires existantes. Ces éléments seront probablement abordés dans le cadre du discours d'Emmanuel Macron. Il ne devrait pas y avoir de changements majeurs, si ce n'est peut-être des précisions sur le rôle de la France et du Royaume-Uni dans ce contexte, des rôles déjà encadrés par différents accords. Il n'y aura pas, à mon sens, de remise en cause des essais nucléaires réels, abandonnés depuis 1996. Il s'agira surtout de réaffirmer la dissuasion nucléaire française, tout en indiquant que l'Union européenne peut également relever des intérêts vitaux potentiels. La décision demeure toutefois du ressort du président.

Un tel discours doit-il se limiter à une réaffirmation de la doctrine de dissuasion existante, ou

intégrer des évolutions concrètes face au contexte stratégique actuel ? François Chauvancy : Le véritable problème est la Russie. Dans son narratif, depuis mars 2022, les Russes ont évoqué, pratiquement tous les mois, le développement d'une nouvelle arme nucléaire, rappelé la possibilité d'une frappe nucléaire et réaffirmé la menace nucléaire. Joe Biden n'a pas davantage aidé l'Ukraine face à la Russie par crainte, partagée par ses stratèges, d'un usage de l'arme nucléaire par Vladimir Poutine. Les Français ont peut-être oublié à quoi servait la dissuasion. Le danger paraissait lointain. Ils considéraient disposer d'une assurance que l'on n'utiliserait jamais. Or, aujourd'hui, la question revient dans le débat stratégique. Le nucléaire redevient une possibilité d'emploi à un moment donné. Il faut donc réhabiliter la notion de dissuasion et rappeler son utilité. Il ne s'agit pas d'un simple dispositif instauré depuis Charles de Gaulle, mais d'un élément central de notre sécurité future, avec désormais une dimension élargie, car nous sommes solidaires de nos voisins. Le sujet est largement débattu sur les plateaux depuis quatre ans, sous toutes ses formes. Le président de la République ne peut donc éviter de rappeler les finalités de la dissuasion lors de son discours ce lundi.

Stéphane Audrand : Il comportera nécessairement une réaffirmation des piliers fondamentaux. Les bases de la dissuasion française demeureront inchangées. La France ne conçoit l'arme nucléaire que comme une arme de dissuasion, réservée à la [protection](#) de ses intérêts vitaux et de son environnement. Il est attendu que le chef de l'État précise les contours de la dimension européenne de nos intérêts vitaux, une notion évoquée par l'ensemble des chefs de l'État depuis Charles de Gaulle. Les intérêts vitaux de la France ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. Le pays ne peut être indifférent au destin de ses voisins et partenaires. Sur ce point, des clarifications sont particulièrement attendues. Par ailleurs, les piliers classiques seront réaffirmés : l'attachement de la France à la non-prolifération, la posture de stricte suffisance de son arsenal, l'absence de volonté d'entrer dans une course aux armements nucléaires, ainsi que la crédibilité, la permanence, la souveraineté et l'indépendance de sa décision. Le discours est également attendu dans un contexte européen où la protection américaine apparaît plus incertaine et où les menaces se renforcent. Certains de nos voisins appellent à une forme de protection élargie de leurs intérêts vitaux. Il sera donc nécessaire de mieux articuler la vision française : en préciser les limites et envisager, le cas échéant, les coopérations possibles avec nos partenaires. Il est toutefois peu probable que le président aille très loin sur cet aspect. D'une part, la tradition française privilégie les évolutions progressives. D'autre part, l'échéance présidentielle approche. Il est rare qu'un président en fin de second mandat engage des transformations majeures en matière de dissuasion. De telles annonces seraient plus plausibles au début d'un premier mandat. Il est donc très probable qu'il n'y ait pas de rupture majeure sur ces sujets.

Dans ce cadre, jusqu'où le président peut-il aller dans l'ouverture européenne sans remettre en cause le principe fondamental du contrôle strictement national de l'arme nucléaire ? Stéphane Audrand : À ce stade, il n'y a jamais eu d'offre française d'élargissement d'un quelconque « parapluie nucléaire ». Les propositions françaises formulées jusqu'à présent relèvent d'une offre de dialogue, engagée de longue date. Emmanuel Macron, en 2020, a renouvelé cette offre de dialogue et a évoqué la possibilité d'associer certains alliés à des exercices nucléaires, afin de donner un caractère plus concret à cet échange. Certains y ont vu une offre de parapluie nucléaire français, ce qui, à ce jour, n'a jamais été officiellement proposé. En revanche, ces derniers mois, des partenaires et voisins tels que l'Allemagne, la Suède et la Pologne ont exprimé leurs aspirations envers des garanties de sécurité supplémentaires, au-delà de celles déjà prévues avec les États-Unis au sein de l'OTAN. Un dialogue a ainsi été engagé en priorité avec le partenaire britannique, puissance nucléaire avec laquelle la France est liée par des traités particulièrement structurants. Les deux pays entretiennent une proximité culturelle, militaire et

géographique étroite. Il est évident que la sécurité de Londres est indissociable de celle de Paris, et que la solidarité nucléaire franco-britannique est centrale dans cette réflexion. Des observateurs britanniques ont d'ailleurs assisté à un exercice nucléaire français cette année. Il pourrait être envisagé une participation d'alliés, par des moyens non nucléaires, à certains exercices nucléaires français. Une telle évolution ne remettrait nullement en cause la souveraineté nationale. La décision et les moyens nucléaires demeureraient strictement français. Des annonces pourraient également porter sur une institutionnalisation du dialogue, sous la forme de comités permanents, à l'image du comité franco-britannique de coordination de la dissuasion mis en place récemment. Ce type de mécanisme pourrait être étendu à d'autres partenaires, constituant une avancée concrète sans altérer le principe de contrôle national. En revanche, il est peu probable que le président aille au-delà. L'hypothèse d'un déploiement d'armes nucléaires françaises sur le territoire d'un État voisin est juridiquement envisageable en droit international, mais elle supposerait des négociations longues et complexes. La construction d'infrastructures adaptées, l'aménagement d'abris spécifiques, l'organisation de rotations d'unités et la mise en place d'arrangements techniques, juridiques et diplomatiques constituent des processus lourds, incompatibles avec un calendrier de fin de mandat. L'ouverture éventuelle de discussions sur ce sujet pourrait être envisagée, mais une annonce opérationnelle paraît improbable. Il n'y aura pas non plus d'annonce de partage de la décision d'emploi de l'arme nucléaire, ni de transfert d'armes nucléaires, ni de délégation de la dissuasion à une instance supranationale telle que la Commission européenne. De telles hypothèses relèvent de spéculations infondées. **Enfin, comment éviter qu'un discours trop ambitieux ne crée des attentes irréalistes, que la France ne serait ni militairement ni politiquement en mesure d'assumer ?**

François Chauvancy : La loi de programmation militaire et les textes successifs déjà annoncés sur le nucléaire s'inscrivent dans une logique de maintien en condition opérationnelle de l'ensemble de nos armements nucléaires sur dix, quinze ou vingt ans. Même avec un président de la République quittant ses fonctions dans un an, il existe une continuité dans le temps. C'est l'une des rares [politiques](#) publiques bénéficiant d'une telle continuité en France. Sur les dix, quinze ou vingt prochaines années, l'armement nucléaire est prévu pour rester opérationnel, à l'horizon 2045-2050. C'est l'objectif final. Cette continuité est à la fois industrielle, technologique et doctrinale, même si des évolutions restent possibles. Le véritable sujet annexe est que la dissuasion nucléaire ne suffit plus à elle seule. Il faut également rappeler la nécessité des forces conventionnelles, notamment pour éviter que la dissuasion ne soit contournée. Cela interroge indirectement sur les questions budgétaires. Le budget de la défense aura pratiquement doublé en dix ans, ce qui doit être justifié, notamment en partie par la dimension nucléaire. Le nucléaire ne garantit pas notre sécurité à 100 %. Il peut être contourné. Avant d'envisager son emploi, il faut disposer du temps nécessaire. Cela renvoie à des schémas plus anciens. L'armée de conscription, avant 1996, avait pour mission, face à une attaque du Pacte de Varsovie, de tenir suffisamment longtemps pour permettre au président de la République d'adresser un avertissement à l'ennemi, signifiant que la poursuite de l'offensive entraînerait une riposte nucléaire. Le temps gagné par les forces conventionnelles - estimé à cinq à sept jours - permettait la prise de décision, la transmission du message et éventuellement des discussions ou négociations pendant que les forces tenaient sur le terrain. Aujourd'hui, les forces conventionnelles vont plus loin, d'autant qu'elles sont professionnalisées. Le président de la République devrait donc insister sur la complémentarité entre forces conventionnelles et forces nucléaires. **Stéphane Audrand :** Tout repose sur la maîtrise du dosage dans l'expression publique. Cet équilibre fait partie intégrante de la stratégie déclaratoire qui entoure l'arme nucléaire : affirmer des principes, ouvrir des [perspectives](#) mesurées, sans créer d'engagements implicites que les capacités

nationales ne permettraient pas de tenir. Finalement, les deux grandes questions sont les suivantes : comment dissuader ses adversaires, comment rassurer ses alliés et comment être compris par la population française ? Dissuader nos adversaires est une pratique ancienne, qui fonctionne. Les Russes prennent la France au sérieux et il n'existe pas d'inquiétude majeure sur ce point. En revanche, rassurer ses alliés demeure un exercice toujours complexe. Les attentes en Europe sont importantes. Certains espèrent que la France affirme explicitement qu'elle défendra chaque pays européen. Il est toutefois peu probable qu'Emmanuel Macron prononce un discours capable de rassurer pleinement toutes les capitales européennes, car il n'est pas possible d'aller très loin de manière explicite sur ce terrain. La plupart de nos voisins européens ont à l'esprit les garanties de sécurité américaines, particulièrement claires dans leur formulation. Les Américains indiquent dans leur Nuclear Posture Review que l'arme nucléaire américaine protège les États-Unis ainsi que leurs alliés contre des attaques visant leurs intérêts stratégiques. L'engagement est explicite et substantiel. Il est peu probable que le président français adopte un positionnement équivalent, la France ne disposant ni du même modèle de forces ni des mêmes habitudes d'emploi en matière de projection de garanties de sécurité. Il existe donc un risque de déception pour certains partenaires. Toutefois, un chemin spécifique peut être construit entre Européens, notamment entre les Britanniques et les Français. Ce chemin ne saurait être identique à celui qui unit les Européens aux États-Unis ; il s'agit d'inventer un cadre propre, adapté aux réalités européennes. Des annonces pourraient porter sur l'articulation entre forces conventionnelles et forces nucléaires, ou encore sur des mesures visant à renforcer la crédibilité militaire de la France. Celle-ci est en effet contrainte par ses moyens et par des limitations budgétaires. De telles annonces pourraient contribuer à consolider la crédibilité stratégique française. À un an de l'élection présidentielle, une sensibilité politique particulière s'impose également. Le président doit mesurer la portée de ses propos, car des déclarations trop ambitieuses pourraient s'avérer politiquement risquées pour son camp. Il est donc peu probable qu'Emmanuel Macron aille très loin. Certaines capitales européennes pourraient éprouver une forme de déception. Néanmoins, un travail de fond se poursuit, de manière discrète, entre gouvernements et diplomates sur ces sujets. Pour les opinions publiques, le résultat pourrait également sembler décevant, dans la mesure où ces annonces demeurent souvent techniques et formulées dans un vocabulaire spécialisé. Ces questions sont traitées depuis longtemps par un cercle restreint d'experts de l'armement nucléaire, et le débat public peine à s'en emparer pleinement. Les questions de dissuasion nucléaire avaient largement disparu du débat public depuis les années 1990, dans un contexte de relative stabilité stratégique et de perception atténuée des menaces. Aujourd'hui, nous revenons dans un environnement qui rappelle, sous certains aspects, les années 1960 : les menaces liées aux intérêts vitaux réapparaissent et se renforcent. Il ne s'agit pas d'un retour à l'identique, car le contexte international a profondément évolué depuis les années 1960. Toutefois, il est probable que nous entrons durablement dans une période où les questions relatives à l'arme nucléaire occuperont à nouveau une place importante dans la société française et dans le débat public. Il est sain de se réapproprier ces enjeux, même si cela suppose un effort collectif de réapprentissage du dialogue sur ces sujets. Cela constitue également une responsabilité pour les dirigeants politiques. **Au-delà des promesses de certains responsables politiques et en tenant compte de la [réalité](#) militaire, géopolitique et budgétaire française, quelles seraient les options réalistes pour assumer une voie militaire du nucléaire français ?** François Chauvancy : La dissuasion française est efficace. Notre pays dispose de quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, dont trois en permanence opérationnels, chacun emportant seize missiles équipés de têtes thermonucléaires multiples. Cela représente 48 missiles potentiellement embarqués et constitue une capacité crédible et difficilement

neutralisable. À cela s'ajoutent les missiles transportés par les Rafale, soit deux escadrons chacun composé de plus d'une vingtaine d'appareils biplaces qui peuvent être équipés d'un missile supersonique nucléaire ASMPA-R (air-sol moyenne portée amélioré rénové), capables de frapper à longue distance avec une puissance estimée à environ 300 kilotonnes, soit environ seize fois Hiroshima. Les Rafale Marine du Charles de Gaulle disposent également de cette capacité. La réalité militaire nucléaire est donc claire. Les moyens existent et sont validés. La véritable question réside dans la résilience nationale et la compréhension par les Français de l'utilité de cette dissuasion. Il ne faut pas entretenir l'illusion que le nucléaire résout tous les problèmes. L'exemple ukrainien montre que ce n'est pas le cas. La question iranienne rappelle également que le nucléaire militaire demeure un danger. Le réalisme du nucléaire militaire repose donc aussi sur le réalisme des forces conventionnelles. L'armée conventionnelle assure la mise en œuvre et la protection des capacités nucléaires. Le nucléaire ne fonctionne pas isolément. Les forces conventionnelles permettent de gagner du temps et, éventuellement, d'éviter d'en arriver à l'emploi du nucléaire. Si elles sont bien équipées et entraînées, elles peuvent l'emporter sur le terrain, rendant inutile l'usage du nucléaire, sauf dans sa fonction dissuasive face à un adversaire qui chercherait à modifier le rapport de force par cette menace. Il s'agit d'une dialectique extrêmement sensible dans laquelle les forces conventionnelles sont essentielles pour maintenir un dialogue stratégique, éviter l'escalade nucléaire et prévenir toute situation de dépendance vis-à-vis de la décision adverse.

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

EPIC FURY

FRAPPES EN IRAN : SIX LEÇONS GÉOPOLITIQUES MAJEURES QUE SONT INCAPABLES DE VOIR CEUX QUE LEURS ALLERGIES À TRUMP ET ISRAËL AVEUGLENT

Au-delà des passions qu'elles suscitent, les frappes en Iran révèlent une recomposition stratégique majeure : retenue contrainte de Téhéran face à l'OTAN et à ses vulnérabilités internes, isolement relatif de l'axe Moscou-Téhéran, consolidation d'un bloc sécuritaire arabo-israélien, montée en puissance de l'expertise militaire ukrainienne et, surtout, logique américaine d'encerclement géo-économique de la Chine via la pression sur ses approvisionnements énergétiques. Une séquence qui dépasse le face-à-face irano-israélien et esquisse les contours d'un basculement stratégique mondial.



Dov Zerah, Viatcheslav Avioutskii et Jean-Pierre Favenec



Atlantico : En quoi le fait que l'Iran n'ait pas frappé la Turquie (membre de l'OTAN) ni l'Azerbaïdjan dans les premières heures du conflit constitue-t-il une preuve d'épuisement capacitaire de la part de l'Iran ? L'Iran est-il dans une posture de

retenue contrainte ? Dov Zerah : Depuis samedi matin, l'Iran a mis « à feu et à sang » le Proche Orient et plus particulièrement l'Arabie saoudite, Bahreïn, Chypre, les Émirats arabes unis (EAU), l'Irak, la Jordanie, le Koweït, Oman et le Qatar. Cette situation conduit au paradoxe qu'Israël est relativement moins touché ! Les Iraniens ont voulu déstabiliser la région pour forcer les États-Unis à rebrousser chemin ; cela permettrait à Téhéran de crier victoire, quelles que soient les pertes et destructions subies. Même si ce sont les bases américaines dans ces pays qui sont censées être visées, les pays concernés n'ont nullement apprécié ; et nous nous trouvons avec une coalition implicite israélo-arabe face à Téhéran et une extension quasi-automatique des Accords d'Abraham. Frapper les EAU se justifie peut-être car ils sont alliés d'Israël dans le cadre des accords d'Abraham. L'Iran n'a pas hésité pas à faire l'impasse sur le rôle des émirats de « blanchisseuse » pour les gardiens de la révolution ; il sera intéressant de voir si les EAU prendront des sanctions. Quoiqu' à majorité chiite, Bahreïn, est également touché car signataire des accords d'Abraham. En revanche, les frappes contre Oman interpellent car le pays est, depuis de nombreuses années, un intermédiaire entre Washington et Téhéran. Il en est de même avec le Qatar. Les Iraniens veulent lui signifier qu'ils n'apprécient pas la concurrence des Frères musulmans en Europe et aux États-Unis. De même, Les Iraniens souhaitent marquer leur mécontentement au Qatar pour son rôle dans le déclenchement du 7 octobre qui a saboté leur stratégie ; le guide suprême attendait la détention d'une bombe nucléaire pour la lancer sur Israël dans le cadre d'une action conjointe avec tous les proxis (Hamass situé à Gaza et dans les territoires, Hezbollah situé au Liban et en Syrie, Houtis, et milices irakiennes). Les Iraniens auraient pu également viser les frères musulmans turcs avec lesquels la rivalité était particulièrement exacerbée dans la Syrie d'Assad. Mais, la Turquie constitue un acteur d'une autre envergure ; elle dispose d'une véritable armée à la différence de tous les pays cités. N'oublions pas qu'elle partage une frontière avec l'Iran et, si elle venait à être frappée, elle a les capacités et le savoir-faire pour envahir l'Iran. Rappelons-nous qu'entre le XVI^{ème} siècle et le début du XIX^{ème} siècle, les Ottomans et les Perses se sont affrontés à plusieurs reprises ; la dernière guerre date de 1821-1823. Téhéran n'a probablement pas voulu déterrer la « hache de la guerre ». Enfin, s'étant mis à dos de nombreux pays, la Russie s'étant portée pale, la Chine regardant le conflit de loin d'autant que ses matériels déçoivent à l'épreuve du feu, Téhéran ne peut prendre aucun risque supplémentaire avec Ankara et Bakou.

Viatcheslav Avioutskii : Il est exact que l'Iran essaie de ne pas dépasser certaines limites. Il a pratiquement attaqué tous ses voisins, mais ces voisins se trouvent surtout de l'autre côté du golfe arabo-persique. Neuf pays ont été attaqués par l'Iran ces derniers jours. Parmi eux, la majorité sont des pays arabes et, bien entendu, Israël. Il faut également préciser que l'Iran a non seulement frappé des bases militaires américaines, mais aussi des bases militaires situées dans ces pays, ainsi que certaines cibles civiles comme des aéroports et des hôtels. Pourquoi l'Iran n'a-t-il pas frappé la Turquie et l'Azerbaïdjan ? Je pense qu'il y a deux raisons principales. La première est que la Turquie est membre de l'OTAN. Toute attaque contre le territoire d'un pays membre de l'OTAN ouvre la possibilité d'invoquer l'article 5 relatif à la défense collective. Il ne s'agit pas d'attaquer un navire appartenant à un pays membre de l'Alliance atlantique se trouvant à l'extérieur de la zone, mais bien d'une attaque sur le territoire national, ce qui serait considéré comme un casus belli. Cela constitue une contrainte majeure pour l'Iran. Concernant l'Azerbaïdjan, la contrainte est différente. Il faut mentionner les problèmes internes de l'Iran, notamment la question de la minorité azérie. Il y a aujourd'hui davantage d'Azéris en Iran qu'en Azerbaïdjan même : environ une vingtaine de millions en Iran contre une dizaine de millions en Azerbaïdjan. La question séparatiste existe depuis longtemps et demeure une source de tensions. Il s'agit probablement de la minorité la plus active et la plus difficile à gérer pour l'Iran. Si l'Iran frappait l'Azerbaïdjan, cela pourrait raviver ce problème.

Une autre raison est que l'Azerbaïdjan constitue le principal couloir terrestre reliant l'Iran à la Russie. En cas de réception de matériel militaire par voie terrestre - en complément de la voie maritime par la mer Caspienne - le transit passe nécessairement par l'Azerbaïdjan. Il n'y a donc pas d'intérêt stratégique à l'attaquer actuellement. Il est également possible que l'Iran soit limité en termes de stock de missiles. De nombreux observateurs évoquent plusieurs centaines de missiles accumulés, mais la situation actuelle ne permet pas de renouveler rapidement ces stocks. À l'intensité actuelle des frappes, ces réserves correspondraient à deux ou trois semaines d'opérations. L'Iran ne peut donc pas frapper l'ensemble des pays environnants. Par ailleurs, l'Azerbaïdjan ne dispose pas de base militaire américaine sur son sol, ce qui ne fournit pas de justification immédiate pour une attaque iranienne.

- Le rôle des Pasdarans (le Corps des Gardiens de la Révolution) au Liban signale-t-il une perte d'autonomie du Hezbollah ou une recentralisation stratégique iranienne ? Les frappes israéliennes contre la direction du Hezbollah au coeur de cette guerre traduisent-elles une stratégie qui aurait pour but d'éliminer le Hezbollah et le Hamas ?

Dov Zerah : Oui, cela fait plus d'un mois que les gardiens de la révolution ont débarqué au Liban pour reprendre en main le Hezbollah. Cela explique la récente élimination ciblée de Reza Khaazaï, chef d'état-major de la force Al Qods au pays du cèdre. Oui, c'est effectivement le but de ces frappes israéliennes. L'Iran a commis l'erreur d'attaquer Israël par « l'intermédiaire du Hezbollah », et de donner à Israël le prétexte désarmer le mouvement terroriste, ce qui n'a pu être obtenu par l'armée libanaise comme prévu dans l'accord de cessez le feu du 27 novembre 2024. Israël a décidé d'appeler 100 000 réservistes. Avec une invitation quasi officielle des autorités libanaises, Tsahal est entrée au Sud Liban, a pris position dans des endroits stratégiques d'un point de vue topographique, a opéré d'importantes frappes à Beyrouth dans le quartier du Hezbollah ... Aujourd'hui, après le non-respect de la résolution 1701 et du dernier cessez le feu, Jérusalem ne s'arrêtera pas et cherchera à sécuriser durablement ses villes et villages de la Haute Galilée. Après le Hezbollah, il est vraisemblable que ce sera au tour du Hamas qui n'a toujours pas accepté son désarmement prévu avec le cessez le feu.

- Le chef d'Etat-major israélien s'est dernièrement entretenu avec plusieurs homologues militaires arabes. Israël est-il en train de transformer la confrontation avec la pieuvre iranienne en opportunité pour structurer une architecture sécuritaire régionale incluant plusieurs États arabes ?

Dov Zerah : C'est précisément ce qui est en train de se produire. Ce que les États arabes ne souhaitaient pas, à savoir un Israël dominant, devient une réalité. La géopolitique du Proche Orient est en train d'être redessinée. La stratégie iranienne de frapper tous azimuts a fait voler en éclats de nombreux tabous vis-à-vis d'Israël. Nous ne sommes qu'au début de changements stratégiques radicaux au Proche Orient. Alors que le Hamas avait déclenché le pogrom du 7 octobre pour empêcher le rapprochement entre l'Arabie saoudite et Israël ; deux ans et demi plus tard, les deux pays se retrouvent dans une situation d'alliance militaire, sans même avoir eu besoin de signer un document. En plus de Ryad, se retrouvent dans cette alliance militaire Doha, Beyrouth... et peut être le Koweït, ennemi irréductible d'Israël ! La crise iranienne conduit les États-Unis à reconnaître implicitement qu'ils auraient peut-être dû frapper la Corée du Nord par le passé, même si la situation était plus complexe en raison de la proximité de la Chine et de la Russie. Il ne fallait en tout cas pas laisser l'Iran accéder à l'arme nucléaire. Sans cela, l'ensemble du Moyen-Orient aurait pu se retrouver sous son influence.

- En quoi le conflit en Iran permet de constater l'effondrement de l'axe Moscou - Téhéran ? Ce non-engagement russe affecte-t-il la crédibilité de Moscou auprès d'acteurs comme la Chine ou la Corée du Nord ?

Dov Zerah : Au-delà de l'axe Moscou-Téhéran, il est possible de faire un parallèle entre la chute de la « mollahcratie » et celle de l'Union soviétique. Cela fait quarante ans que les Iraniens vivent sous une dictature

islamiste alimentant le terrorisme de par le monde. La liste des attentats commandités par Téhéran est tellement longue que l'effondrement du régime satisferait de nombreux pays. Nous assistons au retour en force des États-Unis, avec Israël en première ligne. L'oncle Sam est en train de redevenir le boss du Proche Orient. **Viatcheslav Avioutskii** : L'existence de cet axe stratégique entre Téhéran et Moscou est souvent exagérée. Toutefois, il faut examiner attentivement les accords conclus entre l'Iran et la Fédération de Russie, qui évoquent une coopération militaire et annoncent des livraisons d'armes. Globalement, les engagements prévus en cas d'agression directe de l'un des pays signataires - la Russie ou l'Iran - restent très limités. Ni l'Iran ni la Russie ne s'engagent à intervenir directement. Dans l'accord signé entre l'Iran et la Fédération de Russie, il est stipulé que chaque signataire s'engage à ne pas aider la partie ayant attaqué l'autre signataire. Nous sommes donc très loin d'un format d'alliance réciproque contraignante. Une intervention militaire directe n'était pas prévue par cet accord. La Russie n'aide ni les États-Unis ni l'État d'Israël dans cette attaque, ce qui est exact. En revanche, il n'est pas prévu qu'elle fournisse immédiatement des armes, qu'elle envoie un contingent militaire pour soutenir l'Iran ou qu'elle brandisse une menace nucléaire. Rien de cela n'est inscrit dans l'accord. Lorsqu'on parle d'alliance militaire, il faut toujours considérer les intérêts nationaux des deux pays. Or, les intérêts nationaux de la Fédération de Russie et de l'Iran divergent fortement. Le seul point commun réside dans leur opposition aux États-Unis. La place de l'État d'Israël diffère dans la politique étrangère russe et iranienne. Les autorités iraniennes appellent à la destruction de l'État d'Israël par tous les moyens disponibles. La Fédération de Russie n'a jamais adopté une telle position et n'a pas manifesté d'hostilité systématique à l'égard d'Israël. Depuis le rétablissement des relations diplomatiques avec Tel-Aviv à la fin des années 1980, la Russie a maintenu une position d'équilibre entre la cause palestinienne et l'État d'Israël. Il convient de rappeler qu'environ 20 % des citoyens israéliens sont nés soit en Russie, soit dans une autre république soviétique, et qu'ils sont russophones. L'État d'Israël a également adopté une attitude particulière vis-à-vis de la Russie, notamment dans le conflit avec l'Ukraine, en ne s'alignant pas totalement sur les critiques et les accusations formulées par l'Occident à l'époque. Si l'Iran bombarde actuellement le territoire de l'État d'Israël, il est hors de question pour la Russie de participer à ce type d'opérations visant des populations avec lesquelles elle entretient des liens historiques et humains étroits, ainsi qu'une relation diplomatique suivie.

- L'expérience acquise par l'Ukraine en matière de défense anti-drone et anti-missile constitue-t-elle un nouvel actif géopolitique exportable au Moyen-Orient ? L'Ukraine peut-elle capitaliser diplomatiquement sur son expertise technologique de défense ? **Viatcheslav Avioutskii** : Certains pays du Golfe, qui possèdent des systèmes antiaériens très sophistiqués - notamment des systèmes Patriot achetés aux États-Unis, les seuls fabricants de ces équipements - les ont acquis depuis de nombreuses années en raison de la menace iranienne déjà identifiée. Cependant, posséder ces systèmes est une chose ; les maîtriser en est une autre. Selon certaines informations, les équipes sur place ne seraient pas suffisamment formées et leur utilisation de ces systèmes ne serait pas optimale. Des rumeurs ont également circulé au sujet d'un avion F-15 qui aurait été abattu au Koweït. D'autres informations évoquent même plusieurs appareils américains touchés dans la même zone. Il serait question de tirs amis. Il est possible que les opérateurs locaux ne disposent ni d'une formation suffisante ni de l'expérience nécessaire pour exploiter correctement ces systèmes, ce qui augmente le risque d'[erreurs](#). Par ailleurs, des informations récentes indiquent que la Grande-Bretagne aurait décidé de s'impliquer en formant du personnel pour l'exploitation de ces systèmes. Elle envisagerait également de faire appel à des spécialistes ukrainiens, qui possèdent une expertise des systèmes Patriot et une expérience approfondie de la lutte antidrones. Il a été constaté que les Iraniens

utilisent massivement des [drones](#) et que, malgré la supériorité technologique des États-Unis, de l'État d'Israël ainsi que des armées des pays du Golfe, ces dernières demeurent relativement vulnérables face à ces engins, dont le nombre peut largement dépasser leurs capacités d'interception. Cela concerne l'utilisation des drones intercepteurs, un domaine dans lequel les Ukrainiens ont aujourd'hui atteint un niveau très élevé. Jusqu'à un tiers des drones seraient déjà interceptés par ces drones intercepteurs dans le cadre de la guerre en Ukraine, ce qui constitue un chiffre significatif. Il est donc probable que ce type de dispositif soit utilisé dans la région. Concernant la dynamique du conflit, celui-ci pourrait durer environ quatre semaines au minimum, selon les déclarations des dirigeants américains et israéliens. Durant cette période, les pays du Golfe, ainsi que l'armée américaine et l'armée israélienne, auront besoin de ce [soutien](#) technologique. Il convient de rappeler qu'aujourd'hui, sur le continent européen, si l'on se limite aux pays partenaires de l'OTAN, l'Ukraine dispose à la fois de l'armée la plus nombreuse - ce qui est logique pour un pays en guerre - et de l'armée la plus expérimentée, notamment en matière de lutte antiaérienne et antidrones. Il y a environ deux semaines, les Ukrainiens ont participé à des manœuvres dans un pays balte. Il s'agissait d'un exercice stratégique au cours duquel ils ont utilisé leurs drones, démontrant ainsi la supériorité technologique de ces équipements face aux armées de l'OTAN et mettant en évidence la vulnérabilité de ces dernières face à cette nouvelle arme. Le fait que les Ukrainiens aient été invités à participer, malgré la situation particulièrement tendue en Ukraine, notamment sur le plan de la défense antiaérienne, témoigne de l'importance de leur expertise.

- La Chine n'est-elle pas la grande perdante de cette guerre ? La dépendance énergétique de la Chine vis-à-vis de fournisseurs sous sanctions (le Venezuela et l'Iran, qui est le 2e plus grand fournisseur de Pékin) constitue-t-elle une vulnérabilité stratégique majeure ? Une déstabilisation prolongée des exportations énergétiques iraniennes affecterait-elle significativement la sécurité énergétique de Pékin ?

Dov Zerah : Le grand perdant de cette guerre est la Chine. Au-delà de la question du nucléaire ou des capacités balistiques iraniennes - qui montrent qu'ils sont capables de déstabiliser de nombreuses régions -, Donald Trump s'est engagé dans une stratégie assez étonnante au cœur de ce conflit avec l'Iran comme un joueur de poker. Il joue en réalité au jeu de go. Concernant le Venezuela, il est possible de se demander pourquoi le président américain s'y est intéressé. En réalité, il s'agissait d'empêcher la Chine d'y sécuriser l'accès au pétrole. Avec l'Iran, c'est la même logique. Prochainement, des pays africains seront concernés par une implication américaine visant à éviter qu'ils ne vendent leur pétrole à la Chine. Il existe une stratégie d'encerclement de la Chine, visant à affaiblir son économie et, surtout, son accès aux matières premières. Sans cette grille de lecture, il est difficile de comprendre la situation au Venezuela ou l'intérêt porté par Donald Trump aux chrétiens du Nigeria il y a quelques mois, à la suite des frappes américaines. L'enjeu était le contrôle du pétrole nigérian dans ce cas précis. L'administration américaine est entrée dans une rivalité stratégique avec la Chine. Elle ne l'affiche pas explicitement, mais la logique est celle d'une partie de go : placer progressivement des pions autour du centre chinois afin de l'encercler et de le contenir.

Jean-Pierre Favennec : Du point de vue énergétique, le système chinois repose essentiellement sur le charbon, qui représente environ 80 % de la production d'électricité, même si cette part diminue progressivement. La Chine développe le nucléaire, l'hydraulique et surtout les énergies renouvelables, notamment le solaire et l'éolien, afin de limiter la pollution. Par ailleurs, la Chine a encore besoin de pétrole et de gaz. Le pétrole sert en partie à produire de l'essence et du gazole. Toutefois, la Chine s'est engagée de manière très importante dans le développement des véhicules électriques. Des villes comme Shanghai, par exemple, n'autorisent désormais que les véhicules électriques pour des raisons de [pollution](#). Les besoins en carburants diminuent donc, mais la Chine

continue d'importer des quantités massives de pétrole. Ce pétrole provient de différents pays : un peu du Venezuela, bien que cela reste limité ; une part importante de Russie, notamment depuis les sanctions européennes et américaines, qui ont redirigé une grande partie des exportations russes vers la Chine ; et également de l'Iran. Les importations iraniennes représentaient entre un et deux millions de barils par jour. Cela ne constitue qu'une fraction des importations chinoises, mais cette quantité demeure significative. Concernant le gaz, la Chine en importe notamment depuis le Qatar. La Chine importe du pétrole du Venezuela, de Russie et d'Iran, ainsi que du gaz, en particulier du Qatar. Elle est donc, dans une certaine mesure, exposée à des menaces sur ses approvisionnements énergétiques. - **Les États-Unis cherchent-ils indirectement à contraindre la Chine par la pression exercée sur ses fournisseurs énergétiques ? Assiste-t-on à une logique d'encerclement stratégique comparable à une partie de go appliquée à la géo-économie ?** Dov Zerah : Après le Vénézuéla, Trump est en train de tarir une seconde source d'approvisionnement d'hydrocarbures pour la Chine. Au-delà du nucléaire, des balistiques et des proxis, cette opération en Iran s'inscrit dans la mise en place progressive d'une stratégie d'endiguement de la Chine. Washington pourrait essayer prochainement de contrôler un ou deux pays africains fournisseurs d'hydrocarbures de la Chine. Si la Chine rencontrait des difficultés d'approvisionnement en hydrocarbures nécessaires à son économie, celle-ci ralentirait inévitablement. À défaut, elle pourrait être tentée de s'engager dans une confrontation, à l'image du Japon en 1941. L'oncle Sam est en train de se métamorphoser de joueur de poker en joueur de go ! Il existe une stratégie d'encerclement de la Chine, visant à affaiblir son économie et, surtout, son accès aux matières premières. Cela doit être relié au rapprochement stratégique entre l'Inde et Israël, ainsi qu'à l'évolution du rôle du Pakistan en Afghanistan. Pourquoi Donald Trump insiste-t-il autant sur l'accord de paix qu'il aurait favorisé entre le Pakistan et l'Inde si ce n'est pour avoir des partenaires supplémentaires pour encercler la Chine. Le grand perdant de cette guerre est la Chine. Poutine pourrait tirer avantage de cette situation, en devenant pratiquement le seul fournisseur de pétrole et de gaz de la Chine, ce qui rééquilibrerait une relation qui s'est déséquilibrée avec l'aide chinoise dans le cadre de la guerre en Ukraine. L'administration américaine est entrée dans une rivalité stratégique avec la Chine. Elle ne l'affiche pas explicitement, mais la logique est celle d'une partie de go, consistant à placer progressivement des pions autour du centre chinois pour l'encercler et le contenir. **Jean-Pierre Favennec** : Effectivement, les États-Unis, en attaquant le Venezuela, qui est l'un des fournisseurs de la Chine, ainsi que l'Iran, qui est un autre fournisseur relativement important, placent la Chine dans une situation plus compliquée. Le blocage du détroit d'Ormuz aurait des conséquences majeures. Il limiterait, voire interdirait, les exportations de brut vers l'Asie. La Chine serait physiquement la plus affectée dans la mesure où elle dépend fortement des importations en provenance du golfe Persique pour ses approvisionnements. Toutefois, l'arrêt du passage du pétrole par le golfe Persique entraînerait une hausse significative des prix, qui toucherait l'ensemble des pays, y compris les États-Unis. Ce qui se produirait alors, c'est une augmentation du prix de l'essence aux États-Unis. Si le prix du pétrole augmente en raison des limitations d'exportation depuis le Golfe, l'ensemble du système pétrolier mondial sera affecté. On a observé récemment que le prix du pétrole, qui était de 60 dollars il y a deux ou trois semaines, est passé à 70 ou 72 dollars. Vendredi dernier, il a dépassé les 80 dollars. Il pourrait continuer à augmenter si les opérations militaires se prolongent. Cette hausse affecterait donc les prix partout, y compris aux États-Unis, où le consommateur supporte mal l'augmentation du prix de l'essence. Cela peut avoir des répercussions politiques. Les Israéliens et surtout les États-Unis auront donc intérêt à faire en sorte que le trafic à travers le détroit d'Ormuz reprenne normalement. À défaut, les conséquences seraient importantes pour la Chine, mais également, indirectement,

pour les États-Unis. - **La Chine dépend-elle fortement des acteurs pétroliers de la région et de l'accès au détroit d'Ormuz ?**Jean-Pierre Favennec : Autour du golfe Persique se trouvent cinq pays pétroliers importants : l'Iran, l'Irak, le Koweït, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Environ 20 % du pétrole produit et consommé dans le monde transite par le détroit d'Ormuz. Il s'agit donc d'un enjeu considérable. Effectivement, la Chine était le principal acheteur de brut iranien en raison des sanctions qui empêchaient l'Iran d'exporter ailleurs. Elle constituait donc son principal partenaire pétrolier. Plus largement, la Chine produit un peu de pétrole, mais elle en importe environ dix millions de barils par jour. Une partie provient de Russie, notamment par oléoducs, mais l'essentiel vient du Golfe. Cela explique les partenariats de la Chine non seulement avec l'Iran, mais aussi avec l'Arabie saoudite et d'autres pays de la région. Les importations chinoises de pétrole proviennent donc largement des pays du Golfe. La situation actuelle demeure incertaine. Il n'est pas clairement établi si le détroit d'Ormuz est effectivement bloqué ou s'il existe seulement des menaces ponctuelles. Certains responsables ont affirmé que le passage n'était pas officiellement bloqué. Toutefois, des attaques ont visé des pétroliers ou des navires transitant par le détroit d'Ormuz, ce qui dissuade certains bateaux d'y passer. La situation évoluera probablement dans le temps, mais une réduction du trafic dans le détroit pourrait mettre en péril l'approvisionnement chinois. Cela ne produirait pas d'effet immédiat, car la Chine a récemment profité de la baisse des prix du pétrole pour renforcer ses stocks stratégiques, à l'instar des pays européens. Elle dispose donc de réserves lui permettant de tenir un certain temps. Toutefois, si la situation se prolonge, des menaces sur l'approvisionnement énergétique chinois pourraient apparaître. - **La stratégie de Donald Trump au Moyen-Orient semble correspondre à une doctrine cohérente visant à réduire les vulnérabilités américaines en amont d'une confrontation systémique avec la Chine. Cherche-t-il à éviter les guerres interminables, comme en Irak, et à limiter le renforcement du complexe militaro-industriel ? En somme, cherche-t-il à supprimer les talons d'Achille stratégiques avant un affrontement majeur avec la Chine ?**Dov Zerah : Donald Trump prépare les États-Unis pour être en capacité de réagir à une éventuelle invasion de Taïwan, que les autorités chinoises évoquent régulièrement dans des discours et à travers diverses manœuvres. Plus généralement, les États-Unis cherchent une forme de réponse à la montée en puissance chinoise. Avec ce conflit en Iran, les États-Unis sont déjà dans l'Indo-Pacifique et sont sur les marches de l'empire chinois.

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

PARAPLUIE EUROPÉEN

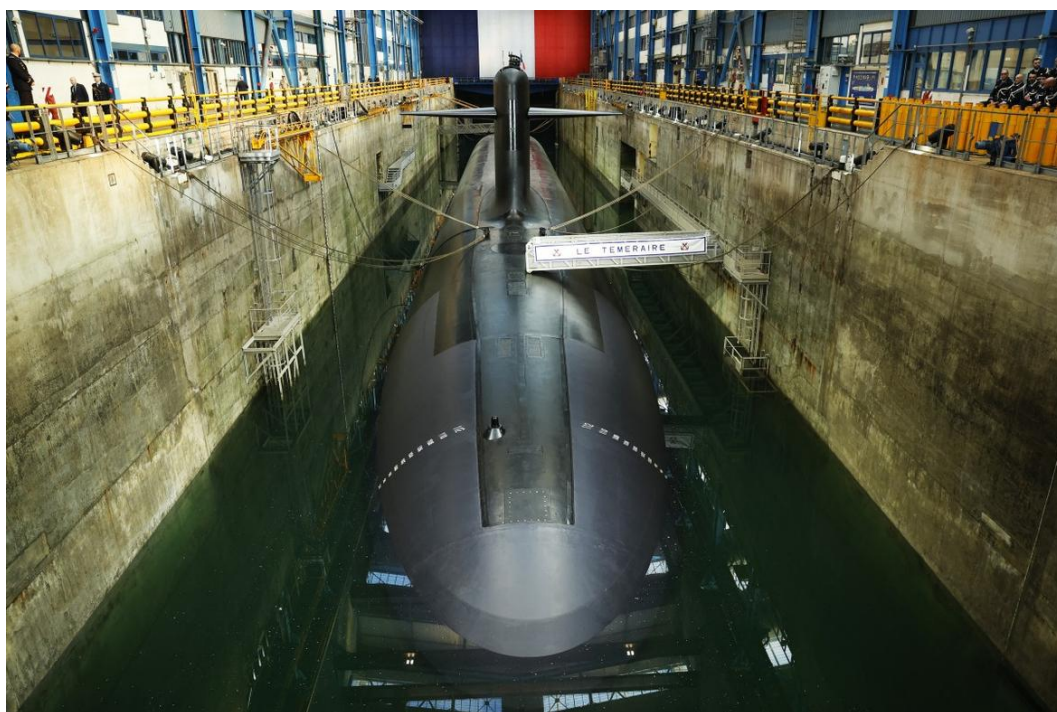
DISSUASION NUCLÉAIRE : EMMANUEL MACRON MET À JOUR LA DOCTRINE FRANÇAISE... OU PAS ?

À

l'Île Longue, Emmanuel Macron a revendiqué une « dissuasion avancée » à l'échelle européenne et annoncé un renforcement des capacités françaises. Malgré des évolutions sur les paramètres de cette dissuasion, le logiciel reste invariablement tel qu'il a été pensé à la base : gaulliste. Décryptage.



Jean Sylvestre Mongrenier



Atlantico : Le [président de la République](#), ce lundi à l'Île Longue, a mis à jour la politique française de dissuasion nucléaire, en déclarant notamment que la France allait augmenter le nombre de ses têtes nucléaires, mais aussi en annonçant « une dissuasion avancée » dans « la profondeur du continent européen ». Est-ce vraiment une avancée majeure, comme l'estiment certains observateurs ? Jean-Sylvestre Mongrenier : Comme le président de la République le rappelle dans son discours, l'accent mis sur la dimension européenne de la dissuasion nucléaire française explicite et prolonge ce que ses prédécesseurs, en remontant jusqu'au fondateur de la Ve République, avaient déjà affirmé. La dissuasion nucléaire française a été pensée, conçue et mise en œuvre dans le contexte de la Guerre froide. Il ne s'agissait pas de faire de la France un isolat géostratégique au sein d'une Europe

possiblement en guerre, mais de ne pas dépendre de la seule volonté américaine d'ouvrir ou non son « parapluie nucléaire » au bénéfice des alliés européens — à un moment où la doctrine américaine de la « riposte flexible », en lieu et place des « représailles massives », introduisait le doute chez ces derniers. Enfin, l'OTAN reconnaît l'apport des forces nucléaires françaises et britanniques à la dissuasion globale (Déclaration d'Ottawa, 1974). Pourtant, la participation de plusieurs pays européens (huit sont nommés, dont le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Grèce) aux exercices nucléaires français, ainsi que le possible déploiement d'avions Rafale armés de missiles ASMP sur des bases situées dans la « profondeur stratégique européenne », constituent bien une « avancée majeure », comme cela a été relevé. Ces pays participeraient au soutien logistique des opérations nucléaires (ouverture de bases, défense aérienne, ravitaillement en vol). À plus long terme, pourrait être envisagée une forme de « partage nucléaire », avec un système de double clé : des armes nucléaires françaises sur des avions allemands, polonais ou autres, la décision d'emploi demeurant nationale, comme c'est le cas aujourd'hui dans l'OTAN (Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Italie, Turquie). Mais nous n'en sommes pas là. **La France, l'Allemagne et le [Royaume-Uni](#) « vont travailler ensemble à des projets de missiles de très longue portée », a aussi déclaré Emmanuel Macron. Comment mettre en place de tels projets tout en assurant le maintien sans faille de notre propre souveraineté ?** La dissuasion est un tout : elle repose d'abord sur des moyens conventionnels, dont des systèmes de frappe dans la profondeur du théâtre stratégique (« projets de missiles de très longue portée »). La [guerre en Ukraine](#) montre l'importance de telles armes, et son déroulement témoigne du fait que le seuil de nucléarisation d'un conflit est plus élevé que ce qui était couramment admis. La Russie s'est vu infliger des frappes en profondeur sans envisager sérieusement, semble-t-il, que les dommages provoqués justifieraient des représailles nucléaires. L'Ukraine subit plus encore de telles frappes, mais la possibilité théorique d'une riposte nucléaire ne se pose pas dans son cas. On comprend dès lors l'importance de systèmes de frappe en profondeur afin de contrebalancer les moyens russes et d'éviter que la dissuasion nucléaire ne soit contournée. Quant à la conception et à la réalisation de telles armes dans le cadre d'une coopération européenne, plus ou moins large (trilatérale en l'occurrence), elles ne poseraient pas plus de problèmes de souveraineté que d'autres programmes d'équipements : avions, missiles ou systèmes antimissiles, par exemple. La souveraineté ne doit pas être confondue avec une stricte autosuffisance dans tous les secteurs et domaines — cela serait-il seulement possible ? Du reste, la France bénéficie d'un avantage comparatif en ces matières et doit être l'architecte de certaines de ces coopérations (voir, par exemple, le programme JEWEL d'alerte avancée dans l'espace). **Le discours semble aussi changer : Emmanuel Macron abandonne la notion de « dommages inacceptables » et de ciblage des « centres de pouvoir » au profit d'un nouveau critère plus vague. En cas de frappe française, l'ennemi ne devra pas pouvoir « se relever » ou « se remettre », affirme le chef de l'État. Est-ce un message pour Moscou et Pékin ?** Alors que les gesticulations nucléaires récurrentes de la Russie dans la guerre en Ukraine — et leur usage à des fins non pas de dissuasion mais de coercition (stratégie dite de « sanctuarisation agressive ») — tendent à banaliser la menace d'emploi des armes nucléaires, le président de la République insiste sur leur valeur dissuasive. La dissuasion repose sur un équilibre de la terreur : la seule perspective de dommages hors de proportion avec les enjeux politico-stratégiques doit inhiber l'agresseur potentiel et paralyser son action militaire. En somme, il s'agit de ne pas banaliser l'arme nucléaire au point d'en faire une arme comme les autres. **Pour autant, ce discours martial a semblé manquer de précision. Rester dans le flou fait-il aussi partie de la stratégie ? Cette mise à jour intervient sans débat au Parlement, à un an de la présidentielle. Peut-elle entrer en vigueur malgré ce calendrier politique ?** La dissuasion, dit-on, est une dialectique de

la certitude et de l'incertitude : certitude quant à l'efficacité de l'ensemble du dispositif, donc quant à la capacité d'infliger des dommages hors de proportion avec tout enjeu politico-stratégique ; incertitude quant aux circonstances militaires et au seuil de déclenchement d'une riposte nucléaire, afin de ne pas indiquer à un agresseur jusqu'où il pourrait aller sans encourir de risques majeurs. Le contraire pourrait l'inciter à prendre l'initiative d'une agression. Quant au calendrier politique, si chaque président prononce, à propos de la dissuasion nucléaire, un discours qu'il veut fondateur, celle-ci relève d'autres logiques et de rythmes de développement distincts de la succession des échéances électorales. Au demeurant, la mise en œuvre de certaines adaptations mentionnées dans le discours a déjà commencé. D'autres, précise le président de la République, s'inscriront dans la durée : « À l'image de ce que nous avons mis en place avec le Royaume-Uni, des organes d'échange, au niveau politique, vont être créés avec chacun de ces pays dès les prochains jours. Cela suppose un travail commun sur la menace et le renseignement, des [moyens](#) de communication spécifiques, une organisation, mais aussi une compréhension partagée des ressorts de l'escalade et de la manière d'y faire face, en particulier dans sa phase conventionnelle. » Il faut espérer que la dissuasion et une souveraineté bien comprise demeurent au-dessus des flots montants de la démagogie.

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

MODÈLE SOCIAL, CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE

RUPTURE CONVENTIONNELLE : IL FAUDRA BIEN UN JOUR RÉFORMER VRAIMENT L'ASSURANCE CHÔMAGE

La récente réduction de la durée d'indemnisation pour les salariés ayant conclu une rupture conventionnelle illustre une réalité plus profonde : l'assurance chômage française est devenue un système hybride, mêlant logique assurantielle, redistribution et objectifs budgétaires, sans que ces logiques soient clairement articulées. Pour la pérenniser, une réforme structurelle s'impose, plutôt que des ajustements paramétriques.



Christophe Daunique



La semaine dernière, un accord sur l'assurance-chômage a été trouvé entre les organisations patronales et une partie des syndicats pour réduire la durée d'indemnisation des salariés ayant conclu une rupture conventionnelle. Si le texte est validé, la durée maximale d'indemnisation passerait de 18 à 15 mois pour les moins de 55 ans, et serait également raccourcie pour les seniors, avec un mécanisme d'accompagnement renforcé et une possible prolongation conditionnelle pour les plus de 55 ans. L'objectif affiché est double : inciter au retour rapide à l'emploi et réaliser des économies qui atteindraient près d'un milliard d'euros en régime de croisière. Les partenaires sociaux entendent ainsi préserver l'outil des ruptures conventionnelles tout en corrigeant ses effets budgétaires. Encore une fois, le débat public va se

concentrer sur les paramètres de l'accord en oubliant l'essentiel, à savoir que l'assurance chômage ne fonctionne plus réellement comme une assurance. Elle combine aujourd'hui des logiques assurantielles, redistributives et budgétaires sans les distinguer clairement. Ce mélange produit des comportements rationnels mais inattendus, des tensions financières récurrentes et des réformes paramétriques successives qui n'en traitent que les symptômes. Pour rappel, l'assurance chômage repose sur des cotisations obligatoires élevées, prélevées sur le travail (cotisation employeur et CSG). Elles sont massivement mutualisées, sans individualisation significative du risque. Autrement dit, chacun cotise sans que sa contribution reflète précisément la probabilité de son propre chômage. À cette mutualisation large s'ajoute un déficit structurel récurrent. L'Unédic reste endettée malgré les réformes successives (environ 60 milliards d'euros en 2025). Les périodes de croissance n'ont pas permis un désendettement durable. Le système absorbe les chocs conjoncturels, mais il ne reconstitue pas ses marges. Les droits rechargeables renforcent cette logique. Un allocataire peut rouvrir ou prolonger des droits à la faveur d'emplois courts, ce qui allonge potentiellement la durée globale d'indemnisation. Ce mécanisme vise à sécuriser les trajectoires professionnelles discontinues, mais il accroît mécaniquement la dépense. Enfin, une partie des recettes du régime d'assurance chômage (environ 2,5 milliards en 2024) contribue indirectement au financement des retraites via la validation de trimestres pour la retraite pendant les périodes d'indemnisation. L'assurance chômage ne finance donc pas uniquement le risque de perte d'emploi ; elle participe aussi à des équilibres plus larges du système social. Or, une assurance doit théoriquement reposer sur des principes simples : • un risque involontaire clairement identifié ; • une cotisation proportionnée à ce risque ; • un lien lisible entre contribution et indemnisation. Dans le cadre actuel de l'assurance-chômage, ces principes ne sont pas respectés ce qui conduit rationnellement les assurés à arbitrer à leur niveau, et l'exemple le plus symptomatique de ce comportement est la rupture conventionnelle. Un assuré qui a cotisé pendant des années à un [régime](#) obligatoire cherchera naturellement à utiliser les droits ouverts lorsqu'une opportunité se présente. La rupture conventionnelle constitue précisément ce point d'entrée car elle permet de transformer une mobilité négociée en ouverture de droits à indemnisation. Beaucoup critiquent la dérive de ce dispositif au nom de principes moraux sans comprendre qu'il n'est un ajustement rationnel à un système hybride qui n'est plus purement assurantiel. Le nombre élevé de ruptures conventionnelles ne traduit pas une défaillance individuelle mais révèle une incohérence structurelle. Lorsque le dispositif permet une sortie négociée du contrat tout en ouvrant les mêmes droits qu'un licenciement subi, il est logique qu'il soit utilisé. Le projet d'accord tente de corriger les excès du dispositif en réduisant la durée d'indemnisation. Il restreint donc la fenêtre de récupération de valeur, mais il ne modifie ni la nature hybride du régime, ni le lien flou entre cotisation et droit, ni les flux croisés avec d'autres branches. Encore une fois ce n'est qu'un ajustement paramétrique qui ne touche pas à la structure. De fait, l'assurance [chômage](#) ne devrait pas être à la fois : • un outil de gestion des ressources humaines destiné à fluidifier les restructurations ; • un mécanisme de retraite anticipée pour des salariés en fin de carrière ; • un amortisseur universel de toutes les transitions professionnelles ; Si l'on voulait réellement sortir de cette ambiguïté par le haut, trois options cohérentes existent : • Revenir à une logique assurantielle stricte, avec un périmètre clarifié et un lien resserré entre événement réellement subi, cotisation versée et indemnisation perçue. • Basculer vers une logique de compte personnel, dans laquelle chacun accumule des droits proportionnels à sa contribution, la solidarité étant assurée par un mécanisme distinct et explicitement redistributif. • Assumer que le risque de transition professionnelle relève d'abord de la responsabilité individuelle, l'intervention collective se limitant à des situations de vulnérabilité clairement

identifiées. Ces trois options sont différentes, mais elles ont pour point commun de mettre fin à l'ambiguïté actuelle qui produit des tensions récurrentes et des ajustements paramétriques successifs. Enfin, au-delà de ce projet d'accord, la question se pose de savoir si une réforme structurelle a du sens en période de polycrises, alors même que le chômage repart à la hausse et que les incertitudes économiques s'accumulent. La [réalité](#) est qu'il est difficile d'identifier un bon moment pour corriger un système hybride. Les périodes de stabilité prolongée ont précisément permis l'accumulation des ambiguïtés actuelles, faute de contrainte financière suffisamment forte. Un système assurantiel cohérent peut être ajusté à la marge en toute conjoncture, parce que ses règles sont claires et que ses objectifs sont hiérarchisés. Une modification de durée ou de cotisation y apparaît comme un ajustement technique. En revanche, un système hybride, devient instable dès que la croissance ralentit. Chaque tension budgétaire réactive des conflits latents : entre assurance et redistribution, entre mobilité choisie et chômage subi, entre solidarité et responsabilité individuelle. Une réforme véritablement structurelle interviendrait, par définition, dans un contexte difficile. Si elle vise explicitement à restaurer un équilibre financier ou à redéfinir le périmètre des droits, elle produira des ajustements réels et certains y perdront à court terme. De plus, si l'objectif est budgétaire, l'effet pourra être temporairement pro-cyclique. C'est précisément pour cette raison que ces réformes sont souvent différées. Paradoxalement, c'est souvent dans les périodes de tension que la clarification devient possible, non parce qu'elles rendent la réforme plus facile, mais parce qu'elles rendent l'ambiguïté moins soutenable. Plaider pour une réforme structurelle dans ces conditions revient à considérer que le [coût](#) de l'indétermination permanente est supérieur aux coûts de la réforme.

Or l'historique des vingt dernières années est éclairant. Chaque réforme a modifié des paramètres mais aucune n'a véritablement stabilisé le financement ni clarifié la nature du régime. Par conséquent, une solution systémique semble s'imposer comme une nécessaire clarification structurelle.

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

ERREMENTS STRATÉGIQUES

GUERRE AU MOYEN-ORIENT : CETTE FLAMBÉE DES PRIX DE L'ÉNERGIE QUE LA FRANCE VA SUBIR ALORS QU'ELLE AURAIT PARFAITEMENT PU ÊTRE MAÎTRISÉE

La guerre avec l'Iran et le blocage du détroit d'Ormuz font flamber les prix du pétrole et du gaz, menaçant de propulser le litre d'essence vers les deux euros et de raviver l'inflation en Europe. Si les marchés intègrent déjà une prime de risque majeure, la vulnérabilité européenne ne tient pas seulement au conflit mais d'une série d'erreurs stratégiques et politiques. Décryptage.



Jean-Pierre Favenec et Philippe Charlez



Atlantico : La guerre avec l'Iran fait flamber les cours du pétrole en raison des risques pesant sur l'offre mondiale et sur des routes stratégiques comme le détroit d'Ormuz. Cette crise se répercute immédiatement sur les prix à la pompe, les coûts

industriels et l'inflation. Pourquoi les Européens vont-ils payer plus cher leur énergie (pétrole, gaz, électricité, GNL) à cause de la guerre en Iran ? Quelle pourrait être l'étendue de la flambée des prix du pétrole et quelles seront les tendances à venir sur la hausse des tarifs du pétrole, du gaz et de l'électricité ? **Jean-Pierre Favennec** : La crise en Iran va impacter les tarifs de l'énergie. Le cours du baril de Brent se situe actuellement aux alentours de 80 - 82 dollars pour le pétrole. Le prix du pétrole était à seulement 60 dollars il y a quelques semaines, en raison d'une production abondante et d'une demande relativement atone. Au mois de juin de l'année dernière, lors de la guerre des douze jours entre Israël et l'Iran, le prix du pétrole était monté à 65 - 70 dollars avant de rapidement retomber à 60 dollars. Avec les menaces, les déplacements de troupes et de porte-avions, notamment de la part de Trump, le prix du pétrole est remonté vers 65 dollars, puis à 70 dollars vendredi dernier, juste avant le début de l'intervention américaine et israélienne. Dès lundi, il est monté à 80 dollars et n'a pas beaucoup bougé depuis, ce qui est surprenant, dans la mesure où le détroit d'Ormuz est bloqué. Pendant la guerre Iran-Irak, entre 1980 et 1988, il y a eu des moments de pseudo-blocage du détroit d'Ormuz, sans conséquences majeures. Aujourd'hui, c'est un véritable blocage. Au sein de l'industrie pétrolière, cette hypothèse a souvent été évoquée et redoutée. Avec le blocage du détroit d'Ormuz, certains spécialistes pensaient que le prix du pétrole pourrait atteindre des niveaux stratosphériques. Actuellement, le prix du baril est à 80 dollars. Il restera probablement à ce niveau tant que des menaces pèseront sur le détroit d'Ormuz, et il pourrait même monter un peu plus. Le dernier pic remonte à la guerre en Ukraine. Le prix du pétrole est monté à 100 dollars et a atteint un sommet à 120 dollars par baril, lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Si les Iraniens bloquent réellement le détroit, les Occidentaux feront tout pour le débloquent, car cette situation n'est pas acceptable. Si le détroit d'Ormuz reste bloqué, le prix du pétrole augmentera. Comme le marché est mondial, ce n'est pas parce qu'il y a beaucoup de pétrole aux États-Unis qu'il y sera moins cher : il sera au même prix. Cela signifie que le prix de l'essence sera aussi très élevé aux États-Unis. Or, le prix de l'essence est fondamental pour le consommateur américain. Il faut savoir que les États-Unis représentent environ la moitié de l'essence consommée dans le monde. Lorsque deux litres d'essence sont vendus dans le monde, un litre l'est aux États-Unis. Ce sont donc de très gros consommateurs. Des élections de midterms sont prévues en novembre, et si le prix de l'essence est très élevé à ce moment-là, cela pourrait être défavorable à Donald Trump. Concernant le gaz, historiquement, son prix était lié à celui du pétrole. Dans les anciens contrats de vente de gaz, il existait une indexation directe sur le prix du pétrole. En Europe, il y a eu une forte hausse du prix du gaz lundi. Il existe trois grandes références pour le marché du gaz : le Henry Hub aux États-Unis, le TTF situé aux Pays-Bas pour l'Europe, et le JKM (Japan Korea Marker) pour le marché asiatique. Ce sont des marchés de référence où les prix se forment sur le marché spot, un peu comme pour le brut. Aujourd'hui, le prix du gaz n'a pas beaucoup bougé aux États-Unis. Il est autour de 3 dollars par million de BTU au Henry Hub, dans le sud des États-Unis. **Philippe Charlez** : Depuis la mi-janvier 2026, les marchés avaient anticipé une possible intervention israélo-américaine a alors suffi à crispier les marchés. En un mois et demi le Brent s'est renchéri de plus de 20%. Une hausse qui ne reflète aucune perturbation effective des approvisionnements mais l'envolée de la prime de risque. L'attaque du 1er mars révèle une réalité autrement brutale pour un régime iranien exsangue. L'objectif de ses adversaires n'est plus de neutraliser un risque nucléaire mais de provoquer un changement de régime. Or l'histoire nous montre qu'un régime totalitaire acculé choisit généralement la fuite en avant, quitte à embraser toute une région – voire au-delà. Même si son sort militaire semble scellé, la République Islamique d'Iran ne se rendra pas. Au contraire, elle cherchera à semer la terreur dans la région en a ses voisins et même, si possible, au monde entier le

maximum de dégâts collatéraux. D'autant que leur capacité de nuisance est immense. Avec le détroit d'Ormuz, l'Iran dispose d'un redoutable joker redoutable : 20% du pétrole mondial mais aussi 20% du gaz naturel liquéfié y transitent chaque jour. Sans aucune hésitation les Mollahs ont décidé de le bloquer dès le second jour du conflit, menaçant de représailles tout pétrolier qui s'y risquerait. Pour bloquer le détroit à plus long terme, il suffit à la République Islamique d'y disperser quelques centaines de mines navales flottantes. La circulation des pétroliers et des méthaniers deviendrait alors impossible pour plusieurs semaines voire pour plusieurs mois. Les réactions brutales des marchés semblent intégrer progressivement ce scénario catastrophe. Le pétrole qui clôturait ce mardi à 83 dollars alors que le prix du gaz européen s'est renchéri de 70%. Rappelons qu'un différentiel de dix dollars sur le baril impacte d'environ 6,5 centimes le litre de carburant. Le litre de SP95, à 1,6 € appartient désormais au passé. A 83 dollars, il approche 1,80 € tandis qu'à 100 dollars - très possible dans les prochains jours- il flirtera avec les 1,90 €. Les 2 euros fatidiques ne sont donc plus très loin ! Et encore nous bénéficions pour l'instant d'un euro fort qui amoindrit un peu la note. Mais rappelons-nous aussi l'été 2022 ! Le gaz, en tant que source marginale, impacte directement le prix de l'électricité sur l'ensemble des marchés européens. S'il est encore trop tôt pour parler d'un scénario similaire à e 2022, le marché de l'électricité est déjà fortement inflationniste avec des prix atteignant 300 €/MWh en fin de journée en Allemagne. Un signe inquiétant de ce qui pourrait se profiler dans les semaines à venir. Si le conflit perdure, la note sera une nouvelle fois salée pour les consommateurs et les entreprises. En revanche, les États-Unis, devenus à la fois exportateurs de pétrole et de gaz, resteront bien au chaud sous leur « édredon gaz et pétroles de schistes ». Un gaz que Trump se fera un plaisir de livrer à l'Europe...au prix fort. Pas si fou le grand Donald !-

Les pays de l'Union européenne ont-ils commis des erreurs stratégiques majeures qui expliquent que l'UE "paie" aujourd'hui plus cher la crise iranienne ? Quelles sont les principales explications de cette vulnérabilité structurelle de l'UE en matière énergétique et de notre manque d'autonomie stratégique ?

Philippe Charlez : La vulnérabilité de l'Europe au gaz et au pétrole n'est pas nouvelle. Depuis le premier choc pétrolier, toutes les crises internationales qui ont provoqué des flambées du pétrole et du gaz ont fortement affecté les économies européennes. Dans les années 1970 et 1980 la France y avait remarquablement réagi en développant le nucléaire. Cela lui avait octroyé une part importante de souveraineté énergétique. Sans y renoncer comme la Belgique ou l'Allemagne, cet avantage s'est progressivement réduit avec un parc certes toujours très important mais aujourd'hui vieillissant. La France garde toutefois un avantage comparatif par rapport à ses voisins en y exportant massivement son électricité nucléaire. L'expérience montre que l'Allemagne qui pour sortir du charbon et du nucléaire s'est engouffrée dans le gaz et les énergies renouvelables a fait des choix catastrophiques. Privée du gaz Russe bon marché après 2022, elle importe aujourd'hui massivement et à grands frais du GNL américain et Qatari, un GNL qui risque d'atteindre à nouveau des prix stratosphériques impactant des prix de l'électricité qui sont déjà les plus élevés d'Europe. Son industrie est en train de mourir à petit feu notamment la chimie et l'automobile deux de ses fleurons historiques. Cette crise pourrait leur porter un coup fatal. Le gaz et les renouvelables étaient les mauvais choix. Ceux de la France (le nucléaire et l'hydroélectricité) étaient les bons. Au niveau européen, le Green Deal n'est qu'une déclinaison de l'Energiewende. Son application rigide est en train de suicider l'Europe sur l'autel de la vertu climatique notamment son industrie automobile et ses 15 millions d'emplois. Les 20 milliards de pertes de Stellantis en 2025 en est la triste illustration.

Jean-Pierre Favennec : Concernant les choix stratégiques et les décisions prises, il faut peut-être faire une distinction entre l'Europe et les États membres. En matière énergétique, les pays européens restent maîtres de leur stratégie. Il n'existe pas de véritable stratégie commune au niveau de

l'Union européenne. La France dépend essentiellement du nucléaire et cela reste vrai aujourd'hui. L'Allemagne, par le passé, a privilégié le gaz russe, puis les renouvelables, avec la fameuse stratégie dite "energiewende" qui consistait à implanter massivement des éoliennes en mer du Nord et des panneaux solaires dans le Sud, notamment en Bavière. Le problème est que cette politique a constitué, d'un certain point de vue, une véritable catastrophe. Si l'on se limite à l'exemple allemand, il est possible de parler de fiasco. Lorsque le vent souffle fort et que l'ensoleillement est important, les éoliennes et les panneaux solaires produisent plus d'électricité que nécessaire. Cela déstabilise le réseau européen, car l'électricité excédentaire doit être évacuée vers les pays voisins. À l'inverse, lorsqu'il n'y a pas de vent et qu'il fait nuit, il faut recourir à des capacités de secours. En Allemagne, cette partie est assurée par le charbon, ce qui constitue une contradiction majeure au regard des objectifs climatiques. D'autres pays ont adopté des stratégies différentes. L'Espagne s'est fortement tournée vers les renouvelables, l'éolien et le solaire. Cette dépendance a sans doute contribué à la panne générale du mois d'avril. Le pays est d'ailleurs récemment passé près d'un nouvel incident majeur. Le problème fondamental de l'Europe est l'absence de ressources énergétiques significatives. Il n'y a ni pétrole ni gaz en quantités suffisantes, et seulement un peu de charbon. Les ressources énergétiques européennes sont très limitées comparées à celles des États-Unis, qui disposent de quantités considérables de gaz et d'importantes réserves de pétrole. Les États-Unis sont pratiquement autonomes sur le plan pétrolier. La situation est donc complètement différente. L'exemple du gaz est particulièrement révélateur. Aujourd'hui, le prix du gaz aux États-Unis est d'environ 3 dollars par million de BTU. En Europe, il est nettement plus élevé, autour de 10 dollars au minimum (avant la crise). La différence s'explique simplement. Le prix du gaz en Europe correspond au prix du gaz au départ des États-Unis, auquel il faut ajouter les frais de liquéfaction, de transport maritime, puis de regazéification à l'arrivée. Si l'on ajoute environ 3 dollars de liquéfaction, 1 dollar de transport et 1 dollar de regazéification aux 3 dollars de base, on atteint déjà 8 à 10 dollars. Lorsque l'Europe importait du gaz russe, elle le payait moins cher - autour de 5 ou 6 dollars. Cela ne constitue pas un argument en faveur de cette dépendance mais un constat économique. L'Europe ne disposant pas de gaz en quantité suffisante, elle doit l'importer, et cette importation a un coût élevé. Pour le pétrole, la situation est un peu différente. Les coûts de [transport](#) sont relativement faibles et le prix est globalement homogène à l'échelle mondiale. En revanche, pour l'électricité, la problématique devrait être différente, puisqu'elle est produite localement. En France, l'électricité ne devrait pas être particulièrement chère, puisque le pays repose largement sur un parc nucléaire historique construit principalement entre 1975 et 1990. La France ne dispose ni de pétrole ni de gaz en quantités significatives. La production pétrolière nationale n'a jamais couvert qu'environ 2 % de la demande et elle est aujourd'hui encore plus faible. Le gaz a été produit en très faible quantité, notamment à Lacq, mais ce gisement, découvert en 1954, est épuisé depuis une vingtaine d'années. La France ne dispose pas de ressources fossiles substantielles. Lors du choc pétrolier de 1973, en conséquence de la guerre du Kippour, les pays arabes décidèrent, via l'OPEP, d'augmenter le prix du pétrole pour soutenir l'effort militaire égyptien et syrien. Le baril passa de 3 à 10 dollars. C'est dans ce contexte qu'apparut en France la formule célèbre : « On n'a pas de pétrole, mais on a des idées. » Le plan Messmer fut lancé six mois après la guerre du Kippour d'octobre 1973, Pierre Messmer, alors Premier ministre de Georges Pompidou, lança en Conseil des ministres le programme nucléaire en mars 1974. En l'espace d'environ quinze ans, la France construisit près de 60 réacteurs nucléaires, à un rythme d'environ quatre par an. À titre de comparaison, la construction récente de l'EPR de Flamanville a nécessité quinze ans, avec des surcoûts importants. La décision du plan Messmer constitue la dernière grande décision de politique industrielle colbertiste d'un gouvernement français. Elle a

profondément transformé, et dans un sens positif, le système de production et de fourniture d'électricité. En 1997, à l'occasion d'un accord politique entre le gouvernement Jospin et les Verts, la décision a été prise d'arrêter le projet Superphénix. À cette époque, la France était pleinement engagée dans le nucléaire. Non seulement elle avait construit de nombreuses centrales, mais elle poursuivait également des travaux de recherche, notamment sur les réacteurs dits de quatrième génération, c'est-à-dire les réacteurs à neutrons rapides. Ces réacteurs présentent deux avantages majeurs. D'une part, ils offrent un bien meilleur rendement : avec les réacteurs classiques, on n'exploite qu'une très faible fraction de l'énergie contenue dans l'uranium, alors qu'avec les réacteurs à neutrons rapides, il est possible d'en utiliser l'essentiel. D'autre part, ils permettent de réutiliser une partie des déchets issus des réacteurs actuels à eau pressurisée, ce qui réduit considérablement le volume des déchets et les problèmes liés à leur stockage. Il y a eu un premier prototype, puis le réacteur Phénix, et enfin Superphénix, qui était connecté au réseau électrique. La décision d'y mettre fin a été politique. À mon sens, ce fut une erreur. Par la suite, la France a quelque peu délaissé le nucléaire. Une décision a même été prise de viser un mix composé de 50 % de nucléaire et 50 % de renouvelables, ce qui, à mes yeux, n'a pas beaucoup de sens. Le président actuel, Emmanuel Macron, a relancé le nucléaire en annonçant la construction de six nouveaux réacteurs à l'horizon 2035-2038. Cette orientation me paraît positive. Néanmoins, nous avons perdu beaucoup de temps. La France, qui était très en avance dans le domaine nucléaire, a vu cette avance s'éroder. Pendant ce temps, les Russes et les Chinois ont progressé dans les réacteurs à neutrons rapides. Les Russes ont d'ailleurs été les premiers à en mettre en service, et ils poursuivent leur développement dans ce domaine. L'erreur majeure, à mon [avis](#), a été d'abandonner le nucléaire au profit d'un pari excessif sur les renouvelables. Récemment, le projet de planification énergétique a été adopté par décret. Le gouvernement a sans doute estimé qu'un passage devant le Parlement aurait été difficile. Ce projet a au moins le mérite d'être plus réaliste que la première version, qui prévoyait des niveaux très élevés de consommation d'électricité et un développement massif des renouvelables, notamment de l'éolien en mer. Or, l'éolien en mer ne fonctionne pas toujours de manière satisfaisante, et l'éolien terrestre suscite de fortes réticences. Il faut donc, en France, relancer le nucléaire et développer les renouvelables de manière mesurée, en tenant compte des difficultés d'acceptabilité et des questions encore non résolues, notamment en matière de recyclage. Cela ne signifie pas que nous devons continuer à consommer du pétrole indéfiniment. Les priorités d'une politique énergétique moderne doivent être les économies d'énergie, le développement du nucléaire et un recours raisonné au solaire et aux renouvelables. Si l'on reste sur l'exemple français, des erreurs ont été commises pendant une vingtaine d'années, avec un quasi-arrêt de la recherche nucléaire. Une autre décision avec de lourdes conséquences a été prise en 2010 – 2011 : l'interdiction de toute recherche d'hydrocarbures en France. Nous continuons à consommer du pétrole et du gaz, mais nous refusons d'envisager leur production nationale. Il serait pourtant probablement possible d'exploiter des gisements, certes modestes, de gaz en France. Cependant, cette option est écartée, alors même que nous importons massivement du gaz liquéfié en provenance des États-Unis, issu en grande partie du gaz de schiste. En 2012, un forage offshore au large de la Guyane a révélé des indices de pétrole. Certains articles de presse ont alors évoqué la possibilité que la France devienne un producteur significatif, à hauteur de 400 000 à 500 000 barils par jour. Ces annonces étaient prématurées : les forages complémentaires ont montré une absence de continuité significative des gisements. Cependant, l'exploration a été interrompue rapidement par décision ministérielle. Il faut rappeler qu'en 2010, sous la présidence de [Nicolas Sarkozy](#), une loi a été adoptée interdisant la recherche et l'exploitation des hydrocarbures en France. En 2012, une ministre socialiste a également décidé de

mettre un terme aux forages en Guyane. Relancer l'exploration au large de la Guyane ne serait pas, en soi, absurde. Les pays voisins comme le Guyana (ancienne Guyane britannique), le Suriname (ancienne Guyane néerlandaise) ont connu des développements importants. Le Guyana est devenu un producteur majeur de pétrole après la découverte de nombreux gisements. Étant donné la présence de pétrole au Nord comme au Sud, vers le Brésil, il n'est pas illogique d'envisager un potentiel en Guyane française. Toutefois, cela se heurte au principe politique de ne pas exploiter d'hydrocarbures sur le territoire national. En mer du Nord, certains pays européens ont décidé de relancer l'exploration et la production du peu de pétrole et de gaz qu'il reste. Les Italiens ont également engagé des démarches en ce sens. La France, en revanche, s'y refuse. Dans l'Est de la France, des forages profonds sont envisagés à proximité d'anciens gisements de charbon afin de vérifier l'éventuelle génération d'hydrogène naturel. En revanche, l'exploitation du gaz peut-être présent dans ces mêmes formations reste interdite. Ces exemples illustrent une politique paradoxale. Il est surprenant de voir que l'on refuse certaines exploitations sur le territoire national tout en important des produits équivalents. A force de vouloir adopter une position extrêmement rigoureuse, la France se retrouve avec une industrie représentant environ 10 % du PIB, alors qu'en Allemagne, en Espagne ou en Italie, cette part se situe plutôt entre 15 % et 20 %. Si l'on souhaite réellement engager une réindustrialisation, il faut également se préoccuper de disposer de sources d'énergie compétitives. Cela reste toutefois un défi complexe.

- La politique du Pacte vert européen et les choix effectués par l'Allemagne après Fukushima ont-ils pénalisé le système énergétique européen, et en particulier celui de notre voisin allemand ?

Jean-Pierre Favennec :

Concernant l'Allemagne, la situation est particulièrement problématique. Sans vouloir accabler un pays déjà en difficulté, sa politique énergétique constitue un échec. Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'Allemagne a fermé ses dernières centrales nucléaires, quelques semaines ou mois seulement après le début du conflit. Cette décision a été lourde de conséquences. Elle s'inscrit dans la continuité du choix opéré après Fukushima, lorsque l'Allemagne, qui disposait d'un parc nucléaire conséquent, a décidé d'en sortir progressivement. En renonçant au nucléaire, l'Allemagne a continué à exploiter massivement le charbon. Des espaces ont été détruits pour permettre l'extension de mines à ciel ouvert. La politique *energiewende* a mobilisé des centaines de milliards d'euros pour développer les énergies renouvelables, sans aboutir à un système pleinement satisfaisant, y compris d'un point de vue écologique.

- Depuis deux ans, après la crise ukrainienne, on observe un début d'inflexion : réhabilitation partielle du nucléaire, assouplissement de certaines orientations du Green Deal, prise de conscience politique - y compris en Allemagne où des responsables ont reconnu des erreurs passées. Ces ajustements sont-ils suffisants pour "réarmer énergétiquement" l'Europe ou arrive-t-on trop tard face aux chocs géopolitiques à venir ?

Philippe Charlez : Le discours prononcé à Belfort en février 2022 par Emmanuel Macron est certes un tournant historique, une véritable prise de conscience que nous allions dans le mur. Les efforts français ont réhabilité le nucléaire qui n'est plus un gros mot même auprès de plus hostiles comme les Allemands et les Italiens. Dans les faits, cette prise de conscience tardive reste malheureusement sans beaucoup d'effets car l'idéologie climatique et les intérêts partisans dominent toujours la logique élémentaire. Ainsi la PPE3 qui n'est que la déclinaison française du Pacte Vert se donne des objectifs délirants tant en consommation d'énergie finale (incompatible toute possibilité de réindustrialisation) qu'en termes de décarbonation et donc de quantités d'énergies fossiles. Une telle programmation est purement décroissantiste. De même la nomination de Monique Barbut, ancienne directrice de l'ONG fondamentaliste WWF, au ministère de l'Ecologie en dit long sur la duplicité de la stratégie de l'exécutif. Il faudra attendre l'élection présidentielle pour peut-être observer des changements d'orientations. Ainsi, LR et le RN semblent vouloir arrêter

toute subventions aux renouvelables et revoir les objectifs du Green Deal. **Jean-Pierre Favennec** : L'Europe ne dispose ni de pétrole ni de gaz en quantités significatives. Peut-être pourrait-elle en produire davantage si l'exploitation du gaz n'avait pas été autant freinée. Il est vrai que la Commission européenne adopte une position très ferme contre les énergies fossiles, y compris le gaz naturel. Cette position me semble excessive. En 2012, l'Agence internationale de l'énergie avait qualifié le gaz de « combustible de transition » vers les énergies propres. Il est préférable de substituer le gaz au charbon ou au pétrole : sa combustion émet moins de gaz à effet de serre et ne produit pas les nombreux polluants associés aux autres combustibles fossiles. Sa principale limite reste précisément les émissions de gaz à effet de serre, mais elles sont moindres que celles du charbon ou du pétrole. La crise ukrainienne a néanmoins contraint l'Europe à revoir certaines orientations. Il faut rappeler que, pour le gaz, ce sont les Russes qui ont décidé d'interrompre les exportations vers l'Europe. Il ne s'agissait pas d'une décision européenne. En revanche, pour le pétrole, l'Union européenne a instauré un embargo sur le pétrole russe. Le gaz transitait par des gazoducs, sans alternative immédiate. En coupant les livraisons, la Russie a fortement perturbé l'économie européenne, ce qui a entraîné une hausse des prix. Pour le pétrole, la situation est différente : le transport maritime permet de rediriger plus facilement les flux. Un navire peut modifier sa destination, et les échanges mondiaux s'ajustent plus aisément. L'Allemagne avait particulièrement misé sur le gaz russe. Il faut replacer cela dans le contexte de la chute du mur de Berlin. Dans les années 1970, l'Europe, manquant de gaz, a conclu des contrats avec l'Algérie, la Libye et l'Union soviétique. Je garde en mémoire une photographie où Margaret Thatcher et François Mitterrand demandent à Ronald Reagan d'autoriser la construction de gazoducs reliant la Sibérie à l'Europe. Ces infrastructures nécessitaient des technologies américaines, d'où la nécessité d'un accord des États-Unis. Ronald Reagan s'y opposait, estimant que l'Europe risquait de se placer en situation de dépendance vis-à-vis d'un adversaire communiste. Après la chute du mur de Berlin, la perception a changé. On pensait que la Russie rejoignait durablement le concert des nations occidentales. Dans les années 2000, cette impression s'est renforcée. L'Allemagne a donc poursuivi et renforcé ses importations de gaz russe. Le chancelier Gerhard Schröder, après avoir quitté ses fonctions, a pris la tête des projets Nord Stream, travaillant étroitement avec Gazprom et Vladimir Poutine. Il existait alors une conviction largement partagée que la Russie était pleinement intégrée dans les relations économiques européennes. Avec le recul, cette analyse peut être considérée comme une erreur. La question de l'approvisionnement énergétique s'est trouvée profondément remise en cause. Indépendamment de cette dimension géopolitique, la politique énergétique allemande - notamment la stratégie de l'energiewende, a constitué un échec. Sous l'effet de la crise ukrainienne, plusieurs inflexions ont été engagées. La situation évolue dans un sens plus réaliste. Cependant, beaucoup de temps a été perdu. Dans le cas français, cela s'est traduit par une perte de savoir-faire et par l'affaiblissement de la capacité à construire rapidement de nouveaux réacteurs nucléaires. Il existe également une dimension d'acceptabilité sociale. Toute politique énergétique doit tenir compte de l'opinion publique. À mes yeux, sans nucléaire, il est difficile d'envisager un approvisionnement électrique stable. Il faut donc poursuivre les efforts pour garantir la pérennité de la puissance énergétique française, et cela passe nécessairement par le nucléaire.

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

ATTENTION CHUTE DE RÉGIME

DÉCAPITATION DU RÉGIME DES MOLLAHS OUI, INSTAURER LA DÉMOCRATIE PEUT-ÊTRE...: CE QU'IL FAUT SAVOIR POUR COMPRENDRE LA STRATÉGIE DE DONALD TRUMP EN IRAN

En multipliant les frappes ciblées contre les dignitaires iraniens, Washington et Tel-Aviv cherchent à fragiliser durablement l'architecture du pouvoir des mollahs. Mais si la stratégie militaire paraît cohérente, l'objectif politique demeure flou. Décryptage.



Emmanuel Razavi



Atlantico : Les Etats-Unis et Israël continuent de bombardier l'Iran en ciblant les dignitaires du régime, comme ce fut le cas ce mardi sur l'Assemblée des Experts à Quom, l'une des villes les plus religieuses du pays. C'est extrêmement déstabilisateur pour la survie du régime des mollahs. Emmanuel Razavi : oui les frappes sont très ciblées. Mais la mort de l'ayatollah Khamenei n'a rien réglé. C'était symbolique. Après la mort du guide suprême, un triumvirat a été immédiatement

nommé, qui comprend le président de la République islamique, un représentant du conseil de l'Assemblée des experts, et une troisième personne issue du comité d'un conseil consultatif pour la justice islamique. Ce triumvirat est en charge d'assurer la continuité des affaires, la continuité de l'État et la gestion des affaires courantes. Donc, pour déstabiliser durablement la République islamique d'Iran, il faut faire en sorte de tuer l'ensemble des successeurs et de réduire à néant l'ensemble des [institutions](#) qui peuvent fournir des successeurs, ne serait-ce que le triumvirat après la mort du guide [son successeur a été désigné ce mardi, ndlr].

Connaît-on le bilan des frappes sur Quom ? Le bilan ne m'a pas encore été confirmé. Mais quand bien même tous ces gens auraient réussi à échapper aux bombardements, ils ont compris une chose. Celui qui voudra remplacer [son prédécesseur, ndlr] sera tué désormais. Et en fait, tous les regards sont tournés maintenant vers le président de la République islamique.

Si l'action conjointe de Washington et de Tel Aviv, pour l'instant, semble cohérente en termes de cibles, il y a des choses un peu plus mystérieuses, notamment concernant les discussions qu'aurait Donald Trump avec des membres de l'opposition iranienne. Qu'est-ce que vous en savez ? J'ai appris de sources sûres que Trump allait s'appuyer sur les milices des minorités iraniennes kurdes, azéries, etc. Les Kurdes ont d'ailleurs demandé officiellement à Israël et aux [États-Unis](#) de leur fournir une couverture pendant leurs opérations. Ce sont des mouvements ethniques, régionaux, qui sont d'accord pour participer à un gouvernement de transition. Mais je ne suis pas certain que l'ensemble des Iraniens acceptent qu'il y ait juste les représentants ethniques et les milices ethniques qui décident de faire un coup de force. Il peut y avoir un accompagnement, bien sûr militaire, de la part des Américains et des Israéliens, mais aussi un accompagnement politique. C'est-à-dire qu'il faut reconnaître aussi qu'il y a une plateforme des oppositions qui existe, au sein desquelles œuvrent les mouvements ethniques qui ont des milices armées, ainsi que les [partis politiques](#) du centre-gauche, du centre-droite et des monarchistes constitutionnalistes, pour que cela ait un sens. Mais les informations que j'ai aujourd'hui c'est que la priorité de Trump, c'est le militaire pas la politique. Sauf qu'on risque d'aller vers une forme de déstabilisation au milieu du chaos.

Vous parlez de monarchistes. Justement au milieu de ce chaos, les observateurs constatent qu'entre Reza Pahlavi, le fils du dernier chah d'Iran, et l'administration américaine, la greffe ne prend pas. Pourquoi ? Je pense que l'administration américaine n'a pas pris la mesure de la complexité politique des oppositions iraniennes. Aujourd'hui, la personnalité préférée, la personnalité politique préférée des Iraniens, c'est Reza Pahlavi – ce n'est pas moi qui le dis – c'est l'Institut Gaman, qui analyse les tendances en Iran. Il y a eu 200 000 réactions sur Internet, puisque les sondages sont interdits en Iran. La réponse, était Reza Pahlavi était la personnalité politique préférée à 39 %. Je crois que Reza Pahlavi est une personnalité qui peut faire le lien de l'ensemble des oppositions qui sont majoritairement démocratiques. Il semble aussi que Donald Trump n'envisage plus de renverser le régime. On entend tout et son contraire, alors qu'il a exhorté et qu'il exhorte les Iraniens à prendre le pouvoir... Mais il y a beaucoup à parier que Benjamin Netanyahu, lui, comprend la situation. Les Israéliens connaissent très bien les complexités des oppositions iraniennes pour la simple et bonne raison qu'ils les suivent de près depuis des années. Donc je pense que Benjamin Netanyahu pourrait tout à fait ramener Trump aux réalités politiques iraniennes et à la complexité du jeu politique iranien. Reza Pahlavi n'a pas de milice armée, lui. Donc il sait aujourd'hui que de toute façon la solution passe par son retour en Iran rapide, que cela passe par une coalition qui permettra d'établir une plateforme de transition qui donnerait lieu à une Constituante qui permettrait derrière aux Iraniens de se prononcer sur le type de régime qu'ils souhaitent, démocratie républicaine ou monarchie constitutionnelle.

Vous dites que Trump est d'abord un businessman, qu'il réfléchit de façon assez manichéenne.

Quels sont ses buts de guerre à lui ? Est-ce que cette guerre ne se résume pas au pétrole iranien pour nuire aux intérêts chinois ? Il est vrai qu'en faisant tomber le régime des mollahs, qui avait des accords à la fois avec la Chine, mais aussi avec la Russie, Trump déstabilise la géostratégie russe comme chinoise. D'abord les Chinois. Ils se fournissent en pétrole à vil prix auprès des Iraniens. Donc, c'est une façon de contrarier les Chinois, qui, en ce moment, doivent avoir un problème pour récupérer du pétrole, puisque de toute façon, le détroit d'Ormuz est bloqué. Il y a un deuxième point. Les Russes considèrent que l'Iran est une zone très stratégique pour eux. Pourquoi ? Parce qu'en fait, les Russes ont toujours rêvé d'avoir un accès de la mer Caspienne au Golfe Persique. Et depuis le Golfe Persique, de pouvoir avoir un accès ensuite à la Méditerranée. C'est pour cela que la Syrie est aussi un enjeu. La Syrie de Bachar était alliée à des islamistes iraniens. Aujourd'hui, les Russes sont en train de perdre tout cela. Donc, pour Trump, c'est une victoire. Mais c'est une victoire à court terme. Parce que quel que soit le régime demain qui prendra la suite en Iran, de toute façon, il fera en sorte d'avoir des bons rapports avec tout le monde. Par contre, si le prince Reza est au pouvoir, il privilégiera les bons rapports avec les États-Unis, évidemment, et avec Israël. Parce que les libéraux iraniens, comme la population iranienne, sont très pro-américains et veulent absolument entretenir une relation pacifiée avec Israël et avec l'Occident. Contrairement à la République islamique. **La chute du régime des Mollahs est-elle inexorable ?** Je pense que c'est un régime qui va tomber. En revanche, on ne sait pas encore, à l'heure où on se parle, ce qu'il en sortira derrière. Je discute avec tous les Iraniens des oppositions. Je les connais extrêmement bien. Tout le monde se demande ce que veut Trump. Le problème est que cela change tous les jours. Trump annonce aujourd'hui qu'il est en contact avec les oppositions mais c'est militairement que cela se passe. Mais politiquement, ils ne savent toujours pas ce que veut faire Trump. Ce que je vois, en tout cas, ce qui est sûr, c'est qu'il y a une très bonne coordination et une très bonne communication entre les partis démocratiques aujourd'hui. Les partis ethniques, ils se parlent, ils se coordonnent. Ça, c'est sûr. L'ensemble des partis démocratiques se parlent. Ils ne s'apprécient pas toujours. Mais en revanche, ils se parlent. Cela n'a rien à voir avec l'Irak. C'est pour ça qu'il n'y aura jamais un scénario irakien. C'est parce que ce sont des gens posés, qui se parlent, qui réfléchissent.

Propos recueillis par Christophe Garach

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

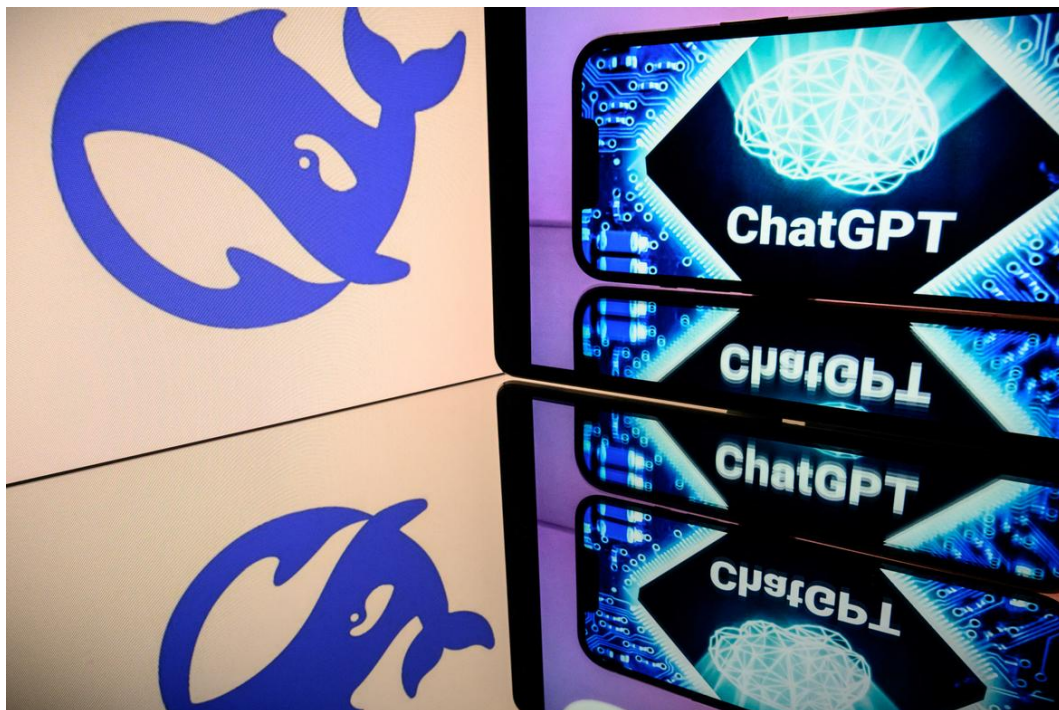
INTELLIGENCE SUPERFICIELLE

QUAND LES CHERCHEURS D'ANTHROPIC PROUVENT QUE L'UTILISATION DE L'IA RÉDUIT L'ACQUISITION DE COMPÉTENCES

Une étude des chercheurs d'Anthropic montre qu'utiliser l'intelligence artificielle pour apprendre une nouvelle compétence peut réduire de 17 % les performances associées — sauf lorsque l'usage reste cognitivement exigeant. Derrière ce chiffre, une question plus vaste : l'IA affaiblit-elle nos capacités, ou révèle-t-elle surtout notre manière de l'utiliser ? Décryptage.



Laurent Alexandre



Atlantico : A travers la publication d'une étude, les chercheurs d'Anthropic viennent de prouver que l'utilisation de l'IA pour apprendre de nouvelles compétences diminue de 17 % les performances dans ces mêmes compétences. L'étude d'Anthropic montre une baisse moyenne de 17 % des performances chez les développeurs utilisant l'IA pour apprendre de nouvelles compétences, mais précise que certains usages "engagés cognitivement" donnent d'excellents résultats. Quels sont les enseignements de cette étude et pensez-vous que le problème soit l'IA elle-même, ou plutôt la manière dont les individus l'utilisent ?

Laurent Alexandre : Toute assistance entraîne une diminution des performances. La démocratisation du livre, avant même l'imprimerie, à partir du XII^e siècle jusqu'au XVIII^e siècle, a entraîné une baisse de la mémorisation dans la population, car l'apparition de supports écrits faisait que l'on s'astreignait moins à mémoriser. Dans les populations sans culture de l'écrit, on observe des capacités de mémorisation extraordinaires. Jules César, dans *La Guerre des Gaules*, signale que les druides ont une mémoire absolument incroyable. C'est donc un phénomène très ancien. Toute prothèse cognitive entraîne une baisse des capacités cognitives. C'est également vrai avec la machine à calculer. Tout le monde calculait bien mieux avant son apparition et avant celle de l'ordinateur. Concernant les statistiques d'Anthropic, cela est particulièrement intéressant parce que la technologie est nouvelle. Mais il est possible de retrouver des données similaires à celles observées avec toutes les technologies. Lorsqu'une personne s'aide d'un outil technologique tel que l'IA, elle fournit moins d'efforts. Cette personne travaille moins et devient donc moins performante pour réaliser la tâche pour laquelle elle a utilisé une aide de l'IA. Cela ne signifie pas que l'on est moins intelligent ou moins compétent ; cela veut simplement dire que la partie que l'on a sous-traitée, on la maîtrise moins bien que celle que l'on n'a pas sous-traitée. On pourrait dire la même chose d'un expert-comptable qui se spécialise dans l'analyse financière et sous-traite à des comptables la réalisation des comptes de base, des comptes en T : il sera moins performant dans la réalisation des comptes et connaîtra moins bien le plan comptable général. Ainsi, toute utilisation d'une assistance, qu'elle provienne d'une IA ou d'autres humains, se traduit par une baisse de nos compétences sur la tâche sous-traitée. La question n'est pas de savoir si l'on maîtrise moins bien ce que l'on ne fait plus, mais de déterminer si, globalement, on conserve des compétences intellectuelles générales. À ce sujet, nous ne disposons pas de données. Néanmoins, si je confie le bistouri à un robot chirurgical, je serai moins performant en chirurgie : c'est inévitable. - **Si l'IA peut freiner l'acquisition de compétences lorsqu'elle est utilisée comme substitut cognitif, faut-il repenser totalement les méthodes pédagogiques (école, université, formation continue) pour intégrer des "protocoles d'usage" de l'IA ?** Le problème est que, pour évaluer l'[impact](#) d'une technologie sur la cognition et améliorer les techniques éducatives, il faut de nombreuses années. Or, la technologie évolue si rapidement qu'à peine a-t-on terminé une étude sur l'impact d'une version que celle-ci a déjà été remplacée. On voit encore aujourd'hui paraître des études sur les conséquences de [ChatGPT 3.5](#) et de GPT-4 sur les savoirs, alors que ces versions ont désormais plus de deux ans pour GPT-4 et trois ans pour GPT-3.5. Il existe donc une véritable difficulté : les méthodes éducatives et les processus d'apprentissage ne peuvent pas évoluer au même rythme que la technologie. À l'époque de ChatGPT 3.5, personne ne proposait d'arrêter d'apprendre à coder, car cette version était médiocre en programmation : elle constituait une aide, mais comportait de nombreuses erreurs et nécessitait un temps important de vérification. Aujourd'hui, un outil comme Claude 4.6 commet peu d'erreurs, même s'il en subsiste, et le consensus tend à considérer qu'il n'est plus nécessaire d'enseigner le codage de base, mais plutôt la gestion des architectures informatiques. On mesure ainsi la difficulté. En trois ans, l'analyse des conséquences de l'intelligence artificielle sur la formation a profondément évolué, au fur et à mesure de l'amélioration des versions. Personne n'est aujourd'hui capable de dire ce qu'il faudra apprendre pour être complémentaire de GPT-7, GPT-8 ou Gemini 5. - **L'étude suggère que la compétence clé pour superviser du code généré par IA - notamment le debugging - est précisément celle qui s'atrophie le plus vite quand on délègue trop. Les entreprises risquent-elles de créer une génération de professionnels dépendants, moins capables de contrôle critique ?** Les compétences les plus fines sont les plus complexes et s'atrophient en premier. Lorsqu'une personne développe la maladie d'Alzheimer, elle perd la capacité à jouer aux échecs avant celle d'allumer la lumière.

Elle perd ses compétences mathématiques avant la capacité d'ouvrir une porte. Ce sont les compétences les plus complexes qui disparaissent en premier en cas d'atrophie cognitive, qu'elle soit liée à l'utilisation de l'intelligence artificielle ou à une maladie neurologique comme Alzheimer. Dans mon exemple, il est donc parfaitement normal que les compétences les plus importantes et les plus utiles soient celles que l'on perd le plus rapidement lorsque l'on fournit moins d'efforts. Nous retrouvons ici le grand malentendu de notre époque, que nous évoquons largement dans notre livre avec Olivier Babeau, "Ne faites plus d'études Apprendre autrement à l'ère de l'IA". Il n'y a plus suffisamment d'efforts dans les études. Une partie importante des jeunes générations a cru que, grâce à l'IA, il était possible de travailler moins. Or, travailler moins signifie perdre ses capacités intellectuelles, notamment les plus fines et les plus utiles pour orchestrer les intelligences artificielles, ce qui constitue finalement le principal métier appelé à perdurer, puisque les savoirs techniques spécialisés seront exécutés par l'IA. En revanche, les humains conserveront un rôle d'orchestration : des médecins superviseront des IA médicales, des juristes piloteront des IA juridiques, des architectes encadreront des IA spécialisées en architecture, et ainsi de suite. Les personnes qui utiliseront l'IA pour se dispenser d'efforts sortiront du marché du travail, car elles perdront les compétences les plus essentielles pour conserver une utilité à l'ère de l'intelligence artificielle. Le message pertinent n'est pas d'utiliser l'IA pour moins travailler, mais de s'en servir pour renforcer encore ses capacités intellectuelles les plus fines, sans réduire son niveau d'exigence.

- Ce type de résultats indique-t-il, selon vous, un risque d'appauvrissement cognitif massif... ou au contraire une transition vers d'autres formes d'intelligence, de valeur et de compétence ? Nous nous dirigeons vers un système à deux vitesses, qu'il est déjà possible d'observer autour de nous. D'un côté, une élite restreinte, travailleuse et exigeante, qui utilise l'IA pour améliorer encore ses performances et accroître ses capacités cognitives. De l'autre, une [majorité](#) qui risque d'atrophier ses capacités intellectuelles en se servant de l'IA pour réduire ses efforts, notamment dans le développement des compétences d'orchestration, qui sont pourtant les plus cruciales à l'ère de l'IA.

- Les entreprises elles-mêmes constituent-elles une partie de la solution ? Pourraient-elles intégrer et prendre en compte cet enjeu central mis en lumière par l'étude des chercheurs d'Anthropic ? Les entreprises sont dépassées par l'IA pour une raison simple. La durée de vie des savoirs à l'ère de l'intelligence artificielle diminue continuellement. Or, les entreprises et leurs systèmes de formation professionnelle continue ne sont absolument pas conçus pour un monde où les savoir-faire deviennent rapidement obsolètes. Une étude de l'OCDE montre que, depuis 1987, la durée de vie d'un savoir technique est passée de quarante ans à deux ans. Cela signifie que les compétences acquises par un salarié deviennent utiles pour une période extrêmement courte. Dès lors, former un salarié devient peu rentable pour l'entreprise. À l'ère de l'intelligence artificielle, investir dans la formation peut sembler inefficace, car les connaissances transmises deviennent rapidement dépassées. Cette situation est difficile pour les salariés, mais elle reflète une réalité : ils devront de plus en plus se former eux-mêmes, car les entreprises réduiront leurs investissements en formation continue, compte tenu de l'effondrement de la durée de vie des savoirs.

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

GRAND ÉCART

GUERRE EN IRAN : CE QUE LE RAPPROCHEMENT DE L'ALLEMAGNE AVEC TRUMP NOUS DIT DE L'ÉTAT RÉEL DE L'EUROPE

Une image a frappé les esprits : celle du Chancelier Friedrich Merz dans le Bureau ovale, s'affichant aux côtés de Donald Trump dans un soutien sans faille aux frappes menées contre l'Iran. Le chef du gouvernement allemand a observé un silence poli quand le locataire de la Maison blanche a attaqué l'Espagne, avant d'aller dans son sens.



Guillaume Lagane et Hans Stark



Atlantico : Merz semble avoir fait le choix de l'arrimage aux États-Unis de Donald Trump, quitte à délaissier le couple franco-allemand. Ce rapprochement a été illustré par sa présence dans le Bureau ovale, où il a soutenu les frappes américaines en Iran, là où la France et l'Espagne invoquaient le droit international. Est-ce là un chantage commercial subi ou la conviction que l'Allemagne ne peut plus survivre à une guerre commerciale avec Washington ?
Hans Stark : C'est une situation complexe. Tout autre dirigeant européen qui se rend dans le bureau ovale va être très prudent lorsqu'il s'agit de critiquer la Maison Blanche. Personne n'a envie d'y passer le quart d'heure qu'a passé le président

d'Afrique du Sud ou Zelensky il y a un an. Tout le monde est un peu sur ses gardes lorsqu'il se rend dans le bureau ovale. Merz a besoin de maintenir un lien encore, dans la mesure du possible, constructif avec Trump pour le dossier ukrainien pour faire en sorte que les Américains ne changent complètement de bord et épousent le point de vue russe totalement — on était quand même à plusieurs reprises pas loin de cela. Il s'agit d'éviter aussi que Groënland ne revienne sur la table parce que ça, ça peut vraiment détruire l'alliance atlantique. Et puis, dans l'affaire des droits de douane, le positionnement reste très volatile aux Etats-Unis depuis le jugement de la Cour suprême auquel Trump a réagi en émettant 15% de plus, mais c'est sans doute pas le dernier mot qui a été dit. Donc on est là dans un contexte de négociation et dans une négociation, bien sûr, il faut avoir une position de force et de crédibilité mais aussi sans doute un dosage diplomatique. En tout cas, c'est ainsi que je comprends le positionnement allemand. Mais ce n'est pas un rapprochement entre Merz et Trump. On n'est pas là en face d'une amitié soudaine qui va naître entre le chancelier et le président des Etats-Unis. La seule chose, c'est que Trump respecte un peu plus Merz que Mme Merkel. Trump avait clairement une dent contre Merkel, ce qui n'est pas le cas pour Friedrich Merz. Berlin ne peut pas mener une triple rupture avec Washington, Pékin et Moscou. L'Allemagne met en place un dispositif pour se protéger contre la Russie et pour continuer à protéger l'Ukraine dans ce conflit, il ne faut pas l'oublier. Et pour cela, pour un temps de transition sans doute longue, les Allemands, comme leurs partenaires européens, ont besoin et de la Chine et des Etats-Unis. C'est la raison pour laquelle, la question est de savoir jusqu'où on peut aller vis-à-vis de l'administration Trump dans la critique nécessaire sans risquer une rupture définitive avec Washington qui coûterait plus cher à l'Europe qu'à l'Amérique. **Le positionnement du chancelier allemand a créé une fracture brutale avec Paris et Madrid, qui invoquaient le droit international. L'Allemagne a-t-elle définitivement acté que sa seule assurance-vie sécuritaire se trouvait à Washington, quitte à sacrifier l'unité diplomatique européenne ?** Guillaume Lagane : Il est vrai que le Chancelier Merz n'a pas voulu entrer sur le terrain du droit international. Il a affiché un soutien politique clair à la guerre déclenchée par Donald Trump et par [Benjamin Netanyahu](#), affaiblissant effectivement cette unité européenne. Pour expliquer une telle attitude, je crois qu'il y a deux éléments fondamentaux. Le premier, c'est qu'il faut toujours garder à l'esprit que dès qu'on parle du Levant et des questions moyen-orientales, il y a pour l'Allemagne la priorité accordée à la sécurité d'Israël. Du fait de sa responsabilité historique dans le génocide juif, l'Allemagne fait passer la sécurité d'Israël devant tous les autres sujets. En l'occurrence, le Chancelier Merz devait considérer que les arguments mis en avant par Israël et les [Etats-Unis](#) relevaient d'un péril réel : la République islamique constitue pour Israël un péril mortel. Le deuxième élément, c'est que dans la grande recomposition géopolitique entamée par l'administration Trump, les Allemands ont clairement choisi de maintenir le lien militaire et politique étroit qu'ils ont avec les États-Unis. L'Allemagne a entamé un changement d'époque (la *Zeitenwende*) avec une hausse considérable de son budget, à hauteur de 100 milliards d'euros, car elle veut devenir la principale puissance conventionnelle de l'Europe et de l'OTAN. En faisant cela, elle répond aux demandes de l'administration américaine. On peut rappeler qu'elle a acheté des matériels américains de premier rang comme le F-35, qui participe de la dissuasion nucléaire partagée avec l'Amérique. Pour eux, ce lien est difficile à rompre car la démocratie en Allemagne est revenue par les [Etats-Unis](#) en 1945 ; la création de la RFA en 1949 est étroitement liée à la présence américaine sur le sol allemand. Contrairement aux Français, ils ne sont jamais sortis de l'OTAN, ils ont toujours des troupes américaines chez eux, et cette garantie de sécurité tangible reste fondamentale malgré l'évolution de Trump. **Pourtant, cet alignement sur Trump concernant l'Iran marque une fracture nette avec Paris. Comment expliquer que l'Allemagne accepte de s'asseoir**

sur le droit international pour valider une offensive américaine, là où le reste de l'Europe cherche l'apaisement ?**Hans Stark :** Je pense que la majorité des Européens sont très prudents dans leur politique, aussi bien à l'égard de l'action américaine au Venezuela que maintenant à l'égard de la politique américaine dans le Golfe. Pourquoi ? Parce que d'abord il s'agit d'un régime iranien pour lequel je pense qu'on avait aucune sympathie et notamment depuis les massacres commis contre les manifestants iraniens qui se sont soldés par une trentaine de milliers de morts au mois de janvier. Ça a quand même beaucoup changé la donne. Ensuite, Israël considère que cette guerre en Iran est absolument vitale pour la survie d'Israël. Or, l'Allemagne a un lien particulier avec Israël, on le sait pour des raisons historiques. Elle a déclaré sous Merkel que la sécurité de l'État d'Israël relève de la raison d'État de l'Allemagne. À ce moment-là, on ne peut que difficilement dénoncer l'action israélienne en Iran.

La critique que l'Allemagne émet par rapport à Israël est toujours très prudente. Ils sont allés assez loin dans la critique à l'égard d'Israël dans sa politique vis-à-vis de Gaza, vis-à-vis des Palestiniens. Ils ont même décidé d'un arrêt de livraison d'armes létales en faveur de l'État israélien. C'est-à-dire que cette partie-là de la relation avec Israël côté allemand a quand même subi une inflexion, mais ce n'est pas rien par rapport à l'histoire des relations germano-israéliennes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais là, dans le cas précis iranien, même si l'Allemagne reconnaît évidemment que les attaques américaines et israéliennes se situent complètement en dehors du champ du droit international, il s'agit visiblement pour Israël d'un cas de force majeure pour sa survie.

Donald Trump semble apprécier ce dialogue bilatéral qui lui permet de jouer les Européens les uns contre les autres. Si Merz s'inscrit dans ce jeu, cela signifie-t-il que l'Allemagne est prête à court-circuiter l'unité européenne pour ses propres intérêts commerciaux ?**Hans Stark :** Oui. Merz préfère une approche un peu plus bilatérale au niveau des relations européennes. Le Chancelier agit beaucoup plus par le biais du groupe E3 (France, Royaume-Uni, Allemagne) ou par le groupe E6 (les mêmes, plus la Pologne, l'Italie et l'Espagne)...

Guillaume Lagane : C'est effectivement une stratégie de Donald Trump de jouer les Européens les uns contre les autres. Il comprend mieux les discussions avec un État qu'avec l'Union européenne en tant que telle. En revanche, je ne suis pas certain que ce soit la volonté des Allemands. Ils restent très attachés à l'UE pour la capacité de négociation commerciale qu'elle donne face à l'Amérique. M. Merz a défendu l'accord de Turnberry vis-à-vis des États-Unis sur les droits de douane. Il possède un relais d'influence majeur avec Mme von der Leyen à la tête de la Commission européenne. Pour Berlin, l'Union européenne reste un instrument d'influence essentiel sur le plan commercial, où ils défendent des positions libre-échangistes. Ils sont beaucoup moins protectionnistes que d'autres États, comme on l'a vu sur le dossier du Mercosur. Ils ne sont absolument pas prêts à rompre avec l'Union européenne, car elle fait partie intégrante de leur politique étrangère.

Sur le séisme de la "triple rupture" et le déclin du modèle allemand depuis l'arrivée de Merz, on sent le pays aux abois. Entre la chute des parts de marché de l'automobile et une économie en contraction, comment décririez-vous l'état psychologique de l'élite allemande face à ce qui ressemble à l'effondrement du modèle Merkel ?**Hans Stark :** Les Allemands sont évidemment dans une situation un peu compliquée, ils doivent gérer la rupture avec la Russie, ce qui a évidemment un impact massif sur les prix de l'énergie. On le sait jusqu'en 2022, l'Allemagne était très dépendante des importations d'hydrocarbures aux Russes. Depuis 2022 ils se sont rendus indépendants de la Russie dans un contexte ces jours-ci très difficile en raison de la montée des prix du pétrole et du gaz. Sous Merkel, l'Allemagne a connu des périodes de croissance assez faible. Seulement, elle a connu une situation sur le marché de l'emploi qui était très correcte, avec un taux de chômage bas, et elle a profité en plus des capacités d'exportation allemandes. Sous Merkel, les dépenses en matière de défense de sécurité étaient très basses, , le budget

de la défense étant tombé à 1,1 % de PIB, alors que maintenant, il doit monter à 5 %. Les dépenses d'armement coûtent infiniment plus cher à l'économie allemande sous Merz que sous Merkel. Et concernant la Chine, la Chine était un marché qui a absorbé le surplus des exportations allemandes parce que l'Allemagne a pu livrer à la Chine ses machines d'outils, ses produits chimiques, tout ce qu'elle sait faire. Aujourd'hui, la situation est totalement différente parce qu'au niveau technologique, la Chine a rattrapé et dépassé l'Allemagne et son excédent commercial avec l'Allemagne s'accroît d'année en année. La Chine n'est plus là pour assurer le bon fonctionnement de la machine économique et commerciale allemande. Voilà les grandes différences entre Merkel et Merz. **Au-delà du diagnostic international, il y a la réalité interne. Merz semble vouloir administrer une thérapie de choc : hausse de la dette, fin du modèle social, politique de l'offre. Comment compte-t-il imposer ce virage ?** Hans Stark : C'est un pays qui a quand même fortement augmenté ses dépenses. Et donc le taux de la dette publique par rapport au PIB va sans doute monter à 80% alors qu'il était à 60%. Dans le contexte actuel de hausse des prix de l'énergie et de très forte hausse aussi des dépenses d'armement et en même temps des besoins de reconversion industrielle... les chrétiens-démocrates essayent de passer la pilule amère aux Allemands en leur disant que le modèle social tel que les Allemands l'ont connu, on ne peut plus le financer tel quel. Il ne s'agit pas d'entamer la fin du modèle social, mais de l'adapter à la situation économique et démographique de l'Allemagne. Cette adaptation ne peut pas passer uniquement par la dette. Le levier utilisé par Merz pour la relance de la défense n'est pas limité à l'augmentation de la dette (et encore moins la dette européenne), mais le recours aux réformes structurelles et la mise en oeuvre d'une politique de l'offre. **Quel est l'impact réel de l'arrêt du nucléaire dans ce blocage, notamment face aux besoins énergétiques de l'intelligence artificielle ?** Hans Stark : La grande erreur des Allemands, c'est la sortie du nucléaire. Lorsque l'Allemagne avait encore des centrales nucléaires, elle tirait à peu près 15% de son mix énergétique du nucléaire. Ces 15% aujourd'hui manquent aujourd'hui. C'est un problème de compétitivité coût, à savoir que la consommation d'énergie a beaucoup augmenté en Allemagne, ce qui contribue à la hausse des prix et donc à la perte de compétitivité sur les marchés internationaux. Le recours à l'intelligence artificielle et le passage à l'électromobilité, si on veut le faire sérieusement en Europe, vont être extrêmement énergivores et nécessiteront de forts inputs d'énergie dont l'Allemagne n'est pas propriétaire pour le moment et donc ça met toute l'économie allemande en difficulté. **L'industrie automobile perd des parts de marché massives. Est-ce là la véritable stratégie de Merz : utiliser le réarmement et le budget de la défense pour maintenir le socle industriel de 20% du PIB ?** Hans Stark : L'Allemagne n'a pas réellement besoin d'être réindustrialisée, elle a toujours pu maintenir un socle industriel important par rapport à son pays. C'est plus de 20% du PIB allemand qui vient de l'industrie, ce qui est beaucoup plus que par exemple en France ou en Grande-Bretagne. En revanche, le problème c'est dans la configuration de l'industrie allemande, elle est beaucoup trop dépendante de l'automobile, et donc par conséquent, le virage vers une économie d'avantage axée sur la défense peut permettre de reconvertir une partie de l'industrie allemande et de sa main-d'œuvre qualifiée, pour le moment encore concentrée sur l'industrie d'automobile, en l'orientant vers les besoins en matière d'armement. Ce qui est une des raisons pour lesquelles l'Allemagne a pour objectif de faire de l'armée allemande la principale puissance conventionnelle en Europe. Il s'agit bien sûr avant tout d'une réponse à la menace russe, mais c'est également une façon de maintenir en vie l'industrie allemande et de maintenir ce taux de 20% du PIB. **Dans un contexte de déclin démographique et de poussée de l'AfD, comment Merz gère-t-il le paradoxe d'une industrie qui a besoin d'immigration face à une opinion qui n'en veut plus ?** Hans Stark : Sous Merkel, l'Allemagne a pu absorber ses difficultés démographiques par un surplus en matière d'immigration

mais politiquement ça ne passe plus en Allemagne et avec la forte poussée de l'AfD dans les sondages, l'Allemagne a dû revoir la copie de sa politique migratoire... ce qui va sans doute apaiser un peu la situation au plan intérieur mais en même temps rendre beaucoup plus difficile la satisfaction des besoins industriels. Il y a des élections régionales en septembre. L'AfD ne va pas l'emporter, mais elle fera surtout un score important de l'Est en automne. L'AfD pourrait avoir la majorité des sièges dans une chambre régionale, et avoir accès à pas mal d'informations sensibles, y compris des informations classifiées et exercer une influence sur la politique d'enseignement et la politique culturelle. La question migratoire s'avère en effet cruciale. L'économie en a besoin, mais la politique doit veiller à ce que la satisfaction des besoins économiques n'ait pas pour conséquence que la poussée de l'AfD devienne dangereuse. **Ce [choix](#) de l'armement américain est massif. On voit des commandes de F-35 qui semblent court-circuiter tout projet de défense commune européenne. Au-delà de l'aspect technique, n'y a-t-il pas une dimension presque culturelle dans ce choix ? On a parfois l'impression que Berlin préfère naturellement le leadership américain à une éventuelle suprématie française.**

Guillaume Lagane : Le lien entre les États-Unis et l'Allemagne est extrêmement profond. On dit parfois, vous savez, que les Américains sont des Allemands qui parlent anglais. C'est une réalité historique : les migrations américaines venant d'Europe étaient surtout issues de pays germaniques. D'ailleurs, le Président Trump l'a répété hier soir dans le Bureau ovale : son propre père est d'origine allemande. C'est un point que je développe d'ailleurs longuement dans mon dernier livre, [Géopolitique](#) de l'Europe, car ces racines communes façonnent encore aujourd'hui une proximité de vues que l'on sous-estime souvent à Paris. C'est un lien extrêmement fort. Ensuite, l'industrie militaire allemande est essentiellement privée. Elle va là où sont les marchés et les bénéfices, elle n'est pas, comme l'industrie française, aussi liée à l'État. Aujourd'hui, les Allemands se positionnent comme les principaux partenaires des nouvelles industries militaires américaines en Europe. On sait par exemple que l'entreprise Palantir a noué un partenariat avec Rheinmetall. D'ailleurs, le propriétaire de Palantir, Peter Thiel, est quelqu'un qui a grandi en Namibie mais qui est d'origine allemande. Il y a des liens culturels et technologiques très puissants. Enfin, les Allemands considèrent qu'il y a un tel différentiel de puissance entre les États-Unis et d'autres États européens comme la France, que le leadership américain est naturel. Il n'est pas question pour eux de remplacer la suprématie américaine par une suprématie française, même s'ils semblent intéressés par la proposition du Président Macron de dissuasion avancée. C'est une petite évolution, mais qui ne remet pas en question le primat de l'Amérique et de l'OTAN.

On parle beaucoup de l'échec du SCAF. Merz a-t-il acté que la France et l'Allemagne n'ont plus les mêmes intérêts vitaux ? Est-ce que l'achat de F-35 n'est pas une obligation technique liée au parapluie nucléaire que la France ne peut pas offrir ?

Hans Stark : Le couple franco-allemand subit de plein fouet les conséquences politiques de la difficulté, probablement de l'échec du projet SCAF. Le SCAF au niveau militaire visiblement ne répond pas aux besoins des deux pays. Merz l'a dit publiquement. Ensuite, des divergences au niveau des industriels. Une question aussi de transfert technologique auquel la France, en tout cas Dassault, n'était pas favorable, on le sait. Tout cela a abouti à cet échec auquel on assiste maintenant. Ce que l'Allemagne achète aux États-Unis, c'est pour l'essentiel tout ce qui relève des besoins des forces aériennes. Etant donné que l'Allemagne dépend pour le partage nucléaire de l'achat de F-35, l'Allemagne ne peut pas faire autrement. Elle ne peut pas utiliser des Rafales pour transporter des bombes nucléaires B-61 par ses propres pilotes. Les Américains émettraient un veto immédiat et l'Allemagne serait privée de la protection dans le cadre du partage nucléaire. C'est la dernière ligne de protection dont l'Allemagne dispose. Les Européens sont largement démunis au niveau nucléaire par rapport aux Russes, sauf la France grâce à sa propre dissuasion nucléaire. S'y ajoutent

le besoin des Patriot, qui jouent un rôle essentiel pour la défense anti-missiles. Pour beaucoup d'autres secteurs de l'armement, l'Allemagne n'achète pas aux États-Unis. Pour tout ce qui relève du terrestre et des forces navales, elle a sa propre industrie d'armement. Et elle s'approvisionne en Europe. Mais sur l'aérien, il n'existe pas réellement d'équivalent en Europe, en dehors de la France. **On voit déferler ces milliards pour la défense et ces partenariats technologiques inédits avec les Américains alors que l'économie allemande semble pourtant traverser une zone de fortes turbulences. Au-delà de l'impératif sécuritaire, quelle est la logique économique et industrielle profonde qui sous-tend ce réarmement massif pour le futur du modèle allemand ?** Guillaume Lagane : C'est exactement le plan. En réalité, il faut bien voir que l'Allemagne traverse aujourd'hui une situation très compliquée : son secteur automobile historique, qui a été le moteur de la croissance pendant des décennies, ralentit brutalement et les exportations vers la Chine sont en train de s'essouffler. Face à ces difficultés, les Allemands considèrent que l'industrie de défense pourrait devenir le nouveau relais de croissance pour l'économie allemande. C'est vraiment la raison pour laquelle ils se lancent dans ces partenariats. Il faut bien comprendre que l'industrie militaire allemande est essentiellement privée, donc elle va aller là où sont les marchés, là où sont les bénéfices. Elle n'est pas comme l'industrie française aussi liée à l'État. Aujourd'hui, vous avez en fait des Allemands qui se positionnent comme les principaux partenaires des nouvelles industries militaires américaines en Europe. On sait par exemple que Palantir est une de ces industries ; Palantir a noué un partenariat avec Rheinmetall. D'ailleurs, le propriétaire de Palantir, Peter Thiel, est quelqu'un qui a grandi en Namibie, mais qui est d'origine allemande, donc il y a des liens aussi culturels avec l'Allemagne. C'est d'ailleurs un point que je développe longuement dans mon dernier livre, *Géopolitique de l'Europe*, car ces racines communes façonnent encore aujourd'hui une proximité de vues technologique et industrielle que l'on sous-estime souvent à Paris. S'ajoutent à cela deux autres éléments qu'il faut avoir en tête. D'une part, pour l'Allemagne la priorité c'est le soutien à l'Ukraine, elle est très investie et y consacre des sommes considérables — je crois que c'est 13 milliards d'euros cette année — donc c'est vraiment le premier partenaire européen de l'Ukraine. Ces sommes, elles sont en partie consacrées à acheter des matériels américains au profit des Ukrainiens et d'ailleurs dans le bureau ovale hier, le chancelier Merz a répété que le soutien à l'Ukraine était primordial pour l'Allemagne. Enfin, les Allemands ont été rassurés par les déclarations américaines disant que dans l'OTAN 3.0 la garantie militaire américaine resterait nucléaire, mais que par contre ils demandaient aux Européens d'en faire davantage sur le plan conventionnel. L'intention des Allemands, c'est de revenir à la situation de 1990 où la Bundeswehr était la première armée d'Europe avec plus de 2500 chars. Aujourd'hui ils ont cette intention et en plus ils en ont les moyens parce que, contrairement aux Français, ils sont dans une situation financière très favorable, ils respectent les traités européens et les critères de Maastricht. Ils ont 60% d'endettement, ils ont la capacité de s'endetter aujourd'hui davantage en consacrant ces sommes aux dépenses militaires. **Le style de Friedrich Merz tranche radicalement avec celui d'Angela Merkel. On sent chez lui une volonté de rompre avec le passé récent, que ce soit sur l'énergie ou l'immigration, ou le travail. Est-ce son récent voyage à Shenzhen, où il a mesuré l'avance technologique chinoise, qui a accéléré cette politique de rupture et cette peur du déclin industriel ?** Guillaume Lagane : Je pense que Shenzhen a pu jouer, mais il y a aussi un aspect personnel fort. M. Merz a longtemps été un concurrent et un critique de Mme Merkel. Il est beaucoup plus conservateur qu'elle et veut remettre en question son héritage. Puisque l'Allemagne n'a plus accès à l'énergie russe bon marché comme dans les années 2000, il y a une réflexion au sein de la CDU pour revenir sur les engagements écologiques, et pourquoi pas sur la sortie du nucléaire. Il y a aussi une critique de la

politique migratoire de Mme Merkel qui a précipité l'Allemagne dans des difficultés politiques avec l'émergence de l'AfD, le grand concurrent à l'extrême droite. Enfin, M. Merz s'inscrit dans une tradition chrétienne-démocrate classique : c'est un pro-américain. On ne retrouve pas chez lui les critiques de Mme Merkel vis-à-vis de Trump, ni l'anti-américanisme de Gerhard Schröder qui s'était opposé à la guerre en Irak avant de finir chez Gazprom aux côtés de Poutine. M. Merz s'inscrit dans la lignée des chanceliers CDU qui, d'Adenauer à Helmut Kohl, ont toujours été des partisans de l'Amérique. **On a le sentiment que le voyage de Merz à Shenzhen l'a laissé choqué. Est-ce cette peur du déclin qui dicte désormais son discours sur la nécessité de remettre l'Allemagne au travail ?** Hans Stark : Merz est parti à Shenzhen et il revient en effet un peu choqué par l'avance chinoise. En conséquence, son message c'est qu'on ne peut sauver le modèle social allemand qu'en le réformant et donc là Merz et les chrétiens-démocrates représentent la droite libérale allemande. Son discours est axé sur les nécessités de réformes structurelles, et d'une politique économique libérale. Ce qu'on a déjà un peu vu quand même sous Merkel mais de façon plus accentuée maintenant. Merz s'est exprimé dans ce sens à la conférence de sécurité de Munich au mois de février. Il ne remet pas en question le positionnement du « de-risking » par rapport à la Chine. Mais la Chine est redevenue un recours pour les Européens, en raison de la politique tarifaire américaine, ce qui explique d'ailleurs la tonalité des propos tenus par Merz dans son déplacement à Pékin. **L'Allemagne paie aujourd'hui son énergie trois fois plus cher qu'aux États-Unis. On a remplacé le gaz russe par le GNL américain ou qatari. Comment l'industrie allemande peut-elle réellement survivre à un tel choc de compétitivité ?** Hans Stark : Je pense que c'est l'industrie allemande qui se pose exactement la même question. On répond en partie aux besoins. Les investissements dans l'énergie renouvelable se poursuivent, notamment off-shore le long des côtes de la Mer du Nord et de la Mer Baltique ce qui nécessite la mise en place de réseaux électriques adéquats, car l'énergie, c'est surtout l'Allemagne du Sud qui en a besoin puisque c'est l'industrie allemande y est très présente.. La deuxième difficulté, c'est que l'Allemagne est toujours très dépendante du gaz. Le gaz qu'elle consomme, c'est du gaz liquéfié qui provient des États-Unis et c'est cher. Il y a aussi du Qatar comme fournisseur potentiel. Mais avec la situation actuelle dans le Golfe il va y avoir une très forte hausse du prix du gaz. L'Allemagne change une dépendance par rapport à une autre. Donc ils se libèrent de la dépendance envers la Russie pour engager une nouvelle dépendance énergétique vis-à-vis des États-Unis. **De quoi souffre réellement l'Allemagne et quelle est la vision finale de Merz d'ici 2030 dans une Europe à 27 qui peine à trouver un mot d'ordre commun ?** Hans Stark : Les maux de l'Allemagne, c'est une industrie qui est insuffisamment tournée vers les technologies d'avenir. Il y a une trop grande dépendance à l'égard des entreprises tech américaines pour tout ce qui relève du digital, du secteur bancaire et de l'informatique. On est très loin derrière les capacités américaines et même chinoises. Et puis, l'Allemagne fait partie des pays qui vieillissent fortement, qui subissent une décroissance démographique importante qu'on ne peut plus résorber par l'immigration car le degré de tolérance de sa société a tellement baissé que l'Allemagne se dirige vers une immigration très réduite. Merz voudra sans doute obtenir un deuxième mandat en 2029, ce qui nécessite le retour de la croissance économique. Je pense que l'idée d'une autonomie stratégique, pas seulement dans le domaine de la défense, mais d'une façon beaucoup plus globale, est partagée outre-Rhin, avec quand même une non-renonciation aux objectifs climatiques. L'Allemagne cherche à se rendre de plus en plus indépendante de l'énergie fossile tout en répondant aux injonctions de son industrie qui réclame des prix d'énergie en baisse. Tout ceci relève de la quadrature du cercle.

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

DÉBUNK

IRAN : UNE GUERRE SANS JUSTIFICATION NI OBJECTIF, VRAIMENT ? VOILÀ LES ÉLÉMENTS FACTUELS QUE BEAUCOUP OUBLIENT

En participant aux côtés de Israël à l'opération militaire en Iran, Donald Trump pourrait déconcerter son électorat qui a voté pour la promesse de la fin des guerres américaines au Moyen-Orient. Mais, contrairement à l'intervention américaine en Irak en 2003, la menace iranienne est concrète, mesurable et avérée.



Michel Goya et Antony Dabila



Atlantico : Marco Rubio a expliqué que l'Iran était en train d'atteindre un seuil d'« immunité stratégique » en accumulant massivement des missiles balistiques afin de dissuader toute frappe contre son programme nucléaire. Quelle était l'ampleur du dispositif de missiles balistiques iranien et en quoi était-il urgent d'agir militairement en Iran avant que ce seuil ne soit atteint ? **Antony Dabila :** Les intentions de l'Iran sont apparues de plus en plus nettes, depuis la guerre des douze jours en 2025, en termes d'accélération du programme nucléaire et concernant la volonté de se doter d'une situation qui mettrait le régime iranien à l'abri de toute nouvelle tentative de déstabilisation. Il semblerait que, dans les négociations avec les

Etats-Unis, les Iraniens aient donné des éléments qui auraient renforcé la certitude des Américains quant à la possession d'uranium enrichi, ce qui aurait pu décider définitivement l'administration Trump d'agir et de bombarder l'Iran. **Michel Goya :** On estimait qu'au début de cette guerre, l'Iran disposait d'environ 2 000 à 2 500 missiles balistiques à portée intermédiaire (au-delà de 1 000 km) et 6 000 à 8 000 à courte portée (en dessous de 1 000 km), ainsi que de quelques centaines de missiles de croisière et d'un nombre inconnu de drones d'une portée de 2 000 km. C'est déjà l'un des arsenaux aérobalistiques parmi les plus importants du monde, alimenté par une [production](#) abondante. Les Gardiens de la révolution sont capables, avec lui, bien sûr, de faire des ravages dans un pays non protégé. Tous les pays de la région le savent et ont tous, Israël en particulier, à la fois développé leur propre système de défense aérienne et bénéficié du parapluie américain, mais tout cela est complexe, coûteux et vulnérable à la masse d'attaque. On peut parler de seuil de dangerosité si l'Iran dispose d'une masse de missiles capable de submerger ces systèmes de défense et de provoquer des dégâts. La particularité de la force de frappe iranienne était qu'elle était aussi en partie déléguée à des filiales comme le Hezbollah libanais, les Houthis yéménites ou le Jihad islamique, et à des alliés comme le Hamas, qui y ajoutaient leur propre production, en particulier en roquettes à courte portée. La guerre à Gaza et au Liban de 2023 à fin 2024 a pratiquement éliminé la menace de cette force de frappe voisine d'Israël, tandis que les Houthis, qui ont été la cible de frappes israéliennes mais surtout américaines, ont renoncé en mai 2025 à leurs attaques contre le commerce maritime international. Au bilan, la capacité de frappes des Iraniens et de leurs alliés contre Israël a été nettement amoindrie jusqu'en juin 2025, mais est restée conséquente pour frapper le voisinage de l'Iran, ce qui explique en partie la stratégie actuelle. Le régime s'est aussi attaché à la reconstituer. Pour autant, l'Iran ne disposait pas véritablement d'une capacité à submerger les défenses de la région. Il faut surtout considérer cette idée de seuil d'« immunité stratégique » comme la justification nécessaire pour lancer une guerre par le président des États-Unis. **En 2003, l'intervention en Irak reposait sur la menace supposée d'armes de destruction massive qui se sont révélées inexistantes. Aujourd'hui, entre les stocks d'uranium enrichi à 60 % et l'expansion du [programme](#) balistique, en quoi la menace iranienne était-elle beaucoup plus concrète, mesurable, avérée et nécessitant une intervention, contrairement à l'Irak de Saddam Hussein ?** **Michel Goya :** Il y a évidemment une énorme différence entre le programme irakien, réellement inactif depuis des années en 2003, et celui du régime iranien. Avant la guerre de juin 2025, l'Iran disposait d'environ 400 kilos d'uranium enrichi en U-235 à 60 %, avec la possibilité de faire le « dernier saut », de 60 % à 90 %, nécessaire à l'usage militaire, en quelques mois. Comme l'Iran travaillait aussi, bien sûr, sur la technologie nécessaire pour utiliser cette matière fissile comme arme et sur les vecteurs nécessaires pour la projeter, on peut considérer que l'Iran était en « position de seuil », c'est-à-dire capable de construire rapidement une arme nucléaire. Peut-être était-ce le réel objectif du régime, considérant qu'il s'agissait déjà là d'une position de dissuasion suffisante. Si c'est le cas, c'est un échec : cette position de seuil suscite au contraire un stress intense et le désir d'agir immédiatement afin de prévenir tout franchissement, une situation beaucoup plus dangereuse à gérer. **Depuis 2002, l'Iran a dissimulé des sites comme Natanz et Arak, construit Fordow en secret, nié le plan Amad, sous-déclaré des stocks et entravé des inspections de l'AIEA. En quoi était-il urgent d'agir sur le plan militaire face à une stratégie systémique de dissimulation et aux mensonges du régime iranien sur son programme nucléaire ?** **Antony Dabila :** La menace du nucléaire iranien a conduit les Américains et les Israéliens à agir préventivement. Un épisode qui a été peu rappelé ces derniers jours fut la révélation, en avril 2018, d'une opération spéciale israélienne par Benjamin Netanyahu. Cela avait permis de dérober les plans d'une installation nucléaire qui n'avait jamais été révélée aux

inspecteurs de l'AIEA et qui aurait pu être attaquée. Il s'agissait d'un site secret, qui ne figurait pas parmi les trois les plus connus (Natanz, Fordo et le troisième, près de Shiraz). Il est également possible que des éléments probants soient venus, ces dernières semaines, confirmer l'existence d'installations jusqu'alors inconnues. **Michel Goya** : Avec la fin de l'accord du Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), signé en juillet 2015 mais dénoncé en 2018 par Donald Trump, l'Iran a fini par atteindre la position de seuil. Il ne restait plus que l'emploi de la force pour détruire la menace militaire iranienne, nucléaire et conventionnelle. Comme il n'est plus question d'opérations de conquête, comme en Irak en 2003, mais seulement d'opérations de frappes et éventuellement de raids commandos, il ne pouvait être question, selon la méthode de la « tonte de gazon », que de réduire temporairement cette menace et non de la détruire. La seule méthode pour détruire définitivement la menace des Gardiens de la révolution islamique (GRI) est de détruire les GRI eux-mêmes et, en l'absence de forces terrestres étrangères, cette destruction ne peut venir que du peuple iranien, celui-là même qui a été réprimé sauvagement au début du mois de janvier. Cela constituait probablement une raison d'intervenir bien plus urgente que la soi-disant « immunité stratégique » ou même le seuil nucléaire, mais elle n'a pas été saisie. Le changement de régime par la population, autrement dit une révolution, est désormais ajouté comme objectif stratégique de la coalition. Les Israéliens en particulier, espèrent que les coups portés aux GRI affaibliront suffisamment cette organisation pour au mieux la faire s'effondrer face à la population. Du côté, on est beaucoup plus flou sur cette perspective, en réalité assez hasardeuse, et on préférerait simplement avoir juste un régime des GRI plus accommodant. Tout cela est très hasardeux. **Le fait que le régime iranien poursuive sa politique de répression contre les manifestants et ait bafoué le droit international n'était-il pas également un argument supplémentaire qui a pu pousser les Américains à intervenir militairement ?** **Antony Dabila** : Le régime iranien a procédé à des assassinats, à des attentats sur le [territoire](#) européen. Des opposants et des dirigeants susceptibles de constituer une alternative politique crédible étaient ciblés. Il y a eu en 2018, l'arrestation de membres de l'ambassade iranienne en Autriche par la police belge pour un projet d'attentat à Villepinte, contre les opposants iraniens, qui a été extrêmement mal prise par les autorités françaises, et dont le principal suspect a été condamné en 2021 à vingt ans de prison. Le régime iranien n'a plus les moyens de faire des provocations. Ses dignitaires sont dans une urgence permanente depuis le début de la guerre israélo-palestinienne à Gaza en octobre 2023, car ils doivent soutenir de nombreux alliés menant le combat par procuration (proxies), qui ont reçu des coups très durs de la part des forces armées israéliennes. En se retrouvant dans des situations d'urgence et de crise permanente, le régime a commis des erreurs. La répression a été extrêmement violente, d'après tous les éléments concordants en provenance d'Iran, que ce soient des images montrant très clairement des forces armées tirant à balles réelles sur la foule, ou des témoignages, notamment de médecins travaillant dans les hôpitaux, qui ont évoqué l'ampleur des corps accumulés dans les services médico-légaux, a constitué une ultime "incitation" à agir pour les Etats-Unis et Israël. Pour ce qui est des priorités stratégiques, il est certain que le comportement de l'Iran, son non-respect du droit international et la répression très importante qui a eu lieu en janvier dernier, après les soulèvements du début d'année, ont également précipité la décision des Etats-Unis. Il existe désormais une fenêtre d'opportunité, car une alternative crédible au pouvoir est disponible. Le narratif selon lequel toute agression contre l'Iran provoquerait un effet de drapeau, un appui du peuple envers le gouvernement comme un axe de résistance face à l'attaque extérieure, ne tenait plus. **Concernant l'avenir de l'Iran, l'intervention militaire américaine n'avait-elle pas pour objectif de faciliter, après la chute du régime des mollahs, la mise en oeuvre du Conseil de la paix, un projet de Donald Trump pour les acteurs de la région ?** **Antony**

Dabila : Il est en effet possible d'analyser la situation sous un angle quelque peu différent de ce qui est entendu dans les médias ces dernières semaines et depuis le début de la révolution naissante en Iran en ce début d'année 2026. Maintenant que la répression a été sanglante et a fait taire une partie de la contestation, le changement de régime serait dû uniquement à une intervention israélo-américaine, ce qui renforcerait la position américaine en cas de négociation et lors de l'installation d'un nouveau gouvernement. Si le soulèvement avait réussi, le mouvement de révolte iranien contre le pouvoir en place aurait placé ses propres dirigeants. Maintenant que les États-Unis ont attendu, ils peuvent avoir une voix au chapitre bien plus importante dans le choix du gouvernement. Si un futur gouvernement iranien est davantage choisi par les Américains, ou leur doit davantage, il sera plus enclin à appliquer les plans de l'administration Trump. **Michel Goya** est co-auteur de [L'embrasement](#) (Éditions Delcourt) et auteur de [Théorie du combattant](#), publié aux Éditions Perrin

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

TOUCHE PAS MON DOGME

SECTARISME ET INTIMIDATIONS PAR LE DIPLÔME : CES UNIVERSITAIRES QUI DÉCRÉDIBILISENT L'UNIVERSITÉ

Un certain nombre d'universitaires semblent se montrer de plus en plus critiques à l'égard de leurs confrères, limitant ainsi la liberté d'expression et le débat démocratique sur les réseaux sociaux.



Lonni Besançon et Nicolas Leblond



Atlantico : Pourquoi un certain nombre d'universitaires se montrent-ils de plus en plus critiques à l'égard de leurs confrères, limitant ainsi la liberté d'expression et le débat démocratique sur les réseaux sociaux ? Nicolas Leblond : Il y a selon moi deux explications principales. La première tient au format lui-même : les réseaux sociaux imposent la brièveté, la réaction immédiate, le choc émotionnel. Ce sont des conditions structurellement défavorables à la nuance et à la démonstration rigoureuse, et donc favorables à l'invective. La seconde explication est plus profonde et plus préoccupante : un nombre croissant d'universitaires confond la recherche et le militantisme. Ceux-là utilisent le vernis de la légitimité académique pour imposer des convictions politiques, substituant l'argument moral à l'argument scientifique. Or ce sont deux registres radicalement distincts. La science dit ce qui est démontrable, le militantisme dit ce qui est souhaitable. Quand on les confond délibérément, on ne fait

plus de la recherche : on fait de la propagande avec un titre universitaire. C'est cette confusion qui conduit à vouloir censurer plutôt que réfuter : on ne combat plus une erreur intellectuelle, on pourchasse une hérésie.

Lonni Besançon : Il y a plusieurs critères importants à considérer. Il est vrai qu'il existe souvent une certaine facilité à "rejeter" une argumentation peu détaillée de la part de personnes qui ne sont pas du même domaine. Certains chercheurs ont tendance à penser qu'il n'est peut-être pas nécessaire de publier toute l'argumentation qu'ils développent habituellement dans leurs articles de recherche lorsqu'il s'agit d'une intervention en ligne. Comme ils ont déjà produit des articles de recherche, pourquoi faudrait-il recommencer maintenant à argumenter dans leurs publications en ligne ? C'est un point de vue quelque peu problématique, car je pense que les universitaires ont malgré tout une mission d'enseignement auprès du public, en plus de leurs activités de publication et de diffusion. Il est important de faire ce travail de pédagogie. Par ailleurs, la critique sur les réseaux sociaux permet parfois de mettre en évidence des points importants, notamment des faiblesses méthodologiques dans certains articles ou certaines recherches. C'est en tout cas un point de vue que j'ai défendu [dans un article](#) que nous avons écrit avec des collègues. Nous y expliquions que la relecture par les pairs peut aussi, dans une certaine mesure, s'effectuer par l'intermédiaire des journalistes et des réseaux sociaux. J'ai donc également défendu ce point de vue et j'y crois toujours. Il est important de permettre la critique des travaux sur les réseaux sociaux. Affirmer systématiquement qu'il faut appartenir au domaine, être universitaire, ou remplir d'autres critères pour pouvoir formuler une critique me paraît assez malhonnête. Dans la relecture par les pairs, lorsque l'on soumet un article, dans ma discipline et dans la majorité des revues scientifiques, les lecteurs ne savent pas - ou ne doivent pas tenir compte - de l'identité de l'auteur. Moi-même, je suis sorti de mon champ de compétence initial, qui était la visualisation de données, pour critiquer les travaux du professeur Raoult, mais aussi ceux d'autres professeurs sur le confinement, en utilisant mon bagage méthodologique pour montrer qu'il existait certains problèmes. Mes critiques, qui ont d'abord été formulées sur les réseaux sociaux, ont finalement conduit à la publication d'articles scientifiques sur le sujet, dans lesquels j'explique pourquoi certains articles initiaux n'étaient pas satisfaisants et pourquoi les critiques étaient fondées. Elles ont finalement été publiées. Le fait que je ne sois pas issu du domaine précis au départ n'était pas un argument suffisant pour affirmer d'emblée que ce que je disais n'avait aucun sens. Je pense que cet aspect est important. Bien que certains détracteurs aient utilisé cet argument, mes critiques ont fini par avoir du poids et j'ai toujours expliqué, [comme le relève Nature Career ici](#), que j'avais un background méthodologique me permettant d'analyser les études que je critiquais de toute façon. Bien sûr, j'ai également eu affaire à des antivaccins qui tentaient de m'expliquer la science sur les réseaux sociaux. Il faut savoir filtrer. Il n'est pas nécessaire de répondre à tout le monde ni d'accepter toutes les critiques. Certaines personnes sont totalement perdues dans leurs arguments et affirment par exemple que les vaccins seraient un moyen pour Bill Gates de réduire la population. Ce type d'affirmation ne mérite pas nécessairement une réponse. En tous cas pas au delà d'une réponse unique à un des interlocuteurs, mais clairement pas une réponse à chacune des personnes mettant cette théorie du complot en avant. En revanche, lorsqu'il s'agit d'arguments logiques et détaillés, même s'ils sont formulés par des personnes qui ne sont pas universitaires, il n'y a pas de raison de les ignorer.

Le statut d'universitaire (ou la détention d'un doctorat) confère-t-il une autorité particulière dans l'espace public, ou l'expertise doit-elle toujours rester ouverte à la contradiction et au doute méthodique ?

Nicolas Leblond : Le statut d'universitaire et le titre de docteur obligent plus qu'ils n'autorisent. Ils reconnaissent une compétence, mais ne confèrent pas une autorité qui serait inattaquable ou dispenserait de justifier ses affirmations. Se prévaloir de son titre pour fonder ses positions, c'est user de l'argument d'autorité qui

contredit l'esprit même de la condition universitaire : le doute méthodique et la rigueur scientifique. Un vrai universitaire sait mieux que quiconque combien ses conclusions sont provisoires et réfutables. La modestie épistémologique n'est pas une posture, c'est une conséquence logique de la pratique scientifique sérieuse. Cette autorité est par ailleurs strictement "domaine-dépendante". Un docteur en littérature médiévale qui s'exprime sur le droit ou la stratégie militaire en brandissant son titre commet un détournement de légitimité. Il n'a pas plus de compétence que le citoyen ordinaire sur ces sujets, et induit le public en erreur. Enfin, les universitaires n'ont pas le monopole du savoir: l'expertise existe aussi hors des murs de l'université. **Comment concilier liberté d'expression et exigence scientifique, notamment lorsque les désaccords idéologiques conduisent à des accusations de dogmatisme, d'intolérance ou de disqualification morale (par exemple, être qualifié de "fasciste" ou le fait d'être critiqué sur son honnêteté intellectuelle) ?**

Nicolas Leblond : La réponse à cette question se trouve toute entière dans la défense de la liberté académique. La liberté académique est une conquête précieuse et fragile. En droit français, elle est consacrée par l'article L. 952-2 du Code de l'éducation, qui garantit aux enseignants-chercheurs une pleine indépendance et une entière liberté d'expression dans leur enseignement et leur recherche. Mais précisément parce qu'elle est précieuse, cette liberté oblige. D'abord, la liberté académique est accordée parce que l'universitaire est supposé exercer son jugement avec une rigueur méthodologique particulière : citer ses sources, distinguer les faits des opinions, s'exprimer dans son domaine de compétence. La liberté académique est indissociable de l'exigence académique. Ensuite, la liberté académique ne peut pas être invoquée comme un bouclier par ceux qui la refusent aux autres. Or c'est exactement ce que l'on observe quand des universitaires cherchent à disqualifier les analyses de leurs pairs, à empêcher leur expression, à les censurer par l'accusation morale plutôt que par la réfutation argumentée. Traiter un collègue de "fasciste" pour empêcher un débat, c'est attenter à cette liberté académique que l'on prétend défendre. C'est une contradiction performative: on détruit par ses actes ce que l'on affirme défendre par ses mots.

Lonni Besançon : Le débat universitaire doit normalement se faire par articles scientifiques interposés. Lorsqu'un chercheur n'est pas d'accord avec un collègue, il faut répondre à ses articles de manière scientifique, dans des revues à comité de lecture, en utilisant les processus de publication existants. Or, ces mécanismes sont parfois difficiles à mettre en œuvre. C'est l'un des problèmes actuels du monde de la publication scientifique. Il est relativement facile de publier de nouveaux travaux, mais très difficile de critiquer des travaux existants. Pour moi, une partie de la réponse consisterait donc à modifier quelque peu le processus de publication scientifique afin de permettre plus facilement la publication de réponses à des articles déjà parus. Aujourd'hui, cela reste très difficile, [comme nous le mettions en avant avec plusieurs collègues déjà pendant la pandémie](#). Quant à la question du débat démocratique, elle dépend fortement du domaine d'expérience et d'expertise. Chacun doit pouvoir s'exprimer librement, dans les limites de la loi, bien entendu. Faut-il pour autant conspuer des collègues pour des prises de position audacieuses ? Pas nécessairement. Cependant, il est arrivé que certaines prises de position scientifiques soient tellement problématiques qu'il a fallu considérer qu'il n'était plus possible de traiter ces travaux comme des contributions sérieuses. C'est le cas, par exemple, des travaux du professeur Raoult, pour ne citer qu'un exemple en France. Dans son cas, [les discours ubuesques étaient couplés à une méthodologie plus que problématique](#) et des dizaines de [problèmes éthiques dans ses études](#). Dès lors, il est normal d'écarter les arguments qu'il peut mettre en avant en les considérant, malheureusement, comme peu crédibles. Il existe de nombreux autres exemples. En substance, certains chercheurs et universitaires estiment qu'il faudrait à tout prix être universitaire pour pouvoir se positionner comme expert dans un domaine et ainsi formuler des critiques légitimes et des arguments solides sur un

sujet. Je pense déjà que cette idée est fausse. De nombreux industriels possèdent également une expérience importante dans des domaines sur lesquels travaillent les chercheurs. Ces industriels pourraient avoir leur mot à dire dans le débat. Par ailleurs, il y a également une crise de la réplique ou de la reproductibilité. Ce moment a montré que même les travaux d'experts d'un domaine produisant de nombreux travaux comportaient des erreurs méthodologiques, au point que certains résultats n'étaient pas réellement exploitables. À mon sens, le problème principal réside dans une méconnaissance profonde du fonctionnement réel du système académique. Il y a beaucoup de personnes qui appartiennent au monde académique, notamment en France, et qui considèrent ce système comme une forme de Graal leur donnant accès à tout, et qui estiment que leur position résulte uniquement de leurs savoirs et de leur brillante intelligence. Or, la situation est plus complexe aujourd'hui. Il est nécessaire d'éduquer davantage le public sur le fonctionnement réel du monde académique. Il est possible aussi de comprendre que les universitaires, notamment à l'étranger, ne prennent pas toujours le temps de s'engager dans des débats sur les réseaux sociaux. En effet, ils sont déjà soumis à une forte pression pour publier, et leurs journées sont généralement très chargées. Chaque mission supplémentaire que les chercheurs s'imposent augmente donc la charge de travail. Faire de la vulgarisation scientifique dans les médias afin d'expliquer certains sujets de friction en science n'est pas valorisé par les universités. Mon université ne dira jamais : « Vous avez écrit treize chroniques scientifiques dans les médias, nous comprenons donc que vous ayez publié un article scientifique de moins cette année ». Cela n'arrivera pas. Il faut comprendre qu'il existe déjà une pression considérable sur les chercheurs. Ils doivent enseigner beaucoup, chercher des financements, rédiger en permanence des articles scientifiques et participer à de nombreux comités de recrutement, évaluations. Cela représente déjà une quantité de travail très importante. On observe d'ailleurs une pression comparable à celle que subissent les journalistes, contraints de publier rapidement. Les pressions sont en réalité assez similaires. Lorsqu'une information apparaît, il faut publier rapidement, quitte parfois à sacrifier une partie de la rigueur méthodologique. On se retrouve alors face à une nouvelle échéance et l'on travaille intensément - quatorze, quinze, voire seize heures par jour - pour être certain de publier avant la date limite. C'est regrettable, car cela ne devrait pas fonctionner ainsi. Le journalisme de qualité devrait être valorisé, même s'il nécessite davantage de temps et si un article est publié deux jours plus tard. Pourtant, ce n'est pas ainsi que fonctionne le système actuel. Les contraintes économiques font que les médias ne souhaitent pas publier une information plusieurs jours après les autres. Tout cela rend la situation particulièrement complexe. Il est donc important d'expliquer plus clairement au public que la recherche fonctionne selon des mécanismes similaires. C'est aussi pour cette raison que les chercheurs disposent de peu de temps pour mener d'autres activités. On observe également une forme de biais du survivant : beaucoup de personnes occupant aujourd'hui un poste académique considèrent qu'elles sont là uniquement parce qu'elles sont les meilleures, notamment parce qu'on leur a répété tout au long de leur parcours que leur réussite en était la preuve mais beaucoup de personnes très compétentes ont décidé de ne pas participer au système académique qui broient mentalement de si nombreux chercheurs. Le fait qu'ils ne soient pas dans le système académique classique ne retire rien à leur capacité de contribuer à un débat (scientifique) intéressant. En effet, ces personnes sont évidemment compétentes, il n'y a aucun doute à ce sujet. Mais la question de savoir si elles sont véritablement les meilleures reste ouverte. **La rigueur méthodologique constitue-t-elle une condition indispensable du débat académique ?** Nicolas Leblond : C'est une évidence mais de plus en plus négligée lorsque des universitaires s'expriment sur les réseaux sociaux. La rigueur méthodologique, c'est le minimum. Pour prendre un exemple récent, on ne critique pas un livre avant de l'avoir lu, sans le citer, sans produire de sources

contradictoires. C'est l'exigence élémentaire que tout étudiant de première année apprend. Un universitaire qui s'en affranchit publiquement ne se discrédite pas seulement lui-même, il discrédite la démarche scientifique qu'il est censé incarner dès lors qu'il prend la parole ès qualité dans le débat. Mais au-delà de la méthode, être universitaire, c'est occuper une position particulière qui impose une certaine tenue : non pas la fadeur, mais la modération et la courtoisie. Un universitaire vulgaire ou méprisant voire insultant ne nuit pas seulement à sa réputation personnelle, il dévalorise l'institution universitaire tout entière et érode la confiance que la société lui accorde.

En quoi les réseaux sociaux sont-ils un outil d'enrichissement du débat académique et démocratique, en favorisant la pluralité des voix et la liberté d'expression ?

Nicolas Leblond : Les universitaires ont à mon sens un rôle social fondamental : produire de la connaissance pour éclairer le débat public. Ils ne doivent donc pas rester enfermés dans leur tour d'ivoire, ils ont au contraire le devoir de "descendre dans la cité" et prendre part aux débats qui traversent la société. C'est ainsi qu'ils nourrissent la démocratie. Les réseaux sociaux sont à cet égard une opportunité historique. Ils permettent de rendre la connaissance accessible à tous, instantanément, sans les barrières que constituent les revues spécialisées ou les colloques fermés. Un universitaire qui exprime rigoureusement ses positions sur X touche en un post davantage de citoyens qu'en dix ans de publications académiques. Mais cette opportunité a une condition : que les universitaires demeurent universitaires. Que la quête de visibilité et d'influence ne les conduise pas à sacrifier la rigueur sur l'autel de l'égotisme ou du militantisme. Car un universitaire qui abandonne ses exigences scientifiques pour séduire les réseaux sociaux ne nourrit plus la démocratie, il l'appauvrit.

Lonni Besançon : Les réseaux sociaux peuvent effectivement contribuer à la recherche et être un atout. Pendant longtemps, « l'Academic Twitter » a existé. Twitter a été un espace assez agréable où les chercheurs partageaient leurs articles, leurs idées et donnaient des retours à d'autres chercheurs. Cet espace était largement orienté vers la sphère de la recherche et fonctionnait essentiellement entre chercheurs. Il m'a par exemple permis de rencontrer certains de mes co-auteurs, qui avaient quitté le monde académique mais souhaitaient continuer à travailler sur des questions d'éthique et de dysfonctionnements dans la recherche. Depuis, nous avons écrit ensemble de nombreux articles. Les réseaux sociaux permettent donc de collaborer avec des personnes extérieures au monde académique qui peuvent néanmoins contribuer utilement à la recherche. La question de savoir si les réseaux sociaux peuvent, par nature, enrichir le débat scientifique ou démocratique est plus difficile. Elle dépend notamment [des algorithmes, qui tendent à privilégier la conflictualité et la désinformation](#) comme nous le mentionnons avec des collègues. Les algorithmes de Twitter ont évolué de manière à mettre davantage en avant les tweets suscitant de nombreuses réponses, plutôt que ceux qui sont largement partagés. Théoriquement, on pourrait penser que le partage d'un contenu indique qu'il est jugé intéressant ou pertinent, et qu'il devrait donc être davantage visible. Pourtant, ce n'est pas ainsi que le système fonctionne. Le bruit et la controverse sont favorisés, ce qui contribue à accentuer certaines formes de polarisation. Ainsi, les réseaux sociaux ne sont pas nécessairement conçus, par nature, pour favoriser la recherche ou le débat. Cependant, certaines personnes parviennent malgré tout à en faire un usage constructif.

Une récente publication d'Hervé Joly, directeur de recherche CNRS en histoire contemporaine, a suscité de nombreuses réactions sur les réseaux sociaux. En quoi est-il important de défendre une forme de liberté d'expression démocratique dans le monde universitaire et sur les réseaux sociaux afin de préserver un débat serein ?

Lonni Besançon : La question est complexe. Je ne suis pas certain qu'Hervé Joly critique particulièrement ses collègues. Il a cependant eu, par le passé, quelques prises de position un peu surprenantes, notamment à propos d'une

personne qui avait travaillé avec le GIEC. À l'époque, il avait souligné qu'elle n'était pas chercheuse et que, par conséquent, il n'était pas particulièrement pertinent d'écouter ce que cette personne avait à dire, puisqu'elle ne représentait pas le GIEC. Cette position m'a semblé assez discutable. La posture qui me paraît plus problématique chez Hervé Joly concerne ce qu'il a pu dire au sujet de l'expertise. Dans un message, il expliquait qu'en dehors de son domaine de compétence, un universitaire ne pouvait pas revendiquer un savoir particulier, tout en pouvant évaluer une publication sur le plan méthodologique. Ces deux affirmations me paraissent discutables. Tout d'abord, il est difficile de définir précisément ce qu'est un domaine de compétence. Comment le détermine-t-on ? À partir du sujet de la thèse de la personne ? À partir du département dans lequel elle travaille ? Pour ma part, je suis officiellement rattaché à un département d'informatique, mais je ne considère pas que mon expertise se limite strictement à l'informatique. Je connais par ailleurs de nombreuses personnes qui travaillent dans des départements dont le domaine ne correspond pas nécessairement à celui de leur thèse. Dans mon cas, la majorité de mes travaux restent liés à mon sujet de thèse, mais j'ai également développé deux ou trois expertises supplémentaires qui n'ont aucun lien direct avec celui-ci et sur lesquelles je publie. Ces publications sont reconnues par les pairs et largement citées. J'ai l'impression que la position qu'il cherche à défendre consiste à dire qu'il faut éviter que des chercheurs sortent de leur domaine de compétence et mettent en avant une expertise qu'ils ne possèdent pas, en s'appuyant uniquement sur leur titre académique. Si tel est bien le sens de son propos, il a simplement été formulé de manière maladroite, ce qui peut se comprendre. Ce qui me pose réellement problème, c'est la manière dont cela a été formulé. La formulation manque de clarté et semble aller à l'encontre de certaines prises de position passées, où la critique pouvait paraître relativement facile sur des sujets pour lesquels lui-même ne disposait pas d'une expertise particulière. S'il s'agit effectivement d'éviter que des personnes utilisent leur titre académique pour mettre en avant une expertise qu'elles ne possèdent pas, alors je suis évidemment d'accord avec lui. La difficulté reste toutefois de déterminer comment définir précisément les domaines d'expertise d'un chercheur. Je ne pense pas qu'Hervé Joly soit favorable à une forme de censure sur les réseaux sociaux. J'ai plutôt l'impression qu'il essaie de défendre une position visant à éviter que certains chercheurs aillent trop loin en affirmant n'importe quoi sous prétexte qu'ils disposent d'un titre académique. Cependant, à mon sens, la formulation de cette idée reste maladroite et insuffisamment articulée.

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

CONFLIT EN IRAN

L'EUROPE FACE À UNE NOUVELLE CRISE MIGRATOIRE EN PROVENANCE DU MOYEN-ORIENT ?

La crise actuelle au Moyen-Orient fait ressurgir la crainte d'une nouvelle vague migratoire comme celle de 2016 en Syrie, qui viserait une nouvelle fois l'Europe. Un risque qui pose une question primordiale : l'Union a-t-elle appris de ses erreurs en la matière ? Décryptage.



Patrick Stefanini



Dans quelle mesure une guerre prolongée en Iran pourrait-elle provoquer une nouvelle vague migratoire vers l'Europe, et pourrait-elle être comparable à celle observée lors de la crise des réfugiés de 2015-2016 ? Patrick Stefanini : Je ne crois pas que la comparaison soit possible. En 2015-2016, une guerre civile terrible a ravagé la Syrie et elle s'est traduite par un exode massif de ressortissants syriens en direction des pays européens. J'observe d'ailleurs que, depuis environ six mois, un certain nombre de Syriens qui s'étaient réfugiés en Europe en 2015-2016 ont amorcé un mouvement en sens inverse, compte tenu de la chute de Bachar el-Assad. Mais, pour en revenir à la situation actuelle, je ne pense pas qu'elle soit comparable. Je crois qu'il faut distinguer trois situations. La première concerne les ressortissants du Liban. Il est possible qu'un certain nombre d'entre eux, lassés d'être périodiquement obligés d'évacuer leur village, lassés des bombardements, formulent une demande de

protection en Europe. Mais j'observe qu'ils ne sont pas persécutés dans leur pays : ils sont confrontés à une guerre venue de l'extérieur. Dans ces conditions, je pense que c'est plutôt le bénéfice de la protection subsidiaire qui pourrait leur être accordé par les pays européens. Ce n'est pas la même chose que le statut de réfugié. C'est, par exemple, le régime qui a été appliqué aux ressortissants ukrainiens, qui ont pu être absorbés sans difficulté dans la plupart des pays européens, la France ayant été, compte tenu de sa position géographique en Europe, assez peu concernée. La deuxième situation, c'est celle des travailleurs étrangers. Ils sont très nombreux à travailler dans les pays du Golfe, mais, comme vous le savez sans doute, la plupart viennent soit d'Asie — Pakistan, Bangladesh, etc. — soit des pays de la Corne de l'Afrique. Il est probable que la situation de guerre, et plus largement la dégradation économique qui pourrait frapper les États du Golfe, se traduise par des licenciements. Mon sentiment est que l'essentiel de ces travailleurs repartira dans leurs pays d'origine : je pense notamment aux ressortissants du Pakistan, du Bangladesh, du sous-continent indien, du Sri Lanka. Je ne crois donc pas que cela se traduise par une demande d'asile et une vague migratoire vers l'Union européenne. Je peux me tromper, mais je ne le pense pas. La troisième situation concerne des ressortissants, notamment de la Corne de l'Afrique, voire d'Afrique subsaharienne, qui désirent travailler aujourd'hui dans les pays du Golfe, ou qui pouvaient être tentés d'y partir. Ceux-là risquent de changer leur plan : au lieu de tenter l'aventure dans le Golfe, ils pourraient se dire qu'il faut reporter leurs espoirs vers l'Union européenne. C'est là que se situe peut-être le risque d'une nouvelle dynamique migratoire, c'est-à-dire une intensification des flux à destination de l'Europe. Je voudrais rappeler que les statistiques de Frontex montrent, depuis deux ans, une baisse des tentatives d'arrivée irrégulière en Europe. Cette baisse est générale et concerne toutes les routes migratoires, à l'exception de la route de la Méditerranée centrale, où la baisse a été très faible en 2025 par rapport à 2024, de l'ordre de 1 %. Sur toutes les autres routes, on enregistre depuis deux ou trois ans une diminution des tentatives de traversées irrégulières à destination de l'Union européenne. C'est ce phénomène de baisse, dont on pouvait penser qu'il allait s'inscrire dans la durée, qui pourrait être remis en cause, par ricochet, par ce qui est en train de se passer au Moyen-Orient. Vous voyez donc que je distingue trois groupes : ceux qui pourraient être tentés de venir en Europe en raison du contexte de guerre auquel ils sont confrontés — j'ai cité les Libanais, et il faut ajouter une deuxième catégorie, les Kurdes, parce que vous l'avez vu, un certain nombre de pays cherchent à profiter de la situation pour régler leurs comptes avec eux. On ne peut pas exclure une poussée d'arrivées de ressortissants kurdes chassés de Syrie, d'Irak ou d'Iran ; là, pour le coup, ce serait une demande d'asile, une vraie demande d'asile. Deuxième catégorie, les travailleurs immigrés dans les pays du Golfe : je ne suis pas persuadé qu'ils viendront en Europe. Troisième catégorie, ceux qui auraient pu être tentés d'aller dans les pays du Golfe du fait du bon fonctionnement de l'[économie](#) et qui vont peut-être reporter leur projet migratoire vers l'Union. **Justement, par rapport à cette troisième catégorie et à cette crise potentielle, l'Union européenne a-t-elle réellement tiré les leçons de la crise de 2015-2016 ? Et peut-on encore envisager des accords avec les pays voisins, sur le modèle de l'accord UE-Turquie de 2016 ?** Patrick Stefanini : Oui, l'Union européenne a tiré les conséquences de la crise migratoire de 2015-2016. Je vous rappelle qu'a été adopté il y a deux ans le pacte européen sur l'asile et l'immigration, que les pays européens doivent transposer dans leur législation avant le mois de juin — et, pour la France, compte tenu de la situation politique et de l'absence de majorité claire à l'[Assemblée nationale](#), c'est un défi politique considérable. Mais ce n'est pas votre question ; elle viendra. Ce pacte prévoit plusieurs dispositifs nouveaux, nettement plus efficaces que ce qui existait auparavant. D'abord, tous les étrangers qui se présentent à une frontière extérieure de l'Union européenne feront l'objet d'un criblage, notamment d'un criblage sécuritaire. C'est un progrès majeur par rapport à

la situation de 2015. On se souvient qu'une partie des cerveaux et des petites mains des attentats de novembre 2015 étaient passés par la Grèce avant d'arriver en France ou en Belgique. Donc, premièrement : criblage sécuritaire aux frontières extérieures. Deuxièmement : la procédure dite « d'asile à la frontière ». Elle n'est malheureusement pas généralisée, elle ne s'applique pas à tous les pays d'origine, mais le pacte prévoit qu'un certain nombre de demandes d'asile seront traitées à la frontière. Cela signifie que les intéressés ne seront pas autorisés à franchir la frontière extérieure de l'Union européenne : leur demande sera examinée avant toute entrée, et ceux qui seront déboutés ne rentreront pas dans l'Union. C'est un progrès incontestable. Cela ne nous protège pas complètement de ce qui se passe au Moyen-Orient, parce que la situation humanitaire qui se crée au Liban fait que, selon moi, les ressortissants libanais n'entreront pas forcément dans la catégorie des personnes auxquelles s'appliquera cette procédure d'asile à la frontière. Enfin, troisième sujet : ce qu'on appelle les centres de retour. Là, l'Union européenne a progressé, même si, dans le même temps, elle a évolué sur la question des « pays tiers sûrs », c'est-à-dire des pays de transit par lesquels passent des ressortissants étrangers avant de venir demander l'asile dans un pays de l'Union. Comme vous le savez, les pays européens se sont mis d'accord pour appliquer un système de « pays tiers sûr » qui permet, dans certains cas, de considérer qu'une demande n'a pas vocation à être examinée par le pays européen. **La Commission européenne envisage la création de centres de rétention administrative pour migrants situés hors des frontières de l'Union : est-ce une piste réaliste face à un possible choc migratoire ?** Patrick Stefanini : Oui, mais, comme vous le dites, elle l'envisage. Or ce qui est en train de se passer au Moyen-Orient peut déclencher des phénomènes migratoires non pas dans six mois ou dans un an, mais dans les jours qui viennent — en tout cas, c'est le sens de votre question et j'imagine que c'est la raison pour laquelle vous vous intéressez aujourd'hui à ce sujet. Donc oui, l'Union européenne s'est dotée d'instruments nouveaux ; mais est-elle prête à faire face à une nouvelle poussée migratoire, qui résulterait de la combinaison du premier motif et du troisième motif que j'ai cités ? Je n'en suis pas complètement convaincu. **On cite souvent le Danemark : demandes d'asile au plus bas depuis quarante ans, 95 % des demandeurs déboutés puis expulsés. Cet exemple peut-il faire école en Europe ?** Patrick Stefanini : Non, parce que, comme vous le savez, le Danemark a voté non au traité de Maastricht dans un premier temps et, ensuite, avant de le ratifier, il a obtenu une clause qu'on appelle une clause d'opt-out. Sur les questions d'asile et d'immigration, le Royaume du Danemark n'est donc pas régi par les règles européennes. Cela lui donne une [liberté](#) de manœuvre considérable en matière d'asile et d'immigration, et le place dans une situation complètement différente de celle des autres États membres. C'est bien de citer le Danemark comme exemple, mais il faut rappeler que ce qu'il a fait, il l'a fait dans un cadre particulier, avec des exceptions qu'il avait négociées au moment où il a finalement ratifié Maastricht. Il n'existe pas de clause d'opt-out pour les pays qui ont signé les traités européens « en temps et en heure », c'est-à-dire l'immense majorité des pays européens. **Le pacte européen sur la migration et l'asile adopté en 2024 doit être mis en œuvre entre juin et juillet 2026. En France, cela suppose des adaptations juridiques, parfois un vote du Parlement. Un afflux massif de réfugiés pourrait-il accentuer les blocages institutionnels et [politiques](#) entre l'État, le Parlement et les collectivités locales ? Et quelles conséquences pour la gouvernance de notre politique migratoire ?** Patrick Stefanini : L'absence de majorité claire à l'Assemblée nationale fait que la transposition, dans un texte législatif, de certaines dispositions du pacte ne sera pas un exercice facile. La transposition des dispositions qui relèvent du réglementaire sera évidemment plus simple, puisqu'il suffira de décrets du Premier ministre. Mais, s'agissant des textes législatifs, l'exercice s'annonce compliqué. Et ce que vous dites — à savoir les crispations qui pourraient résulter d'une nouvelle

poussée migratoire liée à la crise du Moyen-Orient — ne facilitera certainement pas la transposition du pacte. En même temps, je suis convaincu que le gouvernement, et le ministre de l'Intérieur en particulier, qui sera à la manœuvre sur cette transposition, saura tirer argument du fait que nous avons encore plus besoin des dispositions figurant dans le pacte. Autrement dit : nous avons encore plus besoin de pouvoir appliquer des solutions approuvées par la majorité des pays européens en matière d'asile que nous n'en avons besoin avant les événements du Proche et du Moyen-Orient.

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

PRÉSIDENTIELLES 2027

PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE : LES ILLUSIONS DANGEREUSES

Relancer une primaire de la droite et du centre pourrait apparaître comme un moyen de désigner un candidat unique pour la présidentielle, mais l'idée soulève de nombreuses interrogations. Entre frontières politiques floues, rivalités personnelles et divisions idéologiques au sein de la droite, il paraît difficile en l'état d'y voir une autoroute vers le succès. Décryptage.



Christophe Boutin et Jérôme Besnard



La primaire de la droite et du centre que certains futurs candidats envisagent est-elle une illusion dangereuse ? Christophe Boutin : Écoutez, une primaire de la droite et du centre, encore faudrait-il d'abord en définir le cadre : jusqu'où va-t-on au centre et jusqu'où va-t-on à droite ? Je ne parle pas d'inclure le [Rassemblement national](#), mais faut-il inclure, par exemple, Reconquête à droite ? Et si l'on part vers le centre, faut-il aller jusqu'à Renaissance, et donc jusqu'à des personnalités comme Gérard Darmanin qui ont rallié Renaissance ? Rien que sur ce point, il y a déjà une première difficulté. La deuxième difficulté, c'est que l'on a cru remarquer que les primaires sont surtout demandées par les seconds couteaux : ceux qui caracolent plus ou moins en tête des sondages ne sont pas nécessairement ceux qui réclament une primaire. On a donc,

d'un côté, la question de l'assise globale, et de l'autre, le risque que les principaux candidats ne souhaitent pas y participer, voire n'y soient pas. Et puis il y a un troisième élément, très concret : à qui s'adresse-t-on ? Aux militants encartés ? Aux sympathisants ? À ceux qui vont verser une obole pour pouvoir voter ? Va-t-on retrouver des votes de perturbation, des opposants qui viennent voter pour déstabiliser la primaire ? Bref, à ce stade, le système apparaît plutôt comme une machine à perdre.

Jérôme Besnard : Christophe Boutin à raison. Si l'on considère que la France est fracturée à minima en trois bloc, un bloc de gauche, un bloc central et un bloc national, c'est bien de primaire du centre dont il faut parler. Un centre insaisissable, qui irait des lisières du parti socialiste aux rescapés de l'effondrement ; ce que l'on appelait jadis la droite parlementaire. Mais effectivement, quelle cohérence politique entre Gabriel Attal et Bruno Retailleau, entre Édouard Philippe et Laurent Wauquiez ?

Gérard Larcher défend l'idée d'une primaire ouverte de la droite et du centre, en excluant Reconquête et, de facto, le Rassemblement national, et il dit qu'elle doit se faire sur le programme de chacun des candidats, pas sur un programme commun : est-ce que ce ne sont pas des idées un peu anciennes, et est-ce vraiment une solution ?

Christophe Boutin : Il est logique que la primaire se fasse sur le programme de chacun des candidats. On ne va pas bâtir un programme commun avant la primaire, puis réduire ensuite la primaire au simple choix du porteur de ce programme commun. Donc, sur ce point, l'idée se tient. En revanche, il est difficile d'appeler cela une primaire « de la droite et du centre » si, dans le même temps, on exclut des forces qui représentent une part très importante de l'électorat, y compris une large part de l'électorat de droite. Il y a là une contradiction : ce que Gérard Larcher décrit ressemble plutôt à une primaire du socle commun, une primaire du bloc central, mais pas une primaire de la droite et du centre, sauf à redéfinir ce qu'on met derrière les mots « droite » et « centre ».

Jérôme Besnard : Gérard Larcher est nostalgique de la réussite de la primaire de 2016, celle qui avait fait naître un grand espoir derrière François Fillon qui avait intellectuellement réussi la synthèse de la France catholique de l'Ouest soucieuse de justice sociale et du gaullisme d'inspiration barrésienne aux accents nationalistes. Mais en dix ans la droite LR a perdu toute capacité à représenter autre chose qu'une fraction des retraités nostalgique des années Chirac ou de Sarkozy.

Les primaires ne sont-elles pas devenues un substitut à des partis incapables d'être des matrices sociologiques, et ne dressent-elles pas les candidats les uns contre les autres, au point de creuser des divergences au lieu de construire des synthèses ?

Christophe Boutin : Je ne garantis pas que les primaires servent à bâtir des synthèses. Puisque, précisément, elles se font sur les programmes de chacun des candidats. La synthèse, si elle existe, naîtra après : lorsque l'un d'entre eux l'emporte, il peut éventuellement panacher son programme en reprenant des éléments venus d'autres candidats. Mais, en France, la primaire a du mal à se constituer pour deux raisons. D'abord, parce que les partis qui demandent des primaires sont devenus, d'une certaine manière, des partis d'auto-entrepreneurs : les gens ne sont plus fédérés par une idéologie commune. Prenons le cas de la droite, puisqu'on en parle : au sein de LR, on voit se multiplier les candidatures potentielles, au point qu'il n'y aura bientôt presque plus un responsable ou un élu qui ne se décide à être candidat à la présidentielle. Dans ce contexte, la primaire pourrait, théoriquement, servir à rétablir un peu d'ordre derrière une figure. Sauf que personne n'émerge véritablement, et personne ne veut se rallier. On imagine donc une [primaire](#) pour trancher, mais est-ce que cela met fin à la « guerre des chapeaux à plumes » ? Absolument pas. Les ralliements sont loin d'être évidents, ils sont souvent de pure forme. Et si le candidat issu de la primaire commence à trébucher, ses anciens rivaux peuvent très vite s'en désolidariser.

Jérôme Besnard : Vous remarquerez que les partis politiques les plus saillants au plan des idées n'ont pas besoin de recourir à une primaire. À gauche, personne ne conteste, sauf marginalement, le leadership de Jean-

Luc Mélenchon et à au sein du camp national, excepté le noyau dur de Reconquête, les électors du RN et de l'UDR se rangeront derrière Jordan Bardella si Marine Le Pen est empêchée par la justice de pouvoir se présenter à l'élection à la magistrature suprême de l'an prochain. Il y a dans ces deux ensembles une légitimité interne qui n'est pas contestée. **Puisqu'il est difficile de définir les frontières d'un électorat appelé à voter, et puisque les électors de [droite](#) et de droite nationale sont dans un continuum, une primaire de la droite ne risque-t-elle pas de creuser une frontière artificielle entre des électors qui, de fait, sont amenés à se rencontrer ?**

Christophe Boutin : Pour éviter ce risque, il faudrait d'abord que LR fasse son aggiornamento, et qu'elle se pose clairement la question de ce qu'elle est : est-elle un appendice de la majorité macronienne, un appendice du bloc central, un appendice du socle commun, ou bien est-elle de droite ? Or cette division n'est pas nouvelle. Depuis la fusion du RPR et de l'UDF, il existe une fracture interne entre des partisans d'une droite plus nationale et des partisans d'une vision très européenne, pour ne pas dire européiste. Il y a, schématiquement, des centristes et des nationalistes qui ne s'entendent pas sur une grande partie du programme. Dans ces conditions, la primaire devient surtout un moyen de ressouder un bloc central — on comprend que Gérard Larcher l'envisage ainsi — dans la perspective de la présidentielle et, derrière, des législatives, avec une logique de « ni-ni » : ni l'extrême gauche, mais ni non plus la droite qualifiée d'extrême ou de radicale. Sauf que, dans les faits, cela ne correspond pas nécessairement au désir de l'électorat. Cet électorat peut soit se rassembler, soit au contraire estimer qu'il y a eu une forme de « trahison » et ne pas suivre le vainqueur d'une primaire.

Jérôme Besnard : Il y a un continuum idéologique qui va des LR au RN en passant par l'UDR. Il subsiste surtout une barrière sociale entre droite bourgeoise et droite populaire. Il reste que Laurent Wauquiez et dans une moindre mesure Bruno Retailleau viennent de l'UDF, des rives de la démocratie chrétienne et des lisières de l'anti-gaullisme. Ils incarnent une droite décentralisatrice au tempérament peu compatible avec le gaullisme à poigne qu'exalte Éric Ciotti comme Charles Pasqua en son temps. Une primaire de la droite et du centre aurait pour objectif principal de sauvegarder les dernières positions de résistance des modérés face à la poussée électorale du RN et de ses alliés.

De toute façon, est-ce que ce ne sont pas les sondages qui serviront de juges de paix, puisque les électeurs d'une primaire chercheront à savoir qui est le mieux placé pour accéder au second tour ?

Christophe Boutin : Oui, sauf que les sondages peuvent être désavoués. Tout le monde attendait Alain Juppé, et ce n'est pas lui qui est sorti d'une primaire. De la même manière, tout le monde n'attendait pas forcément François Fillon lorsqu'il est sorti vainqueur. Il peut donc y avoir un hiatus entre les sondages, qui s'inscrivent souvent dans une approche plus centriste, et les militants, ou même les électeurs mobilisés dans une primaire, qui ont des attentes parfois différentes.

Jérôme Besnard : Les sondages ont leur utilité à condition de se souvenir que l'on n'invente jamais un électorat. De bons sondages ne se confirment dans les urnes que s'ils sont le reflet de la mobilisation d'un ensemble d'électeurs cohérent et déterminé. Une primaire fermée présente le risque d'un prisme déformant comme ce fut le cas pour Valérie Pécresse en 2022. Son profil néolibéral, francilien et progressiste ne collait pas à l'électorat de droite. Il est probable que Michel Barnier aurait fait un meilleur score qu'elle s'il s'était qualifié.

Ce hiatus ne vient-il pas aussi du fait que les primaires mobilisent surtout des militants ou des encartés, et même élargies à quelques millions de votants, elles restent loin de l'électorat réel, alors qu'aux États-Unis, les primaires sont plus représentatives ?

Christophe Boutin : Il ne faut pas oublier qu'aux États-Unis, les mentalités [politiques](#) au sein d'un même parti varient fortement selon les États. Entre un républicain du Texas et un républicain du Maine ou de la Géorgie, ce ne sont pas les mêmes approches, et ce n'est pas le même poids électoral non plus. Justement, les primaires permettent de fédérer cet ensemble hétérogène et de faire émerger un champion

acceptable par des tendances internes différentes. En France, je n'ai pas l'impression qu'on y parvienne. Je n'ai pas l'impression que les primaires aboutissent nécessairement à faire apparaître un champion incontesté et incontestable, que ce soit à droite ou à gauche. **Jérôme Besnard** : La V^e République voulue par le général de Gaulle reconnaît les partis politiques mais elle place le chef de l'État au-dessus d'eux, comme clé de voûte des institutions. La question est ici de savoir si la personne désignée par une primaire comme candidat à l'élection présidentielle peut disposer d'une légitimité suffisante pour incarner une telle figure tutélaire. L'idée d'une primaire est assez étrangère au gaullisme. Pour le fondateur de la V^e République, la légitimité politique est naturelle et échappe a priori aux réflexes partisans. On est loin du système américain dicté avant tout par l'organisation fédérale des États-Unis et par son système présidentiel, historiquement bipartisan. Les Français rechignent souvent à l'idée d'aliéner leur liberté politique en devant adhérer à un camp politique plutôt qu'à un autre.

SAM
FÉVR 28DIM
MARS 1LUN
MARS 2MAR
MARS 3MER
MARS 4JEU
MARS 5VEN
MARS 6

DÉSINFORMATION

WIKILAUNDERING : UNE ENQUÊTE RÉVÈLE L'AMPLEUR DU DÉTOURNEMENT DE WIKIPÉDIA POUR DES OPÉRATIONS D'INFLUENCE

Une enquête du Bureau of Investigative Journalism révèle comment une agence de communication aurait modifié des pages Wikipédia pour le compte de gouvernements ou de grandes fortunes. Des pratiques qui ne constituent pas un cas isolé mais illustrent une faiblesse structurelle du modèle ouvert de l'encyclopédie.



Michel Sandrin



Atlantico : Une enquête du Bureau of Investigative Journalism affirme qu'une agence de communication basée à Londres aurait orchestré pendant des années des modifications rémunérées sur certaines pages Wikipédia pour le compte de gouvernements ou de grandes fortunes. Faut-il y voir un scandale isolé ou le symptôme d'un problème plus profond dans la gouvernance de l'encyclopédie en ligne ? Michel Sandrin : Pour moi, c'est clairement le symptôme d'un problème plus global, pas un cas isolé. Et pour comprendre pourquoi, il faut revenir très simplement au fonctionnement de Wikipédia. Wikipédia repose sur un principe ouvert : chacun peut modifier une page, sans vérification préalable. Mais immédiatement après, il y a

une vérification a posteriori, à la fois par des robots et par des bénévoles. Ce système marche plutôt bien, dans l'immense [majorité](#) des cas, et c'est ce qui rend l'encyclopédie globalement fiable. Sauf qu'il y a un effet pervers, presque un cercle vicieux : parce que Wikipédia est perçue comme fiable et massivement consultée, elle devient une cible. Des acteurs organisés, parfois très puissants, ont intérêt à "bidouiller" des pages, parce que cela peut avoir un impact réel sur ce que les gens croient. Et comme dans toute logique d'attaque et de défense, plus la plateforme est influente, plus les attaques se sophistiquent, et plus la défense doit suivre. Donc oui, Wikipédia est très fiable dans l'ensemble, mais justement parce qu'il est crédible, attire des opérations d'influence. Et certaines réussissent, au moins temporairement. **Selon cette enquête, des réseaux de comptes anonymes auraient modifié certaines pages afin d'atténuer ou de reléguer des informations embarrassantes, par exemple sur des controverses politiques ou des scandales. Dans quelle mesure ce type d'opérations peut-il réellement influencer la perception du public ?**

Michel Sandrin : Si on parle de l'impact sur la fiabilité perçue de Wikipédia, ce n'est évidemment pas une bonne publicité. Mais il faut distinguer deux choses : l'existence de la manipulation et sa durée. Souvent, ces manipulations finissent par être détectées et corrigées assez vite, soit par les mécanismes internes de Wikipédia, soit parce que des enquêtes, comme celle dont vous parlez, les rendent publiques. Quand c'est exposé, en général, ça ne reste pas en place très longtemps. Le vrai risque, c'est quand la manipulation est "bien ficelée", donc difficile à repérer, ou pire, quand des personnes censées corriger participent à l'orientation. Là, ça peut durer davantage et influencer plus profondément ce que les gens retiennent d'un sujet, surtout quand il s'agit de personnes publiques, d'États, de controverses ou de conflits très polarisés. Et j'ajoute un point important : il n'y a pas qu'un seul type de manipulation. Il y a des opérations commerciales, il y a des opérations politiques, et il y a aussi des opérations militantes sur des sujets géopolitiques très clivants. Ce n'est pas un phénomène unique, c'est une famille de phénomènes. **Wikipédia repose sur un modèle ouvert, où chacun peut contribuer, mais avec des règles strictes sur les conflits d'intérêts et les contributions rémunérées. Ce modèle participatif est-il aujourd'hui suffisamment robuste pour résister aux tentatives d'influence de gouvernements, de grandes entreprises ou d'agences de communication ?**

Michel Sandrin : La preuve que non, puisque les exemples s'accumulent. Donc clairement, non, ce n'est pas suffisant. Mais je ne suis pas certain que le problème vienne des règles en elles-mêmes. Les règles de Wikipédia sont plutôt bien faites. Le problème, c'est leur [application](#) et surtout le fait que ceux qui arbitrent sont parfois orientés politiquement. Et là, il faut comprendre un point central : pour qu'une manipulation "tienne", il ne suffit pas qu'un contributeur modifie une page. Il faut aussi que le niveau de contrôle laisse passer. Il y a donc deux étages : les contributeurs et les administrateurs. Je prends un exemple concret que je donnais : sur des sujets politiques français, on observe parfois des débats asymétriques. Je cite le cas de LFI et de l'UDR, parce que c'est comparable : le Conseil d'État a acté l'un comme relevant de l'extrême droite et l'autre de l'extrême gauche. Or, sur Wikipédia, la fiche de l'UDR est présentée plus directement comme "extrême droite", tandis que sur LFI on trouve des débats interminables pour atténuer, nuancer, déplacer vers "gauche radicale", etc. C'est typiquement le genre de "deux poids, deux mesures" qui pose problème. J'ai cité aussi trois exemples de sujets que certains militants chercheraient à faire disparaître ou à atténuer : le terme "extrême gauche", des accusations visant Jean-Luc Mélenchon (par exemple sur l'antisémitisme), ou encore des controverses autour de la Jeune Garde et l'affaire Quentin. Je ne dis pas que tout est faux ou vrai en bloc : je dis qu'on observe des stratégies d'édition militantes, et que si elles passent, c'est qu'il y a une tolérance au niveau de l'arbitrage. Et à l'inverse, un autre exemple : au moment d'une campagne, des soutiens du parti d'Éric Zemmour auraient tenté de modifier certaines

pages, et ces modifications auraient été bloquées plus fermement. Ce qui renforce l'idée que tout ne dépend pas seulement des contributeurs, mais aussi de ceux qui contrôlent. **Ce débat intervient aussi dans un contexte très politisé : certaines figures du monde technologique, notamment Elon Musk, accusent régulièrement Wikipédia d'être biaisée ou manipulée. Comment distinguer les critiques fondées des campagnes d'influence ou des offensives politiques contre la plateforme ?**

Michel Sandrin : Déjà, il faut regarder qui parle. Quand Elon Musk dit "Wikipédia n'est pas neutre", il ne dit pas seulement "il y a un problème", il sous-entend "je veux une neutralité telle que moi je la définis". Et évidemment, la crédibilité d'une critique dépend aussi de l'intention possible de celui qui critique. Ensuite, pour juger la neutralité, le meilleur outil, c'est la comparaison factuelle. C'est ce que j'essaie de faire dans mon livre *La face cachée de Wikipédia*. Je prends des cas comparables et je regarde comment les pages sont rédigées : la place accordée aux polémiques, le vocabulaire, le traitement des controverses, la symétrie ou non. On peut comparer deux partis, deux journaux, deux personnalités de poids similaire. Et on regarde si l'un a une page "à charge" et l'autre une page "à décharge". Cette méthode a un avantage : elle évite de rester au niveau du slogan "c'est biaisé". On met les pages côte à côte, et chacun peut juger sur pièces. Donc pour distinguer critique fondée et offensive politique, il faut deux critères : l'identité et l'agenda possible du critique, et surtout des éléments comparatifs, précis, documentables. **À l'heure où Wikipédia sert de base d'information à de nombreux moteurs de recherche, assistants numériques et systèmes d'intelligence artificielle, le risque de manipulation de certains contenus pose-t-il un problème plus large pour l'ensemble de l'écosystème informationnel en ligne ? Dans ce contexte, certains acteurs de la tech évoquent la création d'encyclopédies alternatives reposant sur l'IA ou sur des sources primaires : s'agit-il d'une piste crédible ou d'un risque supplémentaire de fragmentation de l'espace informationnel ?**

Michel Sandrin : Oui, c'est un problème plus large et il devient même de plus en plus dangereux pour l'ensemble de l'écosystème informationnel. Avant, certaines personnes disaient : « Je ne lis pas Wikipédia, je préfère lire un journal dont je connais la ligne éditoriale. » Au moins, on sait d'où vient l'[information](#) et quelle sensibilité elle peut porter. Aujourd'hui, de plus en plus de gens disent plutôt : « Je ne cherche plus moi-même, et je n'ai pas confiance dans Wikipédia alors je demande directement à une intelligence artificielle. » Or les IA ne vont pas chercher de manière totalement neutre dans toutes les sources disponibles. Leur objectif est avant tout de minimiser les erreurs et les accusations de désinformation. Pour cela, elles vont privilégier les sources considérées comme les plus fiables. Et dans la pratique, l'une de ces sources centrales reste Wikipédia. Cela crée un effet d'amplification : si une information erronée ou manipulée se trouve dans Wikipédia, l'IA peut la reprendre, la reformuler et la diffuser sans que l'utilisateur sache d'où elle provient. C'est même potentiellement pire que lorsque les gens allaient directement consulter Wikipédia, parce qu'au moins ils savaient quelle était la source. J'ai d'ailleurs fait une expérience assez révélatrice. J'ai ajouté moi-même une information dans Wikipédia, puis j'ai demandé à plusieurs IA ce qu'elles en pensaient. Elles m'ont répondu que cette information était fiable et largement sourcée. Quand je leur ai demandé quelles étaient ces sources, elles m'ont renvoyé vers plusieurs liens... qui pointaient tous vers l'article Wikipédia que j'avais moi-même écrit. Autrement dit, elles validaient l'information parce qu'elle était dans Wikipédia. Or je me suis ensuite rendu compte que cette information était fausse. On voit bien le mécanisme : l'erreur peut se transformer en chambre d'écho. Concernant les encyclopédies alternatives fondées sur l'IA, à l'heure actuelle, nous sommes en 2026, elles ne sont pas encore au niveau. Les IA se laissent plus facilement piéger par des fake news, elles rédigent souvent moins bien et elles appliquent moins finement les règles éditoriales que des communautés humaines structurées comme celles de Wikipédia. Des projets comme

« Grokipédia » restent aujourd’hui nettement inférieurs à Wikipédia. Cela ne veut pas dire que ce sera toujours le cas. Je ne vois aucune raison scientifique qui empêcherait une IA de produire un jour une encyclopédie très solide. Mais pour l’instant, nous n’en sommes pas là. La bonne approche, à mon sens, n’est donc pas de remplacer les bénévoles par l’intelligence artificielle. Il s’agit plutôt d’utiliser l’IA pour faire une grande partie du travail préparatoire, peut-être 90 à 95 %, tout en conservant un contrôle humain final. Confier 100 % du processus à une machine serait risquer de perdre la maîtrise. Le point central est là : oui à l’assistance massive par l’intelligence artificielle, mais non à un pilotage entièrement automatisé. Et il faut aussi rester prudent face à des encyclopédies alternatives qui seraient en réalité pilotées par un acteur unique ou par un agenda particulier. Une IA « aux ordres » serait, à terme, un danger supplémentaire pour l’information. Michel Sandrin est co-auteur du livre [La face cachée de Wikipédia : enquête sur les dérives de l'encyclopédie libre](#), avec Victor Lefebvre. Entretien conduit par Kimberley Bort.

ILS ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO

A



Antony Dabila

Antony Dabila est chercheur associé au CEVIPOF (Sciences Po) et à l'Institut d'Etudes de Stratégie et de Défense (Lyon-III-Jean Moulin). Antony Dabila est docteur en sociologie historique du politique, spécialiste des relations internationales, des études stratégiques et des mutations contemporaines des institutions démocratiques face aux recompositions géopolitiques. Il vient de publier *L'Echiquier Stratégique : la grammaire de la guerre à travers les âges* (Seuil).

C



Christophe Boutin

Christophe Boutin est un politologue français et professeur de droit public à l'université de Caen-Normandie, il a notamment publié [Les grands discours du XXe siècle](#) (Flammarion 2009) et co-dirigé [Le dictionnaire du conservatisme](#) (Cerf 2017), le [Le dictionnaire des populismes](#) (Cerf 2019) et [Le dictionnaire du progressisme](#) (Seuil 2022). Christophe Boutin est membre de la Fondation du Pont-Neuf.



Christophe Daunique

Christophe Daunique est consultant en stratégie et transformation, spécialisé dans le secteur public. Il publie régulièrement des articles sur son blog personnel (<https://lecahierdaunique.substack.com/>).

D



Dov Zerah

Ancien élève de l'École nationale d'administration (ENA), Dov ZERAH a été directeur des Monnaies et médailles. Ancien directeur général de l'Agence française de développement (AFD), il a également été président de Proparco, filiale de l'AFD spécialisée dans le financement du secteur privé et censeur d'OSEO.

Auteur de sept livres et de très nombreux articles, Dov ZERAH a enseigné à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po), à l'ENA, ainsi qu'à l'École des hautes études commerciales de Paris (HEC). Conseiller municipal de Neuilly-sur-Seine de 2008 à 2014, et à nouveau depuis 2020. Administrateur du Consistoire de Paris de 1998 à 2006 et de 2010 à 2018, il en a été le président en 2010.

E



Emmanuel Razavi

Emmanuel Razavi est grand reporter, spécialiste du Moyen-Orient. Il collabore notamment avec Paris Match, Figaro-Magazine, Franc-Tireur, Atlantico, Politique Internationale, Écran de Veille et Valeurs Actuelles. Il a réalisé plusieurs documentaires sur les groupes islamistes au Moyen-Orient, diffusés sur Arte, Planète et M6, qui ont eu un large retentissement. Auteur d'une dizaine d'ouvrages, son dernier livre, « La Pieuvre de Téhéran » (Cerf, 2025), révèle les ingérences et les réseaux d'espionnage de la République islamique d'Iran en France et en Europe. Il intervient régulièrement sur les ondes d'Europe 1, Sud Radio, LCI et CNews, pour parler du Moyen-Orient et de l'Iran. Il est diplômé en géopolitique et relations internationales (IEP).

F



François Chauvancy

Général François Chauvancy, président de l'Association Nationale des Officiers de Carrière en Retraite (ANOCR) également consultant en géopolitique. Il est aussi l'auteur de « [Blocus du Qatar : l'offensive manquée. Guerre de l'information, jeux d'influence, affrontement économique](#) ».



Firouzeh Nahavandi

Firouzeh Nahavandi, sociologue, docteure en sciences sociales, est professeure émérite de l'Université libre de Bruxelles. Spécialiste de l'Asie musulmane non-arabe, en particulier de l'Afghanistan, de l'Iran et de la Turquie, elle est l'auteur de nombreux ouvrages sur la région, dont "Femmes iraniennes : évolution ou révolution: Comment survivre dans un régime islamiste".

G



Gaël Brustier

Gaël Brustier est chercheur en sciences humaines (sociologie, science politique, histoire).

Avec son camarade Jean-Philippe Huelin, il s'emploie à saisir et à décrire les transformations politiques actuelles. Tous deux développent depuis plusieurs années des outils conceptuels (gramsciens) qui leur permettent d'analyser le phénomène de droitisation, aujourd'hui majeur en Europe et en France.

Ils sont les auteurs de [Recherche le peuple désespéré](#) (Bourrin, 2010) et ont publié [Voyage au bout de la droite](#) (Mille et une nuits, 2011).

Gaël Brustier vient de publier [Le désordre idéologique](#), aux Editions du Cerf (2017).



Guillaume Lagane

Guillaume Lagane est spécialiste des questions de défense.

Il est également enseignant à Science-Po Paris.

Il est l'auteur de [Géopolitique de l'Europe : Crépuscule d'une puissance](#) (PUF, 2025). Il est également l'auteur de [Questions internationales en fiches](#) (Ellipses, 2025 (cinquième édition)) et de [Théories des relations internationales](#) (Ellipses 2016).

H



Hans Stark

Hans Stark est chercheur à l'IFRI (Cerfa) et professeur à la Sorbonne.

J



Jean Szlamowicz

Professeur des universités, Jean Szlamowicz est linguiste et traducteur. Son ouvrage *Les moutons de la pensée* (2022, Cerf) porte sur les nouveaux conformismes idéologiques. Son livre *Savoir parler du vin* (2023, Cerf) a obtenu le prix de l'OIV. Il dirige la collection *Le point sur les idées* aux éditions Intervalles, chez qui il a publié *Le sexe et la langue* (2023), l'ouvrage qui fait le point sur les idées reçues autour du genre linguistique..



Jean Sylvestre Mongrenier

Jean Sylvestre Mongrenier est chercheur à l'Institut français de géopolitique (Université de Paris VIII) et chercheur associé à l'Institut Thomas More. Il est notamment l'auteur de [La Russie menace-t-elle l'Occident ?](#) (éditions Choiseul, 2009).



Jean-Marie Montali

Président de l'Association Française des Grands Reporters et Correspondants (AFGRC). Grand reporter spécialiste du Moyen-Orient, co-auteur de *La pieuvre de Téhéran*.



Jérôme Besnard

Jérôme Besnard est journaliste, essayiste (*La droite imaginaire*, 2018) et chargé d'enseignements en droit constitutionnel à l'Université Paris Cité.



Jean-Pierre Favennec

Jean-Pierre Favennec est un spécialiste de l'énergie et en particulier du pétrole et professeur à l'Ecole du Pétrole et des Moteurs, où il a dirigé le Centre Economie et Gestion. Il a publié plusieurs ouvrages et de nombreux articles sur des sujets touchant à l'économie et à la géopolitique de l'énergie et en particulier *Exploitation et Gestion du Raffinage* (français et anglais), *Recherche et Production du Pétrole et du Gaz* (français et anglais en 2011), *l'Energie à Quel Prix ?* (2006) et *Géopolitique de l'Energie* (français 2009, anglais 2011).

L



Laurent Alexandre

Chirurgien de formation, également diplômé de Science Po, d'Hec et de l'Ena, **Laurent Alexandre** a fondé dans les années 1990 le site d'information [Doctissimo](#). Il le revend en 2008 et développe [DNA Vision](#), entreprise spécialisée dans le séquençage ADN. Auteur de [La mort de la mort](#) paru en 2011, Laurent Alexandre est un expert des bouleversements que va connaître l'humanité grâce aux progrès de la biotechnologie. Vous pouvez suivre Laurent Alexandre sur son compte Twitter : [@dr_l_alexandre](#)



Lonni Besançon

Lonni Besançon est enseignant-chercheur en visualisation de données à l'université de Linköping, en Suède, et l'éditeur en chef de la revue Journal of Visualization and Interaction. Pour le retrouver sur X (ex-Twitter) : [@LonniBesancon](#)

M



Michel Fayad

Michel Fayad est un professionnel de l'énergie et de la finance; professeur de géopolitique à l'IFP EN; chercheur en diplomatie, administration publique et politique et ancien conseiller du ministre de l'économie et du commerce



Michel Goya

Officier des troupes de marine et docteur en histoire contemporaine, Michel Goya, en parallèle de sa carrière opérationnelle, a enseigné l'innovation militaire à Sciences-Po et à l'École pratique des hautes études. Très visible dans les cercles militaires et désormais dans les médias, il est notamment l'auteur de *Sous le feu. La mort comme hypothèse de travail*, Les Vainqueurs et, chez Perrin, *S'adapter pour vaincre* (tempus, 2023).



Michel Sandrin

Michel Sandrin est co-auteur du livre *La face cachée de Wikipédia : enquête sur les dérives de l'encyclopédie libre*, avec Victor Lefebvre.

N



Nicolas Leblond

Nicolas Leblond est professeur de droit et doyen de la faculté de droit et d'administration publique de l'Université Polytechnique Hauts-de-France.

O



Olivier Vial

Olivier Vial est Directeur du [CERU](#), le laboratoire d'idées universitaire en charge du programme de recherche sur les radicalités. Ses différentes publications sont visibles en suivant [ce lien](#)

P



Paul Cébille

Paul Cébille est membre de l'Observatoire de l'opinion et rédacteur en chef de la revue Hexagone - La France en chiffres. Il est spécialisé dans l'opinion publique et dans le fonctionnement de la démocratie directe.



Philippe Charlez

Philippe Charlez est ingénieur des Mines de l'École Polytechnique de Mons (Belgique) et Docteur en Physique de l'Institut de Physique du Globe de Paris. Expert internationalement reconnu en énergie, Charlez est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la transition énergétique dont « Croissance, énergie, climat. Dépasser la quadrature du cercle » paru en Octobre 2017 aux Editions De Boek supérieur et « L'utopie de la croissance verte. Les lois de la thermodynamique sociale » paru en octobre 2021 aux Editions JM Laffont. Philippe Charlez enseigne à Science Po, Dauphine, l'INSEAD, Mines Paris Tech, l'ISSEP et le Centre International de Formation Européenne. Il est éditorialiste régulier pour Valeurs Actuelles, Contrepoints, Atlantico, Causeur et Opinion Internationale. Il est l'expert en Questions Energétiques de l'Institut Sapiens. Pour plus d'informations sur l'auteur consultez



Patrick Stefanini

Patrick Stefanini est un haut fonctionnaire français, membre du Conseil d'État et ancien directeur général des services de la région Île-de-France. Sa carrière se situe entre l'administration et la politique. Diplômé de l'ENA en 1979, il soutient Chirac avant de devenir un proche conseiller d'Alain Juppé lorsque ce dernier est entré à Matignon en 1995. Il s'est démarqué notamment lors de batailles électorales réputées difficiles ; il fut ainsi l'artisan de la victoire de Jacques Chirac à la présidentielle en 1995, de celle de Valérie Pécresse aux élections régionales de 2015, avant donc de conduire François Fillon à la victoire de la primaire, fin 2016. En mars 2017, il renonce à ses fonctions de directeur de campagne de François Fillon. Patrick Stefanini est directeur de campagne de Valérie Pécresse dans le cadre de l'élection présidentielle de 2022.

www.philippecharlez.com et
[https://www.youtube.com/
energychallenge](https://www.youtube.com/energychallenge)

S



Samuel Furfari

Samuel Furfari est professeur en géopolitique de l'énergie depuis 20 ans, docteur en Sciences appliquées (ULB), ingénieur polytechnicien (ULB). Il a été durant trente-six ans haut fonctionnaire à la Direction générale de l'énergie de la Commission européenne. Auteur de 18 livres.



Stéphane Audrand

Stéphane Audrand est consultant en risques internationaux (armements, nucléaire, agriculture), historien, officier de réserve.

V



Viatcheslav Avioutskii

Viatcheslav Avioutskii est spécialiste des relations internationales et de la stratégie des affaires internationales.

OURS

Directeur de la publication :

Jean-Sébastien Ferjou

atlantico.fr
UN VENT NOUVEAU SUR L'INFO